Université Lille II

Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales

Première année de Master de Science politique, parcours Affaires Européennes

M1–AEU

Le rôle du PiS (Prawo i Sprawiedliwość – Droit et Justice) dans la polarisation de la société polonaise

Mémoire préparé sous la direction de Mme Laurence MOREL
& présenté par Sélim HAMROUNI

Année universitaire 2020/2021

Sommaire

Introduction.....3

I] Le tournant politique opéré par le PiS.....15

A) Dérives autoritaires et réformes radicales.....15

B) Le PiS, entre populisme, nationalisme et conservatisme.....19

*

II] L'effet polarisant du PiS.....33

A) Campagnes, positionnement et réformes politiques du PiS clivantes.....33

B) La polarisation comme stratégie politique du PiS.....42

**

III] La polarisation de la société polonaise entre partisans et opposants du PiS.....52

A) Les raisons du succès électoral du PiS, révélatrices d'une société politiquement polarisée.....52

B) Division de la société polonaise sur des questions politiques et sociétales.....61

***

Conclusion.....73

Glossaire.....76

Bibliographie.....78

Annexes.....83

J'ai bien pris connaissance des dispositions concernant le plagiat et je m'engage à ce que mon travail de mémoire en soit exempt

Introduction

La victoire du PiS (*Prawo i Sprawiedliwość* – Droit et Justice) aux élections présidentielles puis législatives de 2015 a marqué un véritable tournant dans l'histoire et dans le paysage politique polonais. La politique mise en place par le PiS s'est caractérisée par une politique économique interventionniste et un programme social ambitieux et généreux (mesures sociales visant à la réduction de l'âge de la retraite, à l'instauration d'un salaire minimum horaire, à la gratuité des médicaments pour les seniors, à la mise en place d'allocations familiales, baisse de la TVA et des impôts, programme de soutien aux plus démunis, etc.) financé par la taxation sur les banques et les grandes surfaces, afin de lutter contre la fraude fiscale. Le PiS se caractérise également par son discours nationaliste et conservateur (qui s'observe notamment dans la l'Éducation, avec l'enseignement obligatoire des valeurs morales et religieuses, mais aussi patriotiques), dans une société polonaise comprenant plus de 90 % de catholiques, dont la majorité d'entre eux témoigne d'un attachement au clergé catholique très conservateur. L'accession du PiS au pouvoir en 2015, a aussi été synonyme de dérives vers l'autoritarisme, comme l'illustre la restriction des libertés d'association, d'expression et d'opinion ; le contrôle de la justice (son indépendance menacée par le pouvoir exécutif) ; les pouvoirs supplémentaires accordés à l'exécutif au détriment du législatif (faible influence du parlement polonais) ; ou encore le développement d'une forme de propagande d'État par les médias publics[1] (surveillance par l'État de l'audiovisuel). En effet, au discours nationaliste et aux programmes sociaux s'ajoutent des pratiques autoritaires du pouvoir, qui se traduisent notamment par la réforme de la justice polonaise qui tendrait vers un contrôle du pouvoir judiciaire par le pouvoir exécutif (réformes juridiques du Tribunal Constitutionnel, sur les tribunaux ordinaires, sur la Cour Suprême, sur le Conseil national de la magistrature et même sur la fonction de Procureur général), par un contrôle accru des médias publics (comme l'illustre la « petite loi sur les médias » adoptée par le parlement polonais en décembre 2015, changeant provisoirement les conseils et les directoires de surveillance de la radio et de la télévision publique), par des lois et positions controversées sur l'avortement (l'IVG en cas de malformation grave du fœtus est illégale et contraire à la Constitution polonaise, l'avortement est légal qu'en cas de menace imminente pour la vie de la mère et si la grossesse est le résultat d'un viol ou d'un inceste, décision du Tribunal constitutionnel entérinée par le gouvernement en janvier 2021) ou encore sur les droits de la communauté LGBT (en 2019, 88 localités polonaises adoptent des résolutions drastiques interdisant certains services privés à des personnes LGBT[2], Jaroslaw Kaczinski a d'ailleurs fait des LGBT une

1 Le Monde, « En campagne, la machine à propagande du gouvernement polonais tourne à plein régime », juin 2020

cible et un enjeu électoral[3]). Enfin, dernière manifestation particulièrement signifiante d'autoritarisme et de restriction de la liberté d'expression (révélateur du changement de l'appareil étatique polonais par le PiS) a été l'arrestation et la poursuite judiciaire (inculpé « d'injure au chef de l'État ») de l'écrivain polonais Jakub Żulczyk, qui encourt jusqu'à trois ans de prison ferme pour avoir insulté le président Andrzej Duda en le traitant de « débile »[4] sur les réseaux sociaux.

Malgré toutes ces réformes, le PiS à tout de même été réélu en 2020, force est de constater que le PiS bénéficie d'un électorat solide, mais aussi qu'une majorité des Polonais semble satisfaite des années au pouvoir du PiS. En 2015, le parti Droit et Justice conduit par Andrzej Duda avait suscité l'adhésion populaire, comme le montre clairement la composition sociologique de l'électorat de 2015, qui se composait principalement d'agriculteurs (53,3%) et d'ouvriers (46,8%), mais aussi d'une part de la classe moyenne polonaise (comme des employés de l'administration publique et des services – à 35,4%). La Pologne « périphérique » ou rurale soutient massivement le PiS, ce parti qui s'affiche en rempart face aux politiques européennes, qu'une grande partie de la population polonaise interprète comme une tentative de domination étrangère (en particulier allemande [5]). Toutefois, cette adhésion populaire ou majoritaire des Polonais envers le PiS est à nuancer. Même s'il est incontestable que le PiS ait obtenu la majorité des votes aux élections présidentielles et législatives de 2015, la situation fut bien différente en 2020. En effet, les élections présidentielles de 2020 en Pologne ont donné l'image d'une Pologne scindée en deux : l'une rurale, nationaliste et conservatrice ; l'autre libérale, progressiste et urbaine. Les résultats sont d'ailleurs particulièrement significatifs et révélateurs d'une profonde fracture politique, générationnelle et géographique en Pologne : 51,21 % des voix pour Andrzej Duda contre 48,79 % pour Rafal Trzaskowski, candidat de la Plate-forme civique (PO, centre droit)[6]. Andrzej Duda a largement dominé chez les plus de soixante ans, dans les petites villes et villages ainsi que dans l'Est de la Pologne, tandis que son rival, Rafal Trzaskowski a massivement mobilisé les jeunes, les citadins ainsi que les Polonais vivant à l'étranger[7].

La course présidentielle polonaise de 2020 semblait être le signe que la marée et le succès populiste commençaient à tourner. La courte défaite de Trzaskowski a clairement montré que ces espoirs étaient prématurés. Elle met également en évidence l'énorme défi auquel l'opposition est confrontée lorsqu'elle concoure face à des populistes bien établis. Trzaskowski a dû faire face, par

2 Le Huffington Post, « Les zones « sans idéologie LGBT" en Pologne s'étendent de manière inquiétante en Pologne », janvier 2020
3 Le Monde, « La communauté LGBT prise pour cible par les ultraconservateurs au pouvoir en Pologne », mai 2019
4 The Guardian , « Polish writer charged for calling president a 'moron' », mars 2021
5 Le Monde diplomatique, « La Pologne s'accroche à son charbon », novembre 2020, page 13
6 Le Monde, « En Pologne, le président sortant Andrzej Duda réélu à la tête d'un pays coupé en deux », juillet 2020
7 Libération, « Présidentielle en Pologne : courte victoire de l'ultraconservateur Duda », juillet 2020

ailleurs, à un puissant appareil médiatique d'État contrôlé par le parti au pouvoir, ainsi qu'à des contraintes sur la campagne et sur les rassemblements imposées par la pandémie de coronavirus. Sa campagne était un message d'unité et d'espoir, et dans les villages et les villes du pays, Rafal Trzaskowski a rassuré les Polonais, autant que faire se peut, en leur disant qu'il avait l'intention de travailler en coopération et de manière constructive avec le gouvernement, tout en promettant d'assurer la démocratie et le pluralisme dans un système politique de plus en plus autoritaire[8]. Mais ce n'était pas suffisant et Trzaskowski n'arrivait pas à rassurer et à répondre de façon convaincante aux craintes et aux préjugés de l'électorat du PiS. *A contrario*, le président Duda a joué sur les peurs récurrentes et la colère des Polonais, accusant l'opposition, représentée par Trzaskowski (et par extension, le PO), de trahir la nation polonaise au profit de la communauté LGBT, de l'Union européenne (en particulier de l'Allemagne), mais aussi de la Russie (entre autres). Duda a en effet réussi à mobiliser sa base électorale conservatrice en construisant sa campagne sur un mélange de programmes sociaux généreux et continus, agrémenté d'une dose de protection des valeurs nationales et chrétiennes de la Pologne, tout en lançant des attaques répétées contre les minorités et ce qu'il appelle « *l'idéologie LGBT* ». Andrzej Duda, en emportant les élections de peu, ouvre une nouvelle fois la voie au parti Droit et Justice (PiS) vers le pouvoir, qui pourra poursuivre son programme de plus en plus autoritaire et ses lois controversées jusqu'au prochain scrutin national en 2023. En effet, compte tenu de la courte victoire de M. Duda, il est fort probable que le parti accélère ses tentatives pour prendre le contrôle du système judiciaire, mais également des derniers médias indépendants, et de soumettre les gouvernements locaux hostiles au PiS. Ainsi, le PiS incarne le pouvoir politique dominant en Pologne. Seul le Sénat, relativement impuissant, est aux mains de l'opposition (de justesse), ce qui ne suffit pas à arrêter le programme de réformes radicales du parti (l'exécutif ayant plus de pouvoirs que le législatif). Trzaskowski n'a pas réussi à réaliser à quel point le populisme de droite a modifié le paysage politique et qu'il ne peut pas espérer arriver au pouvoir sans faire un compromis avec l'autre partie. Ensuite, l'élection a montré que, dans un pays en voie d'autoritarisme, une opposition efficace ne peut satisfaire que par le biais de partis politiques déjà établis. Ces résultats électoraux sont un coup fatal porté à la démocratie libérale de Pologne, témoignant également, par ailleurs, d'une véritable polarisation de la société polonaise. Effectivement, des études ont montré que la montée du populisme est directement corrélée à l'augmentation de l'antagonisme entre les régions provinciales et métropolitaines. Pour se maintenir au pouvoir, les politiciens doivent gérer l'antagonisme entre les zones urbaines et rurales, deux pôles diamétralement opposés. Roberto Stefan Foa et Jonathan Wilmot ont d'ailleurs affirmé dans Foreign Policy que « *le fossé entre la ville cosmopolite et la périphérie économique est devenu la*

8 Politico, « What Poland tells us about the fight against populism », juillet 2020

nouvelle fracture entre les classes sociales en Occident »[9]. Foa et Wilmot supposent que l'effondrement économique des régions provinciales alimente les réactions populistes. Mais en Pologne, il n'y a pas eu d'effondrement économique de la périphérie. Dans les années 1990, la Pologne s'est remise de la crise économique qui a suivi l'introduction de la loi martiale en 1981 et les sanctions occidentales qui ont suivi, puis la « thérapie de choc » néolibérale après 1989 a entraîné l'effondrement des grandes entreprises de l'ère communiste et un chômage massif qui s'est maintenu à environ 20 % pendant 15 ans. Il est toutefois vrai que les grandes villes s'en sont mieux tirées, mais les villages et les petites villes polonaises, qui forment « l'épine dorsale »[10] du soutien du PiS aujourd'hui, ne sont pas en pleine crise économique. Effectivement, grâce aux fonds européens (mais pas seulement), la périphérie a connu la croissance et le développement, avec un faible taux de chômage et de nombreuses nouvelles infrastructures. Néanmoins, on peut observer en Pologne le même antagonisme entre le centre et la périphérie que celui que l'on rencontre aujourd'hui aux États-Unis ou en Grande-Bretagne. Les facteurs sous-jacents sont un manque de capital culturel plutôt qu'économique, des attitudes conservatrices et des niveaux de confiance faibles envers les institutions. Le parti Plateforme civique de l'ancien Premier ministre Donald Tusk, dont le mandat a coïncidé avec une croissance économique importante de 2007 à 2015, s'est concentré sur la construction de routes, de stades et de trains à grande vitesse, ainsi que sur la réforme du système de retraite (en relevant l'âge de la retraite, entre autres). Malgré tout ce développement, l'idée du PiS selon laquelle la « *Pologne est en ruines* » l'a emporté et a su convaincre une part importante de la population polonaise (particulièrement la partie la plus conservatrice). Absurde dans les villes, le programme social du PiS a cependant semblé crédible aux habitants des régions provinciales en raison de leurs faibles niveaux de revenus. La subvention de 500 *zlotys* par mois et par enfant, mise en place par le PiS, a changé le paradigme politique en Pologne. Désormais, aucune promesse électorale qui n'est pas formulée sous la forme d'une offre directe d'argent ne peut avoir le moindre espoir de séduire les électeurs.

La polarisation de la Pologne semble avoir été asymétrique : le PiS a évolué vers une position extrême de reniement de son engagement à respecter la Constitution, tandis que son principal rival (PO) n'a pas changé de position et est resté un parti majoritairement centriste[11]. Ainsi, cette polarisation asymétrique de la part d'un parti politique s'est traduite par une polarisation au niveau

9 Foreign Policy, « The West Has a Resentment Epidemic », septembre 2019
10 Foreign Policy, « Why Poland's Populists Keep Winning », octobre 2019
11 Tworzecki, H. (2018). Poland : A Case of Top-Down Polarization. *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 681(1), 97-119.

de l'électorat. La Pologne a-t-elle pu assister à un processus similaire à celui décrit par Svolik[12] dans le cas du Venezuela, selon lequel « *les électeurs des sociétés polarisées sont [...] prêts à troquer les principes démocratiques contre des intérêts partisans* ». Pour s'assurer du soutien de son électorat et afin d'attirer d'autres électeurs potentiels, dans les premiers jours de la campagne, notamment lors de la compétition présidentielle, les figures les plus controversées du parti, y compris M. Kaczyński lui-même, se sont largement retirées de la scène publique et la campagne présidentielle a été dominée par des questions ordinaires (pensions de vieillesse, politiques de soutien aux enfants, etc.). La polarisation de la société polonaise semble donc avoir été profitable au PiS. Mais c'est peut-être le PiS qui est responsable de cette polarisation. La politique sociale, conservatrice et nationaliste menée depuis plusieurs années par le PiS a radicalisé les oppositions politiques et a divisé la société polonaise entre partisans du pouvoir en place et contestataires du PiS. Cependant, le PiS a toujours été contesté, et ce, dès son arrivée au pouvoir en 2015, où des manifestations se sont organisées par le « Comité de la Défense de la Démocratie » (*Komitet Obrony Demokracji*, KOD) pour dénoncer les atteintes supposées à la démocratie de la part de la nouvelle majorité parlementaire et du gouvernement du PiS. Les manifestations par des militants progressistes et libéraux contre les mesures et réformes controversées du gouvernement n'ont cessé d'augmenter depuis, pour dénoncer les mesures sur l'avortement (interdit en Pologne), sur les droits des personnes LGBT (mariage homosexuel interdit), sur la réforme du pouvoir judiciaire ou sur le contrôle des médias. *A contrario*, d'autres manifestations ont lieu, cette fois-ci organisées par des militants d'extrême-droite, unis par la foi catholique, manifestant pour le rejet du progressisme, de l'homosexualité, du féminisme, de l'avortement et de l'immigration. Effectivement, tous les 11 novembre de chaque année, se réunissent des dizaines de milliers de polonais qui affluent vers la capitale (Varsovie) pour la « Marche de l'Indépendance », célébrant la commémoration du jour (11 novembre 1918) où la Pologne a reconquis son indépendance après cent-vingt trois ans de partition entre la Russie, la Prusse et l'Autriche. L'extrême droite a instrumentalisé cette marche « patriotique » et en a fait une récupération politique. Il faut noter que cette marche a, par le passé, attiré près de 250 000 personnes, des délégations nationalistes venues de l'étranger se sont même greffées à la manifestation, faisant de cette dernière le plus grand rassemblement d'extrême-droite d'Europe[13]. À côté de ces manifestations, s'organisent, souvent de façon concomitante, des manifestations anti-fascistes, libérales et progressistes, ce qui donne l'image d'un pays déchiré et polarisé entre partisans et opposants au gouvernement, mais aussi entre militants libéraux et progressistes d'un côté et militants de droite radicale et d'extrême droite de l'autre. Le fossé entre

12 Svolik, M. W. (2020). When Polarization Trumps Civic Virtue : Partisan Conflict and the Subversion of Democracy by Incumbents. *Quarterly Journal of Political Science,* 15(1), 3-31

13 *La marche de l'extrême droite en Pologne* | ARTE Regards, 2021

les deux camps ne cesse de croître, comme le souligne Konrad Szołajski, réalisateur du film documentaire *Make Poland Great Again* (*Dobra Zmiana*), à propos de la société polonaise : « *La Pologne n'a jamais été aussi polarisée qu'aujourd'hui. Il faut prendre conscience des signes avant-coureurs et de la gravité du climat toxique de haine qui règne actuellement en Pologne. Tout cela pourrait tout à fait donner lieu à un bain de sang. En réalité, c'est déjà le cas, comme nous l'avons vu avec le meurtre du maire de Gdańsk, Paweł Adamowicz. Son assassinat peut tout à fait être qualifié de « meurtre politique », et est perçu par de nombreux Polonais comme une conséquence directe de la propagande de la télévision d'État. Son meurtre a été un choc absolu, sans pour autant être surprenant. Nous étions nombreux à penser qu'un tel drame pouvait survenir à tout moment* »[14] . En effet, le meurtre du maire de Gdansk a été révélateur d'une polarisation croissante de la société polonaise[15], que les manifestations et les contestations viennent renforcer.

L'intérêt de mon travail de recherche réside dans l'analyse de la polarisation de la société polonaise, en cherchant à connaître le rôle du PiS dans cette polarisation. Cette fracture dans la société polonaise est-elle le résultat des années de politique du PiS ? Ou le PiS est-il responsable de la polarisation actuelle de la société polonaise ?

La polarisation est donc le concept clé de mon mémoire. On peut la définir comme une division de la société en plusieurs pôles opposés. En science politique, ce terme indique un processus qui amène la population à se répartir sur des positions politiques radicalement différentes, voire opposées. Ce processus s'observe également sur l'opinion publique, qui tend à se diviser selon la proximité idéologique et relative de chacun avec la gauche ou la droite, dans ses aspects radicaux. Cette polarisation dirige la population vers les partis extrêmes ou populistes, au détriment du centre. La polarisation peut être le résultat du populisme, tout comme le populisme politique peut accéder au pouvoir en instrumentalisant et en utilisant la polarisation. C'est le succès imprévisible du populisme qui semble avoir conduit à une polarisation de la société en Pologne. Le gouvernement du PiS a adopté à une politique de privatisation des services sociaux (tout en refusant la privatisation des secteurs clefs) et une politique nationaliste de fermeture des frontières aux immigrants et aux réfugiés, mais a également réduit les impôts et rétréci les secteurs publics, ce qui lui a valu le soutien des classes moyennes inférieures comme des classes supérieures. Ainsi, à l'instar de la démagogie et indépendamment de son appel au « corps uni » du peuple, le pouvoir

14 Le Courrier d'Europe Centrale, « En Pologne, « le fossé qui sépare les deux camps ne cesse de croître », alerte Konrad Szołajski », avril 2019

15 Les Échos, « La Pologne, le pays des extrêmes. L'assassinat du maire de Gdansk est un signe de l'extrême polarisation de la vie politique polonaise, selon le « Financial Times » », janvier 2019

populiste est un mouvement qui s'appuie sur l'utilisation minutieuse des mots, des images et des médias afin de faire converger le plus grand nombre vers des politiques qui ne sont pas nécessairement dans leur intérêt, bien qu'elles soient tellement encadrées qu'elles semblent être conformes à la volonté du peuple en tant que corps homogène. La polarisation (qui peut provenir de la simplification du pluralisme social par la crise économique) est, en plus d'être une conséquence politique et sociale du populisme, également au service d'une nouvelle unification du peuple, et est une stratégie qu'une élite utilise pour revendiquer et acquérir plus de pouvoir afin d'atteindre certains résultats qu'une délibération pluraliste et articulée ne permettrait pas.

Les dirigeants populistes ou les partis qui ont suffisamment de pouvoir ne se contentent pas de gagner une majorité mais veulent un pouvoir plus grand, moins limité et, en outre, rester au pouvoir le plus longtemps possible : ils cherchent à « *établir une nouvelle constitution populiste - dans le sens d'un nouveau règlement sociopolitique et d'un nouvel ensemble de règles du jeu politique* »[16]. C'est ce qui se passe aujourd'hui en Pologne et dans certains autres pays européens avec l'émergence de leaders populistes forts ou de partis nationalistes dominants. Un exemple particulièrement signifiant est celui du *Fidesz*, qui, en 2012, a obtenu une majorité des sièges au Parlement et s'en est servi pour mettre au rebut l'ancienne Constitution en la modifiant sans cesse, tout en ancrant sa propre vision aux dépens des partis d'opposition et d'un pouvoir judiciaire indépendant[17]. Le cas hongrois peut être utilisé pour soutenir l'hypothèse selon laquelle l'effondrement de la distinction entre le populisme en tant que mouvement et le populisme en tant que pouvoir en place correspond à l'effondrement de la distinction entre la politique ordinaire et la politique constitutionnelle. Ce changement a pour but de geler la nouvelle majorité en une majorité permanente et donc de miner le plus fondamental des principes démocratiques : la règle de la majorité dans un environnement politique pluraliste, dans lequel toute majorité est présumée temporaire et changeante. Le populisme au pouvoir fait nécessairement de la démocratie un extrême majoritaire.

L'histoire de la Pologne montre qu'après 1989, une partie considérable de la société s'est considérée comme une victime de la transition post-communiste, ou a estimée que la direction prise par la Pologne, après l'effondrement du communisme, était fondamentalement mauvaise. En outre, la transformation économique et politique rapide a créé un sentiment d'insécurité économique pour certains groupes de personnes. Ces groupes sont souvent nostalgiques de l'époque de l'État-providence paternaliste, bien qu'ils soient souvent anticommunistes. Ces personnes partagent souvent la conviction que l'accord de la Table ronde, au cours de la proclamation de la Troisième

16 Chazel, L. (2017). Jan-Werner Müller, *What is populism ?* Lectures. Published.
17 Müller, J.-W. (2015). « Hungary : sorry for our prime minister », *The New York Review of Books.*

République de Pologne, a aidé les agents des services secrets et l'élite communiste de la République populaire de Pologne, non seulement à échapper à leur procès, mais aussi à transformer leur influence politique en pouvoir économique. Les populistes polonais mettent en évidence tous ces problèmes, auxquels ils ajoutent celui de l'identité polonaise par rapport à la tradition et aux valeurs chrétiennes. Tous les dirigeants indépendants et les chefs de parti polonais ont utilisé le populisme comme stratégie, mais pas seulement. La Ligue des familles polonaises (LPR) a appliqué le populisme comme une idéologie, à savoir le populisme de droite radicale. La même chose s'est produite dans le cas de Droit et Justice, cependant, ce parti illustre la façon dont laquelle le populisme, initialement employé par le parti comme une stratégie, peut être mis en œuvre comme une idéologie. L'histoire du populisme polonais est l'histoire de divisions historiques profondément ancrées dans la société : le communisme contre l'opposition, puis le post-communisme contre les mouvements post-solidarité (qui étaient eux-mêmes divisés). On peut parler de populisme polonais parce que le fondement du populisme en Pologne est historique. Cependant, le populisme en Pologne n'est pas seulement le fruit du passé (bien que sa rhétorique soit fondée sur l'histoire « inachevée »), au contraire, il a également répondu à certains problèmes de la démocratie moderne. Les populistes en Pologne n'ont pas introduit d'alternative à la démocratie. Selon les populistes, la démocratie libérale était peu attrayante et même dangereuse pour la nation et la tradition polonaise. Leurs conceptions du cadre constitutionnel visaient à améliorer le système, renforçant ainsi le pilier populaire. Le populisme est une politique à contre-courant car s'il partage avec la démocratie les deux principes fondamentaux du peuple et de la majorité, il n'offre pas la même réponse lorsqu'il prétend être le gouvernement du peuple. Pour voir cette tension, on doit considérer non pas le populisme comme un mouvement d'opposition, mais comme un pouvoir en place. Le populisme se situe dans le domaine du gouvernement représentatif et affirme qu'il remet en cause la démocratie pluripartite au nom d'une conception du peuple qui représente une partie (aussi grande soit-elle) comme si elle était le tout. Il en résulte une politique d'inclusion partielle (mais aussi d'exclusion) qui justifie un usage discriminatoire du pouvoir de l'État contre la minorité. Le populisme au pouvoir est un régime majoritaire et a donc, par essence, une teneur démocratique. Mais c'est aussi ce populisme qui a radicalisé les oppositions et exacerbé les clivages dans la société. Travailler sur la polarisation dans la société polonaise, implique nécessairement de travailler sur ce qui compose cette société, à savoir le peuple.

La rhétorique populiste en Pologne s'illustre par le PiS qui a voulu conquérir les institutions représentatives et gagner une majorité afin de modeler la société sur sa propre idéologie du peuple. Le peuple est intrinsèquement lié au populisme, ce sont deux concepts indissociables. Le peuple est

le principe-actif du populisme, la source du pouvoir politique. Toutefois, le « peuple » ne peut être ni la somme totale des citoyens, ni la liste complète de l'électorat démocratique. Il semble que le « peuple », pour les populistes, ne soit en effet qu'un outil idéologique, utilisé pour rallier les populations et donner un vernis de légitimité à l'État. Selon ce point de vue, « le peuple » est utilisé pour faire croire à suffisamment d'individus que l'ordre est légitime parce qu'il les représente d'une certaine manière, et pour fournir une certaine unité afin de stabiliser un ordre politique. Selon ce point de vue, le « peuple » fonctionne comme une référence symbolique invoquée par le biais de mythes et de rites, référence que les politiciens étayent souvent en l'associant à un groupe ethnique ou à la nation[18]. Les populistes, élus par le peuple, gouvernent au nom du peuple et pour le peuple, ils puisent leur légitimité dans l'adhésion populaire. Une de ses rhétoriques consistent d'ailleurs à la dénonciation des perversions et déviations qui affectent les démocraties, se présentant ainsi comme le panacée aux failles de la démocratie. Les populistes vont même plus loin, ils s'engagent volontairement dans une sorte de « *surenchère démocratique* »[19], en prônant un retour aux « vrais » principes et valeurs de la démocratie. À cet égard, le populisme est souvent définit comme une idéologie[20]. Selon Mudde, « *le populisme est une idéologie à centre mince qui considère que la société est finalement séparée en deux groupes homogènes et antagonistes, « le peuple pur » et « l'élite corrompue », et qui soutient que la politique devrait être « une expression de la volonté générale du peuple* »[21]. Mais si l'on considère le populisme avant tout comme une idéologie de parti, il faut aussi considérer que dans une démocratie, le « peuple » ne peut être le peuple envisagé par les populistes. Au contraire, le peuple démocratique doit être la totalité de l'électorat, qui comprend donc les autres partis, comprenant les membres de l'« élite » que les populistes critiquent. Lorsqu'il se demande si le populisme est une « menace » ou un « correctif » à la démocratie, Mudde soutient que le populisme est une menace, parce qu'il s'agit d'une idéologie qui soutient que la volonté du peuple est unifiée et suprême, et qui limite donc le pluralisme démocratique. D'un autre côté, Rovira Kaltwasser soutient également que le populisme peut faire avancer la démocratie, car il donne « *une voix aux groupes qui ne sont pas représentés par les élites* »[22]. Beaucoup ont conçu le populisme comme un style et un type de représentation des relations politiques[23]. Ce qui distingue le

18 Smith, Rogers (2004). *Stories of Peoplehood : The Politics and Morals of Political Membership*, Cambridge : Cambridge University Press

19 Mény, Y., & Surel, Y. (2000). *Par le peuple, pour le peuple : Le populisme et les démocraties* (Espace du politique) (French Edition) (FAYARD éd.). FAYARD.

20 Mudde, C. (2004). The Populist Zeitgeist. *Government and Opposition*, 39(4), 541-563

21 Faludi, J. (2014). Democracy and populism : friend or foe ? A review of Cas Mudde and Cristóbal Rovira Kaltwasser (eds.) Populism in Europe and the Americas. Threat or corrective for democracy ? (Cambridge University Press 2012). *Corvinus Journal of Sociology and Social Policy*, 5(2), 151-157

22 Kaltwasser, C. R. (2012). The ambivalence of populism : threat and corrective for democracy. *Democratization*, 19(2), 184-208

23 Laclau, Ernesto, *On Populist Reason*, London : Verso, 2005

populisme en tant que style politique est que les populistes font appel au « peuple » dans leur performance, tout en surjouant la perception d'une menace ou d'une crise[24]. Kurt Weyland définit d'ailleurs le populisme « *comme une stratégie politique par laquelle un dirigeant personnaliste cherche à obtenir ou à exercer un pouvoir gouvernemental fondé sur le soutien direct, non médiatisé et non institutionnalisé d'un grand nombre d'adeptes, pour la plupart non organisés »*[25]. Le populisme est un discours organisé autour d'un ensemble relativement clair d'engagements normatifs. Le plus évident est que le populisme émerge - et est rendu possible – à partir d'un engagement supérieur à la souveraineté populaire, à l'idée moderne de légitimation que le peuple est le fondement ultime de l'autorité publique et politique[26]. Le populisme partage cette référence centrale avec la démocratie elle-même, et en ce sens, Nadia Urbinati écrit que le « *caractère et les revendications du populisme sont parasites de la théorie démocratique* »[27]. Cependant, le parasite populiste ne peut être aussi facilement retiré de l'hôte démocratique, étant donné que c'est ce parasite qui lui confère le pouvoir démocratique transformateur et rajeunissant.

L'originalité du populisme serait alors de reconnaître certains de ces éléments de différenciation, en récusant la légitimité de certains groupes à être partie prenante de la communauté politique et à participer à la compétition politique, en voulant refonder une unité fictive de la communauté sur une image de substitution. Pour ce qui concerne le rappel constant du primat légitime du peuple dans les échanges et les dynamiques politiques, l'idéologie populiste partage et nourrit l'idéal démocratique, qui entend asseoir l'ordre politique sur la consultation et les décisions du peuple. Cette mise en avant du peuple comme source exclusive du pouvoir politique légitime repose plus profondément sur le postulat plus ou moins explicite que le peuple est l'unique acteur légitime par lequel la communauté s'exprime[28]. En ce sens, le populisme constitue l'une des perceptions idéologiques caractéristiques de la modernité, où le peuple est considéré comme le seul référent légitime et le vecteur fondateur d'une communauté politique. Pour aller plus loin, selon Gérard Mairet[29] , une telle conception du lien politique est en outre indissociable du principe de souveraineté par lequel une communauté humaine se constitue comme un ensemble politique

24 Moffitt, B., & Tormey, S. (2013). Rethinking Populism : Politics, Mediatisation and Political Style. *Political Studies*, 62(2), 381-397

25 Weyland, K. (2001). Clarifying a Contested Concept : Populism in the Study of Latin American Politics. *Comparative Politics*, 34(1), 1

26 Tuck, R. (2016). *The Sleeping Sovereign : The Invention of Modern Democracy* (The Seeley Lectures) (Reprint éd.). Cambridge University Press.

27 Urbinati, Nadia , « Democracy and populism », *Constellations*, 1998 : 116

28 Taguieff, P. A. (1997). Le populisme et la science politique du mirage conceptuel aux vrais problèmes. *Vingtième Siècle*, revue d'histoire, 56(1), 4-33

29 Thibault, J. F. (2000). *Le principe de souveraineté. Histoires et fondements du pouvoir moderne* de Gérard Mairet, Paris, Gallimard, 1997, 311 p. Politique et Sociétés, 19(2-3), 305

autonome, puisque « *l'essence du principe [de souveraineté], depuis le XIXe siècle, est précisément d'introduire la nouveauté en politique en constituant la politique comme nouveauté […]. Le référent, visible ou caché, secret ou public, de cette révolution de la modernité est le « peuple » – quel qu'il soit. Y compris sous la forme de l'absolutisme des rois, la souveraineté est pensée en référence au peuple (ou à la nation), fût-ce pour l'en priver[…] La pensée de la souveraineté est la pensée même de la capacité politique du peuple* ».

Le PiS aurait exacerbé les divergences et aurait ainsi grandement contribué à la polarisation de la société polonaise, déjà fracturée. Le populisme semblait ainsi être sinon un remède, du moins une réponse au malaise politique en Pologne. Nadia Urbinati[30] caractérise d'ailleurs le populisme comme un symptôme de malaise politique et social dans une société démocratique. Le PiS semble avoir profité de la polarisation de la société pour mener de nombreuses réformes et lois jugées controversées, mais aussi pour augmenter son pouvoir et son contrôle dans la société civile. Le populisme a en effet tendance à se développer dans des conditions de crise économique et à profiter de la détresse sociale pour exalter la polarisation et nourrir chez le vainqueur de la majorité politique la tentation d'utiliser le pouvoir de l'État de manière autoritaire, voire punitive contre l'opposition et les minorités[31].

À l'issue de cette analyse, on peut se demander en quoi le gouvernement du PIS a-t-il polarisé la société polonaise ? Le PiS, dont l'accession au pouvoir s'est fondée sur de profonds clivages sociaux, a-t-elle paradoxalement contribué à polariser encore plus la société polonaise ? Le PIS est-il amené à rester au pouvoir ?

Ainsi, ma problématique s'articulera autour de la question suivante : le PiS est-il responsable de la polarisation de la société polonaise, qu'il n'a cessé d'alimenter au cours de ces années au pouvoir en exacerbant les clivages et en radicalisant les oppositions? Afin de pouvoir répondre à celle-ci : la polarisation de la société polonaise est-elle inhérente à l'accession au pouvoir du PiS, y-a-t-il, en d'autres termes, un effet polarisant du PiS dans la société polonaise ?

Afin de mener à bien l'analyse et de répondre à la problématique, je m'appuierai sur un argumentaire en trois parties : on verra d'abord le tournant politique opéré par le PiS (I), après quoi on abordera dans une deuxième partie l'effet polarisant du PiS (II). Enfin, dans une troisième et

30 Urbinati, N. (2014). *Democracy Disfigured : Opinion, Truth, and the People*. Harvard University Press.
31 Laclau, E *On populist Reason*. London : Verso, 2005

dernière partie, on s'intéressera à la polarisation de la société polonaise, principalement entre partisans et opposants du PiS (III).

L'enquête de terrain se constitue d'une analyse des résultats aux élections (présidentielles et législatives) de 2015, 2019 et 2020 en Pologne. S'ajoute ensuite des articles de presse, des articles scientifiques et des ouvrages sur le populisme, sur la situation politique et sur les enjeux (politiques et sociétaux) en Pologne. De plus, je m'appuie sur des sondages réalisés par OKO.press, qui est un site de journalisme d'enquête, de vérification des faits, qui souhaite promouvoir le débat public et stimuler la discussion sur des thèmes importants de société et sur des questions sociales et politiques en Pologne. Le journal polonais est d'ailleurs connu internationalement comme « journal d'enquête bien connu »[32] et « acclamé »[33]. Le journal polonais a même gagné le prix de l'*Index on Censorship*, cette organisation de défense de la liberté d'expression et de la presse dans le monde justifie son choix d'OKO.press par son œuvre de journalisme d'enquête libre qui ouvre la voie aux autres médias en Pologne, ce qui est « *crucial dans un environnement glissant de plus en plus vers l'autoritarisme et vers la censure* »[34]. OKO.press propose une certaine quantité de sondages pertinents sur l'état de la société polonaise, sur les clivages qui la traverse, ainsi que sur les opinions des Polonais quant au gouvernement du PiS. En plus de ce matériel empirique, que je juge assez dense, je m'appuierai également sur un rapport de recherche sociologique pour mener à bien mon étude. Ce rapport, intitulé *Polityczny cynizm Polaków* (Cynisme politique des Polonais)[35] est le résultat d'une recherche sociale menée en juillet et août 2019 par Przemysław Sadura et Sławomir Sierakowski de l'université de Varsovie. Ce rapport se constitue de recherches quantitatives et qualitatives sur l'électorat polonais afin de comprendre les motivations des électeurs avant les élections législatives du 13 octobre 2020. Les deux universitaires mènent une recherche parmi les électeurs de chacune des formations politiques, ils montrent les différentes relations entre les partis, leurs partisans et le potentiel de leur soutien, mais également les différentes visions entre les électeurs du PiS, du PO et de gauche.

32 Mark Scott, « *Others shared content from outlets like Otopress.pl or Propublico.pl, which mimicked the names of well-known investigative journalism outlets, oko.press and propublica.org.* » in « Pro Morning Tech, presented by RTL Group: Christchurch call redux — Social media ongoing EU woes — Bruno Le Maire on digital tax », *Politico*, mai 2019

33 France 24, « *... according to Piotr Pacewicz, editor-in-chief of OKO press, an acclaimed Polish website for investigative journalism and fact-checking* », « Poland's LGBT community under fire ahead of elections », octobre 2019

34 « Journalism 2020 – OKO Press is the 2020 Index on Censorship Freedom of Expression Awards Journalism Fellow », *Index on Censorship*, 16 avril 2020

35 Sadura Przemysław, Sierakowskl i Sławomir, *Polityczny cynizm Polaków. Raport z badań socjologicznych*, *Stowarzyszenie im. Stanisław Brzozowski*, Fondation Pole *Dialogu i Autrzy* (rapport de recherche sociologique intitulé « Cynisme politique des Polonais », qui s'est inspiré des résultats révélateurs des élections de 2019 au Parlement européen), septembre 2019

I] Le tournant politique opéré par le PiS

A) Dérives autoritaires et réformes radicales

1) Les réformes controversées dans le système judiciaire

La Pologne s'est considérablement transformée au cours des trente dernières années : de République populaire de Pologne (1952-1989) dans le giron soviétique, à une démocratie autonome et une économe de marché. Cette transformation s'est entérinée avec l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne en 2004. Toutefois, il y eut un tournant majeur au cours de l'année 2015, année au cours de laquelle le parti Droit et Justice (*Prawo i Sprawiedliwość*, PiS) a remporté les élections présidentielles et parlementaires avec une faible majorité. Certes victorieux, le PiS ne pouvait toutefois pas modifier la Constitution, puisqu'il ne disposait pas d'une majorité suffisante dans les deux chambres (Diète – S*ejm Rzeczypospolitej Polskiej*, et Sénat – *Senat Rzeczypospolitej Polskiej*). Le PiS a néanmoins entrepris de grandes réformes, quitte à modifier l'ensemble du système politique et institutionnel pour en faire un régime quasi autoritaire. Cette volonté de réformer l'ensemble du système politique s'est illustrée par la restructuration radicale du système judiciaire, qui a été l'une des premières réformes introduites par le PiS. Dans sa volonté de changer l'appareil étatique polonais, l'indépendance du pouvoir judiciaire a donc été abolie et les juges ont été subordonnés au contrôle politique. Le Tribunal Constitutionnel (*Trybunal Konstytucyjny*) a donc vu son effectif modifier et remplacer par le PiS (nomination par le PiS de membre du Tribunal Constitutionnel[36 37]), ce qui pose irrémédiablement la question de l'accès à un système judiciaire impartial et indépendant. À cela s'ajoute évidemment la modification de la fonction de Procureur Général (organe suprême auquel tous les procureurs de Pologne lui sont subordonnés)[38], mais aussi la réforme des tribunaux ordinaires et le remplacement des juges[39] dans un processus de « décommunisation » de l'espace public[40]. Ceci s'est suivi, dans la même dynamique, d'un remplacement systématique des élites communistes et post-1989, en prenant le contrôle d'un certain nombre d'institutions publiques, notamment les médias publics, les institutions culturelles et les entreprises publiques. Dans le même temps, la politique du PiS dans la sphère de la société civile a

36 Le Figaro, « Ce que contiennent les mesures controversées du gouvernement polonais », décembre 2017
37 Euractiv, « En Pologne, les nominations de juges crispent un peu plus Bruxelles », novembre 2019
38 Le Monde, « En Pologne, la justice s'exerce sous contrôle politique », décembre 2017
39 Ouest France, « La réforme de la justice en Pologne « préoccupe profondément » la Commission européenne », janvier 2020
40 Behr Valentin, « Décommuniser l'espace public par la loi. Un anticommunisme d'État en Pologne », *Mémoire en jeu*, n°9, 2019

renforcé les organisations au profil conservateur, à l'idéologie de droite et celles qui sont affiliées à l'Église ou aux valeurs catholiques. Ces organisations reçoivent désormais un soutien financier et politique de l'État.

Les réformes du système judiciaire ont commencé par les changements au sein du Tribunal constitutionnel (*Trybunał Konstytucyjny*, TK). Les juges légalement élus sont remplacés par des fidèles du parti, afin que le gouvernement puisse établir un contrôle opérationnel des tribunaux. En conséquence, le contrôle constitutionnel sur les actions du gouvernement a été supprimé. Le Tribunal constitutionnel, comme l'écrit Sadurski, est devenu un « *défenseur et un protecteur de la majorité législative* »[41]. L'absence d'une majorité constitutionnelle n'étant plus un obstacle au changement de l'ordre constitutionnel et à la la consolidation du pouvoir du PiS. Ensuite, afin d'établir un contrôle accru sur le système judiciaire, le PiS a initié la restructuration des tribunaux ordinaires, du Conseil national de la magistrature (*Krajowa Rada Sądownicza*, KRS) et de la Cour suprême (*Sąd Najwyzszy*, SN). Le nouveau KRS a le pouvoir de contrôler presque toutes les nominations au sein de l'organe chargé de nommer les juges. Une nouvelle chambre disciplinaire de la Cour suprême a ainsi été créée. Ces deux institutions sont contrôlées par l'exécutif et peuvent constituer un autre outil pour exercer un contrôle accru de l'exécutif sur le pouvoir judiciaire et sur la fonction des juges, y compris sur leur révocation. Les juges, dont les verdicts contredisaient la politique du gouvernement, doivent être préparés à d'éventuelles conséquences[42] [43]. Toutes ces réformes et lois controversées qui menacent l'indépendance de la justice et la place sous le contrôle de l'exécutif, ont contribué à la polarisation de la société, puisqu'elles ont provoqué une résistance, une opposition voire une contestation au niveau national (elles ont été accueilli défavorablement par la population), comme l'ont illustré les protestations contre les changements dans le système judiciaire (dès 2017)[44] et les manifestations pour la défense de la Cour suprême (dès 2018)[45]. De nombreuses manifestations se sont donc organisées en faveur de l'indépendance du pouvoir judiciaire et ont eu lieu dans diverses villes polonaises, mais elles ont été ignorées par les autorités et les médias publics, dont la majorité sont sous le contrôle du gouvernement. Les tentatives répétées du PiS pour remplacer les juges par de nouvelles lois ont été partiellement contrecarrées par une combinaison de résistance intérieure et de pression extérieure de l'UE, plus particulièrement de la Commission européenne et de la Cour de justice européenne[46]. Néanmoins, le parti a utilisé

41 Sadurski, W. (2018). Polish Constitutional Tribunal Under PiS : From an Activist Court, to a Paralysed Tribunal, to a Governmental Enabler. *Hague Journal on the Rule of Law*, 11(1), 63-84

42 Wiadomości w Onet, „*Pięć lat rewolucji PiS w sądownictwie. Co jeszcze przed nami?* [analyse]", janvier 2021

43 TVP INFO, „Będą zmiany w sądownictwie, to jest sprawa wewnętrzna Polski", décembre 2020

44 Le Figaro, « Pologne : manifestations contre un projet de loi visant les juges critiques des réformes judiciaires », janvier 2019

45 Le Monde, « En Pologne, manifestation matinale en défense de la Constitution », juillet 2018

46 "Poland: Freedom in the World Report 2020," Freedom House

avec succès une série de mesures ad hoc pour atteindre nombre de ses objectifs, facilitant ce que Wojciech Sadurski qualifie de changement de système informel par la « *rupture cumulative des normes constitutionnelles* »[47]. Les réformes judiciaires en Pologne ont provoqué un scandale à l'échelle européenne, au point qu'en février 2020, le Conseil d'Administration Judiciaire Norvégienne a décidé de se retirer de sa coopération avec la Pologne dans le cadre du programme de justice de l'Espace économique européen (EEE) et d'y retirer ses subventions (environ 70 millions d'euros). L'explication publiée sur leur site internet officiel est que la coopération ne pouvait pas se poursuivre car « *les normes européennes de base ne sont pas respectées* » en Pologne[48].

2) Les changements radicaux dans la société civile

Un rapport documentant la politique du personnel du PiS au cours des deux premières années du gouvernement montre une vitesse et une ampleur sans précédent des échanges de personnel : au cours des six premiers mois, 96,9 % des dirigeants d'entreprises publiques ont été remplacés, dans des postes de direction dans l'administration publique, tant au niveau national que local. Parallèlement, le personnel administratif supérieur du gouvernement a été remplacé, notamment les procureurs, les responsables du système judiciaire, les administrateurs du système éducatif et les chefs de divisions de l'Institut d'assurance sociale (*Zakład Ubezpieczeń Społecznych*)[49]. L'objectif de cette approche arbitraire de remplacement massif du personnel était de combler tous les postes clés par du personnel loyal au PiS. Dans certains cas, lorsque le remplacement rapide de la direction était impossible dans le cadre de la loi existante, le PiS a modifié la législation pour l'autoriser. Les exemples incluent les instituts de recherche, l'Institut du souvenir national (*Instytut Pamięci Narodowej*, IPN) et le Conseil national de la radiodiffusion (*Krajowa*). Les changements législatifs menés par le PiS ont donc permis ces changements de personnel à tous les niveaux de la société civile, comme le montre le processus utilisé par le PiS pour contrôler tous les médias publics, y compris la radio publique, la télévision publique et l'Agence de presse polonaise (PAP), qui n'a pris au PiS que huit mois et demi[50]. Comme l'écrit la journaliste Anne Applebaum : « *Le parti Droit et Justice a pris le contrôle de l'organisme public de radiodiffusion, en violant la constitution - en licenciant des présentateurs populaires et des reporters expérimentés. Leurs remplaçants, recrutés dans les médias en ligne d'extrême droite, ont commencé à diffuser de la propagande pure et simple*

47 Sadurski, W. (2019). *Poland's Constitutional Breakdown* (Oxford Comparative Constitutionalism). Oxford University Press.

48 Gajda-Roszczynialska, K., & Markiewicz, K. (2020). Disciplinary Proceedings as an Instrument for Breaking the Rule of Law in Poland. *Hague Journal on the Rule of Law*, 12(3), 451-483

49 Kopinska, Grazyna. . ˙ *Stanowiska Publiczne Jako Łup Polityczny: Polityka Personalna w Okresie od 16 Listopada 2015 do 31 Pa´zdziernika 2017* Roku. Warszawa: Fundacja Batorego , 2018, pp. 22-24

50 Ibid.

du parti au pouvoir, saupoudrée de mensonges facilement réfutables, aux frais des contribuables »[51]. Le PiS a, par ailleurs, mis en œuvre une politique visant à élargir son influence et son contrôle sur la sphère indépendante de la société civile, par une double stratégie : de promotion et de pression. Comme le décrit Stanley Bill, les organisations perçues comme étant politiquement ou idéologiquement hostiles au parti au pouvoir et à ses valeurs ont fait l'objet d'un retrait de l'aide de l'État. *A contrario*, les organisations qui ont une proximité politique ou idéologique avec le PiS ont bénéficié d'un soutien généreux sous la forme de fonds publics (y compris des fonds ministériels, des fonds de l'État et des fonds de l'Union européenne, contrôlés par le gouvernement)[52]. Par conséquent, les organisations dites « conservatrices », d'idéologie de droite (voire d'extrême droite) et affiliées à l'Église ou aux valeurs catholiques reçoivent un soutien disproportionné du parti au pouvoir. Évidemment, le soutien financier et la promotion « *d'organisations amies renforcent directement les structures du parti en favorisant le développement de nouveaux cadres politiques et administratifs* », selon Stanley Bill[53], ce soutien du PiS démontre la façon dont le financement d'organisations « alliées », ou proches idéologiquement, renforce directement les structures du parti en favorisant l'émergence d'une culture de droite, et par conséquent, la mobilisation d'un électorat solide. La coopération du PiS avec le père Tadeusz Rydzyk (annexe 1), créateur et propriétaire du réseau médiatique, catholique et ultraconservateur, en est un bon exemple. Les médias de Rydzyk ont diffusé une idéologie « nationale-catholique » que le PiS a promu, soutenu et utilisé depuis le milieu des années 2000. Rydzyk est un allié important, car son audience constitue un groupe important de l'électorat conservateur dont le PiS a besoin. Après la victoire électorale de 2015, Kaczynski a publiquement reconnu et remercié Rydzyk et ses partisans pour leur contribution au succès du PiS[54]. Remerciements publics qui se sont traduits par des versements pécuniaires, selon Stanley Bill. En effet, diverses entreprises du père Rydzyk (plusieurs fondations, entreprises et école de journalisme) ont été parmi les principaux bénéficiaires de la politique du PiS. Le père Rydzyk a bénéficié d'environ 214 millions de PLN[55] d'argent public[56] [57], depuis que le PiS est au pouvoir. En retour, le PiS obtient un fort soutien des médias ultraconservateurs de Rydzyk. Le PiS et Rydzyk ont une idéologie commune, voire identique :

51 Applebaum, Anne (2020). *Twilight of Democracy: The Failure of Politics and the Parting of Friends.* UK, Allen Lane and imprint of Penguin Books. New York: Penguin Random House LLC, p5

52 Bill, S. (2020). Counter-Elite Populism and Civil Society in Poland : PiS's Strategies of Elite Replacement. *East European Politics and Societies : and Cultures*

53 *Ibid.,* p3

54 Kaczyński, Jarosław, Wyst ̨apienie w Radio Maryja. December 5. 2020

55 Soit environ 47 millions d'euros

56 Bill, S. (2020). Counter-Elite Populism and Civil Society in Poland : PiS's Strategies of Elite Replacement. *East European Politics and Societies : and Culture*, p5

57 Révélé par . B. Mikołajewska, « 214.158.441 złotych z publicznych pieniędzy na 'dzieła' o. Rydzyka » OKO. press (23 juillet 2019)

national-catholique, conservatrice et antilibérale, ils sont homophobes et contre le multiculturalisme. Les médias de Rydzyk, ainsi que les médias publics (contrôlés par le gouvernement) ont joué un rôle important à la fois dans la polarisation de la société polonaise et dans la diffusion des prétendues craintes d'une menace pour l'identité polonaise, en faisant la promotion du PiS comme l'authentique défenseur des valeurs polonaises[58].

B) Le PiS, entre populisme, nationalisme et conservatisme

1) L'opposition, instigatrice de la transition conservatrice ?

Paradoxalement, est-ce le libéralisme qui a poussé le conservatisme au pouvoir en Pologne ? C'est ce que laisse penser la stratégie du PiS. La domination de la vision libérale dans la société polonaise, tant sur le plan économique (capitalisme de marché) que sur le plan moral (progressisme, famille libérale, augmentation des femmes dans les professions libérales et politiques, acceptation de l'orientation homosexuelle) a été l'argument principal de l'opposition conservatrice (et même une stratégie de campagne politique). À cette domination dite libérale de la vision de la société polonaise, s'ajoute différents scandales qui ont éclaboussé l'Église (comme la pédophilie[59]), mais aussi la crise concernant la ressource essentielle, stratégique et économique en Pologne : le charbon[60] (annexe 2). Le PiS a rétabli l'autorité et l'influence de l'Église une fois arrivé au pouvoir et a placé le charbon comme essentiel. En plus d'avoir fait pression sur le gouvernement libéral, le PiS a volontairement stimulé les tensions sociales, en blâmant le programme politique du PO et de sa vision libérale de la société, facteurs de déclin pour la Pologne selon le PiS. Le programme du PiS a su convaincre, les valeurs conservatrices (tradition, nation, autorité, patriotisme, famille, religion) se sont donc imposées au détriment des valeurs sociales démocrates et libérales (solidarité, égalitarisme, progressisme, etc.). Le phénomène de polarisation en Pologne s'observe dans le discours politique public, où s'expriment des opinions divergentes, qui se réfèrent à des systèmes de valeurs différents, voire opposés : le système conservateur d'un côté et libéral de l'autre. Cette polarisation de la société a été instrumentalisée au point de devenir un enjeu pour les partis politiques polonais. Typiquement, ce phénomène s'est observé à l'issue des élections législatives et présidentielles de 2015, au cours desquelles le parti Droit et Justice – PiS –, a pris le pouvoir en Pologne, amorçant la mise en place, en quatre ans, de nombreux changements institutionnels et administratifs dans le système politique polonais, de réformes judiciaires et de remplacement des

58 Bill, S. (2020). Counter-Elite Populism and Civil Society in Poland : PiS's Strategies of Elite Replacement. *East European Politics and Societies : and Cultures*, pp 5-7
59 Le Monde, « L'Église polonaise rappelée à l'ordre par le Vatican sur la pédophilie », mars 2021
60 France 24, « Pologne : le « pays du charbon » à l'heure de la transition énergétique » (émission/focus), mars 2021

mécanismes libéraux par des mécanismes centralisateurs dans la gestion économique et politique de l'État. Cette victoire politique a été révélatrice d'une profonde division de la société polonaise et annonciatrice d'une polarisation croissante du pays. En effet, de 2006 à 2014, la Plate-forme Civique (PO : *Platforma Obywatelska*, parti libéral) est à la tête de l'État polonais. Les valeurs libérales dominent alors dans le discours politique d'une part, mais aussi dans l'opinion publique d'autre part, le courant conservateur polonais semblait alors avoir une importance marginale dans le paysage politique. Toutefois, la victoire électorale du PiS en 2015 s'est inscrite en rupture avec le système de valeurs libérales. Cette victoire a également été révélatrice d'une érosion de l'identité nationale et sociale, dû notamment à l'apparition de systèmes de valeurs divergents, plus précisément du remplacement d'un système de valeurs (libérales) par un autre (conservateur), radicalement opposé[61]. En apportant un nouveau système de valeurs dominant, le PiS a polarisé la société polonaise, puisqu'il n'existait plus de système de valeur partagé par la majorité de la société. Le PiS a provoqué une polarisation de la société, de façon à imposer ses propres valeurs à la communauté nationale. De plus, le programme politique du PiS s'articule autour de questions clivantes, puisque la polarisation de la société englobe les principaux domaines de la vie sociale, publique et civique : sur le rôle de l'État et de ses institutions, sur le régime et système politique, sur la famille, la santé, l'éducation, la culture, les modèles de la vie familiale, les questions morales et religieuses, mais aussi sur le passé historique (instrumentalisation du passé par le PiS, en ravivant les tensions avec la Russie et l'Ukraine, concernant les exactions commises par l'Armée rouge au cours de la Seconde guerre mondiale)[62]. La polarisation est donc un processus par lequel les différences entre les personnes et les conflits qui les accompagnent se consolident, acquièrent une signification politiquement et socialement symbolique et gagnent finalement le statut de critères antagonistes d'identification de l'identité collective (« nous » et « eux », « les miens » - « les étrangers »)[63] [64]. Comme on a pu l'observé avec la campagne électorale du PiS en 2015, qui faisait explicitement référence aux valeurs conservatrices qu'il ne cessait de véhiculer dans la société par des discours tranchants et clivants, mais aussi par des programmes politiques réformateurs, le PiS critiquait directement les valeurs libérales, devenant ainsi un catalyseur des oppositions aux valeurs libérales, accélérant le remplacement des valeurs libérales par des valeurs conservatrices, entraînant

61 Sadura Przemysław, Sierakowskl i Sławomir, *Polityczny cynizm Polaków. Raport z badań socjologicznych*, Stowarzyszenie im. Stanisław Brzozowski, Fondation Pole Dialogu i Autrzy (rapport de recherche sociologique intitulé « Cynisme politique des Polonais »)

62 Dorota Dakowska (2017). L'Europe centrale à l'heure du repli souverainiste. *Études : revue de culture contemporaine*, SER

63 Ruszkowski, Paweł, *Polaryzacja światopoglądowa społeczeństwa polskiego a klasy i warstwy społeczne*. figshare. Book, 2020

64 Heinen, J. (1999). La question sociale en Pologne : un processus de polarisation qui modèle les rapports de genre. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 53(1), 41-52

de manière concomitante, une négation ouverte des valeurs libérales et des années au pouvoir du PO. Dans les situations où la cohésion sociale est menacée, où des conflits violents éclatent, où les normes sociales ne sont pas respectées, il y a des divisions sociales, des clivages sociaux qui entraînent une fracture de la société. Mikołaj Cześnik et Mirosława Grabowska écrivent sur la société polonaise fissurée, et définissent cette situation : « *Les parties à la rupture restent en conflit vif et intense les uns avec les autres, ils tentent de se délégitimer mutuellement, ils ne reconnaissent pas (comme légitime) l'existence de l'autre partie - une rupture dans ce sens est plus qu'une division ou même une scission, c'est une difficulté à combler un fossé, voire un abîme. Cette ou ces fissures sont dysfonctionnelles, menaçant la cohésion de la société, entravant son fonctionnement normal, rendant impossible la maîtrise des conflits sociaux* »[65]. La période de mise en œuvre de l'ordre social fondé sur des valeurs conservatrices, opéré par le PiS et qui dure depuis 2015, n'a pas conduit à la transformation de l'ensemble du système social, mais seulement au changement de certaines institutions. Les intérêts de la partie de la société orientée vers le libéralisme n'ont pas été pris en compte pour prendre des décisions importantes. Dans le domaine de l'économie, le PiS a soutenu la vision d'une énergie et d'une économie fondée sur le charbon, se distinguant de la vision du Green Deal de l'UE. Dans la sphère politique, de profondes réformes du système judiciaire ou de l'Éducation ont été mises en œuvre sans consultations sociales plus larges et sans réaction aux protestations nationales. Ce qui a irrémédiablement eu pour conséquences de polariser davantage la société et de renforcer les tensions politiques. La Pologne semble donc en proie au changement, comme l'affirme la thèse de Karl Mannheim, selon laquelle l'affrontement des visions du monde conservatrices et libérales est un phénomène caractéristique du processus dynamique de changement[66]. Cette polarisation, utilisée par le PiS, à l'origine de la fracture de la société, s'explique donc par la promotion d'un modèle familial qui véhicule un ensemble de valeurs qui clive fortement les visions conservatrices et libérales. Ensuite, la question brûlante de l'homosexualité est devenue une question sociale et politique importante. Le rôle de l'Église est aussi à cet égard, un facteur de polarisation de la société, en tant qu'institution impliquée dans le jeu politique. Le PiS montre un attachement particulier à l'Église. Le clergé disposant d'une autorité et d'une influence dans les petites villes et dans les villages, il est un soutien essentiel du PiS[67]. De plus, la proximité du PiS avec l'Église, ainsi que son rôle politique et sociale, souligne l'importance des valeurs conservatrices dans la société polonaise. Krzysztof Jasiewicz souligne le lien étroit entre les conflits politiques et le contexte des pratiques religieuses : « (...) *en Pologne, si nous voulons*

65 Popękane polskie społeczeństwo jako pole badawcze – dane, fakty, mity. (2017). *Przegląd Socjologiczny*, 66(3)

66 Davis, A. K., Mannheim, K., & Kecskemeti, P. (1954). Essays on Sociology and Social Psychology. *American Sociological Review*, 19(5), 628

67 Dorota Dakowska (2017). L'Europe centrale à l'heure du repli souverainiste. *Études : revue de culture contemporaine*, SER

deviner comment quelqu'un a voté lors de la dernière élection ou comment il votera lors de la prochaine, nous devrions l'interroger non pas sur sa profession, son éducation, son travail, sa famille, ses amis, etc. ou l'épaisseur de son portefeuille, mais la fréquence à laquelle il ou elle prie le rosaire »[68]. Le populisme religieux est révélateur du remplacement du libéralisme par le conservatisme, divisant davantage la société entre partisans du PiS (favorables aux valeurs traditionnelles, conservatrices et à l'Église) et opposants politiques. Ce populisme religieux s'observe par une politisation croissante de la religion. Il semble avoir pris racine dans la Pologne de l'après-guerre froide, à travers les activités du prêtre Tadeusz Rydzyk et de son réseau médiatique. En particulier, la station de radio de Rydzyk, *Radio Maryja,* dont l'audience principale est constituée de Polonais ruraux aisés et qui promeut et incarne une certaine version du catholicisme polonais en tant qu' « idéologie de la lutte »[69]. Sa vision divise le monde entre les fidèles (le peuple bon mais exclu, contrarié) et leurs ennemis diaboliques - les ennemis de Dieu et de l'Homme, et les véritables forces de Satan - parfois perçus et articulés de manière conspirationniste, avec des traces d'antisémitisme, d'homophobie ou de xénophobie. Ces forces sataniques, qui s'acharnent à détruire la nation et son Église, ont infiltré et pris le contrôle des institutions du pays (et de l'Église). Le Vatican et l'épiscopat polonais ont reproché à plusieurs reprises ce discours religieux politisé[70].

La stratégie de changement du système social vers des modèles conservateurs, mise en œuvre en 2015 et 2019, était fondée sur la mise en œuvre des intérêts de la partie conservatrice de la société. Il s'est avéré que cette stratégie a généré une résistance au changement, particulièrement dans la partie de la société orientée vers le libéralisme. Ainsi, le phénomène de polarisation a conduit à une situation où le changement du système social et politique, mise en œuvre par le PiS, dans la direction conservatrice n'a pas obtenu l'approbation de la majorité de la société. En témoigne, entre autres, le fait que le nombre absolu de suffrages exprimés en faveur de l'opposition aux élections législatives de 2019 était légèrement supérieur à celui du PiS. L'obtention par le PiS d'une majorité de sièges au parlement est due à la loi électorale[71].

La source du succès populaire et politique du PiS est le peuple polonais. Le parti au pouvoir a récupéré un électorat qui s'est senti méprisé par les élites, pendant huit années, d' un gouvernement

68 Jasiewicz K., (2002) « Portfel czy różaniec? Wzory zachowań wyborczych Polaków w latach 1995- 2001 », in *System partyjny i zachowania wyborcze: dekada polskich doświadczeń*, (red.) Markowski R., Warszawa, ISP PAN–Fundacja im. Friedricha Eberta : p98

69 Porter-Szucs, B. (2011). *Faith and Fatherland : Catholicism, Modernity, and Poland* (1re éd.). Oxford University Press.

70 Stepinska, Agnieska, Artur Lipinski, Agnieska Hess and Dorota Piontek (2016). « Research on populist political communication in Poland », in Toril Aalberg et al. (eds). *Populist Political Communication in Europe : A Cross-National Analysis of XX European Countries.* London : Routledge, pp 311-25

71 Ruszkowski Paweł, Przestalski Andrzej & Maranowski Paweł, *Polaryzacja światopoglądowa społeczeństwa polskiego a klasy i warstwy społeczne.* Collegium Civitas, Warszawa 2020

pro-européen et libéral. Le PiS a alors utilisé un discours de revanche anti-élites, souverainiste, en prônant une « révolution conservatrice » nécessaire à la société polonaise[72]. Par ailleurs, la politique sociale menée par le PiS a eu une véritable résonance dans la population polonaise, en particulier parmi les classes populaires, qui y ont vu une forme de reconnaissance de la part du gouvernement conservateur[73]. Toutefois, la mise en place d'un État providence (jusqu'ici quasi inexistant) et de ces politiques sociales généreuses s'apparentent à des mesures clientélistes[74] qui permettent au gouvernement de poursuivre des réformes controversées, tout en assurant la fidélité et la loyauté de son électorat[75]. En effet, par la création d'un État fort, centralisateur et protecteur, le PiS peut poursuivre son contrôle croissant du pouvoir judiciaire, des médias et des institutions publiques, au nom de la création d'une « nouvelle élite »[76]. Avec l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne en 2004, la Pologne a également adhéré au capitalisme, à la démocratie libérale et aux structures de l'OTAN. S'opère ainsi un changement politique, économique et symbolique de la Pologne. Toutefois, ces années de modernisation, prolongées par le gouvernement libéral du PO (de 2006 à 2014), ont été, en 2015, remise en question par le parti Droit et Justice. Le PiS est toutefois favorable à l'UE, mais accorde la priorité dans sa relation avec les États-Unis[77] et souhaite également renforcé la coopération régionale en Europe orientale et centrale, dans le cadre de l'initiative des Trois mers[78] et du groupe de Visegrád, afin de créer un contre-pouvoir efficace à l'UE[79]. L'émergence et le succès du PiS ont donc eu pour conséquences le rejet de l'idée libérale et son remplacement par l'idée conservatrice, qui s'est traduite idéologiquement et politiquement par la suprématie de la communauté nationale sur l'individu, par le rôle prépondérant de l'État dans la société civile, par le rôle essentiel de la famille traditionnelle, par l'attachement profond à la foi catholique et à l'Église, mais aussi par l'importance de l'État sur les institutions européennes. En effet, étant profondément eurosceptique, le PiS refuse tout « abandon de souveraineté nationale » au profit des institutions européennes. Le programme politique du PiS et son idéologie conservatrice ne sont en rien innovants : la pression conservatrice en faveur d'un changement dure depuis plus de dix ans en Pologne et n'a pas été positivement accueilli de manière unanime, son succès s'est

72 Frédéric Zalewski (2016). « Révolutions conservatrices en Europe centrale et orientale. Pologne et Hongrie », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 47, n° 4

73 Libération, « En Pologne, le social paie pour le PiS » (reportage), octobre 2019

74 Ouest France, « En Pologne, les conservateurs jouent la carte sociale », octobre 2019

75 Le Monde, « Pologne : le président sortant axe sa campagne sur le social pour faire oublier les sujets qui fâchent », juin 2020

76 Le Figaro, « Les conservateurs gardent la main en Pologne », octobre 2019

77 L'Express, « Pologne : pourquoi Varsovie voue un culte à l'Amérique », avril 2019

78 France Culture, « Les pays des « Trois Mers » esquissent un nouveau pôle d'attraction de l'Union européenne », octobre 2020

79 Bault Olivier (2019, février). *Comprendre la situation en Pologne. Comment la Pologne a basculé en 2015 dans le « Camp du Mal » (pour Bruxelles et les médias dominants)*

d'ailleurs accompagné d'une résistance populaire, dès 2015. En plus d'avoir polarisé la vie politique polonaise et polariser la société, au cours de ses campagnes électorales, le PiS a renforcé cette polarisation, puisque son offre politique et idéologique ne s'adressait pas à l'ensemble de la société, mais à sa partie conservatrice. On peut donc supposer que la polarisation de la société, entre conservateurs et libéraux, était une stratégie politique du PiS (le « Bon changement » conservateur)[80]. L'objectif du PiS était de réformer les institutions et de mobiliser les cercles conservateurs de la société afin de pouvoir surmonter la résistance et l'opposition politique des milieux libéraux, cette stratégie a été efficace et favorable au PiS, comme l'ont démontré les résultats des élections de 2019 et 2020[81]. Le PiS, depuis qu'il est pouvoir, est responsable de l'approfondissement de la polarisation de la société polonaise, qui est un effet de la stratégie « asymétrique » du parti Droit et Justice, qui consiste à favoriser les intérêts des segments les plus conservateurs de la société au détriments des segments plus libéraux[82]. En outre, son succès aux urnes s'explique en partie par l'incapacité de l'opposition à proposer un modèle de société et politique concurrentiel et convaincant, le PO ne faisant que réagir aux politiques du PiS plutôt que de proposer de réelles alternatives. Les opposants libéraux, avant même les élections législatives de 2015, jugeaient le programme politique du PiS comme étant avant tout séduisant à défaut d'être réalisable. L'opposition estimait même que l'allocation familiale voulue par le PiS (« 500+ ») était une méthode pour acheter des votes (d'ailleurs le programme social du PiS a constamment été critiqué par l'opposition, l'accusant d'entretenir, avec son électorat, des liens clientélistes). Mais cette politique sociale redistributrice a été un franc succès, ce qui a contribué à une augmentation de l'animosité envers les libéraux, jugés comme incompétents, ils ont également été accusé de vouloir priver les Polonais d'une aide économique et sociale utile. Le succès du PiS et de l'idéologie conservatrice qu'il véhicule, s'explique également par la faiblesse des partis libéraux, des partis d'opposition. En effet, la facilité avec laquelle les partis ont évolué du courant dominant vers la droite radicale - *Fidesz* en Hongrie et PiS en Pologne, étant les principaux exemples – a, en effet, montré que l'ordre démocratique libéral restait vulnérable à une résurgence du populisme radical, potentiellement stimulée par une aggravation de la crise de l'immigration et une baisse de la confiance dans les capacités de gouvernance des institutions de l'UE. Si de nombreux partis qui se situent aux extrêmes des dimensions dominantes de la concurrence politique sont populistes, tous les partis populistes ne sont pas des extrêmes. Même s'ils s'irritent des restrictions qu'un système

80 La Croix, « Le « bon changement » conservateur arrive aux médias publics polonais », février 2016

81 Le Journal du Dimanche, « Élections en Pologne : pourquoi le parti ultra-conservateur au pouvoir est toujours populaire », octobre 2019

82 L'Express, « Législatives : 'Les ultra conservateurs ont redonné un sentiment de dignité aux Polonais' », octobre 2019

politique libéral-démocratique impose à la volonté des acteurs politiques et des personnes qu'ils représentent, tous les populistes ne sont pas des ennemis jurés de ce système. Toutefois, il semble que le PiS souhaite modifier en profondeur ce système. Depuis son arrivée au pouvoir en 2015, la droite unie de Pologne (*Zjednoczona Prawica*), dirigée par Droit et Justice (*Prawo i Sprawiedliwość*, PiS), a mis en œuvre un programme qu'il appelle « le bon changement »[83]. Parallèlement à des initiatives phares en matière de dépenses sociales et un programme culturel de droite, la coalition a procédé à des changements radicaux de personnel dans le système judiciaire, la fonction publique, les médias publics, les entreprises publiques, les institutions publiques, des institutions culturelles et d'autres organismes publics. Conformément à une logique populiste, la coalition a cherché à éliminer une « mauvaise » élite des institutions de l'État, et à la remplacer par une « bonne » élite censée représenter les intérêts de « la nation » (comme l'illustre la création du ministère anti-corruption)[84]. En effet, l'ambition du programme de changement du PiS - comme celle d'Orbán - va bien au-delà des institutions contrôlées par le gouvernement. Le chef du parti, Jarosław Kaczyński, a appelé à l'établissement d'une « nouvelle hiérarchie sociale » qui s'étendrait jusqu'à la société civile[85]. Selon son point de vue, seule une reconstruction totale des élites sociales polonaises peut achever la transition « inachevée » du pays après 1989. Kaczyński et le PiS affirment qu'une « ancienne-nouvelle élite » constituant une alliance de forces postcommunistes et libérales post-*Solidarność* a monopolisé le pouvoir politique, économique, et culturel depuis 1989. Cette « pseudo-élite » perfide et néfaste pour la nation doit être remplacée par ce qu'il appelle la « contre-élite », c'est-à-dire un ensemble de groupes affiliés au PiS et engagés dans la promotion des intérêts nationaux[86]. En ce sens, le populisme du PiS est un populisme « contre-élite » : il n'est pas hostile aux élites en soi, mais pose un conflit fondamental et vital pour la nation entre la mauvaise élite (libéral) et « le peuple » (représenté par le gouvernement). Le PiS a donc qualifié cette période post-1989 de « post-colonisation »[87], affirmant que cette « pseudo-élite » ne soutenait pas les valeurs polonaises traditionnelles associées à l'Église catholique, qui, selon l'interprétation du PiS, sont au cœur de la « *polonité* ». Au contraire, l'« *establishment* post-communiste » était censé inclure les valeurs libérales décadentes de l'Occident et son programme culturel libéral[88] [89].

83 Bill, S. (2020). Counter-Elite Populism and Civil Society in Poland : PiS's Strategies of Elite Replacement. *East European Politics and Societies : and Cultures*

84 Stanley, B. (2015). Confrontation by default and confrontation by design : strategic and institutional responses to Poland's populist coalition government. *Democratization*, 23(2), 263-282

85 Kaczyński, J., Porozumienie przeciw monowładzy: Z dziejów PC (Poznań: Zysk i S-ka), 2016, 113

86 Kaczyński, J., Polska naszych marzeń (Lublin: Akapit), 2011, 41

87 PiS. 2014. Zdrowie, Praca, Rodzina: Program Prawa i Sprawiedliwo´sci , p. 26

88 Ibid., p. 17

89 PiS. 2019. Dobry Czas Dla Polski: Program Prawa i Sprawiedliwo´sci , p. 25

Les Polonais « authentiques » et leurs intérêts auraient été trahis[90] [91]. L'intérêt national et le concept traditionnel d'unité nationale occupent une place importante dans le récit du PiS, qui semble s'efforcer de diviser davantage une société déjà fracturée. La définition de la « *polonité* » selon le PiS est inextricablement liée au catholicisme[92]. En effet, le PiS considère que l'État est engagé dans la religion et que l'Église catholique occupe une position privilégiée, « *L'Église catholique est le dépositaire et le prédicateur de ce qui est communément appelé la doctrine morale en Pologne. Il n'a pas de concurrence dans la sphère sociale au sens large […]. Pour ces raisons, le statut spécifique de l'Église catholique dans notre vie nationale et étatique est exceptionnellement important ; nous voulons le maintenir et nous croyons que les tentatives de détruire injustement l'Église est un danger pour la forme de la vie sociale* »[93]. Ainsi, le PiS a utilisé les années au pouvoir du PO comme objet de contestation politique et comme preuve de l'incompétence de l'opposition libérale. Sa stratégie politique s'est déclinée en une dénonciation d'un *establishment* pro-européen et libéral, véhiculant des valeurs occidentales décadentes et dangereuses pour l'identité polonaise. En outre, les années de libéralisme ont dégradé la « polonité » et ont été préjudiciable à l'identité et à la culture polonaise (notamment en acceptant des migrants et des réfugiés en Pologne), selon le PiS. Le parti Droit et Justice a donc utilisé des discours nationalistes et populistes, afin de mobiliser les électeurs conservateurs, lassés des années au pouvoir du PO, en jouant sur la corde patriotique et sur l'importance de l'Église (dans une population marquée par les dominations étrangères et à plus de 90 % catholiques). C'est donc l'opposition qui a conduit le PiS au pouvoir et qui a transformé le paysage politique polonais, qui n'est non pas une dichotomie entre la gauche et la droite, mais une opposition entre une droite libérale et une droite conservatrice. Le PiS a généré une polarisation de la société pour arriver au pouvoir (en mobilisant la partie conservatrice de la population) et pour remplacer le système libéral par un système conservateur. Mais le PiS a aussi utilisé la polarisation, déjà existante dans la société polonaise, comme tremplin vers le pouvoir.

2) <u>Une polarisation aux racines historiques</u>

Le PiS ne semble pas être l'origine de la polarisation de la société polonaise, même si sa responsabilité sur la polarisation actuelle de la société ne fait aucun doute. C'est d'ailleurs cette polarisation sociale et politique, inhérente à la Pologne, qui l'a conduit au pouvoir. La Pologne

90 Markowski, R. (2018). <u>Creating Authoritarian Clientelism : Poland After 2015</u>. *Hague Journal on the Rule of Law*, 11(1), 111-132

91 Bill, S., & Stanley, B. (2020). <u>Whose Poland is it to be ? PiS and the struggle between monism and pluralism</u>. *East European Politics*, 36(3), 378-394

92 PiS. 2019. Dobry Czas Dla Polski: Program Prawa i Sprawiedliwo´sci, p. 14

93 *Ibid*.

souffrait en effet déjà d'une profonde division sociale (quasi-intrinsèque), héritée de son histoire tumultueuse. L'histoire polonaise a été marquée par la domination étrangère, par l'oppression de ses voisins et par une lutte constante pour la liberté. Partagée entre la Russie, la Prusse et l'Autriche en 1772, elle acquiert son indépendance le 11 novembre 1918, avant d'être envahie par l'Allemagne nazie le 1er septembre 1939, puis par l'URSS, l'appartenance de la Pologne au bloc soviétique ayant été entérinée au cours des accords de Yalta (4-11 février 1945). Cet enchaînement d'événements dramatiques pour la Pologne a considérablement renforcé le syndrome de victimisation nationale, déjà présent avant la Première Guerre mondiale. L'identité, la culture, la fierté nationale polonaise trouvent leurs racines dans cette lutte, à la fois héroïque et tragique, pour la liberté. Un changement majeur s'est produit en février 1989, lorsque se sont agglutinées des protestations de masse contre la domination communiste. Ces protestations ont donné lieu à une transition pacifique, assurée essentiellement par le *Solidarność* (de 1976 à 1989), et à l'ouverture de la Table ronde (31 août 1988-31 décembre 1990) amorçant ainsi le processus de démocratisation de la Pologne, avec la mise en place d'élections libres et démocratiques. Une transition pacifique et graduelle a suivi: la Pologne est passée d'une dictature communiste à une démocratie libérale avec une économie capitaliste. Une fois le nouveau gouvernement formé (de Tadeusz Mazowiecki, première formation gouvernementale non-communiste en Europe de l'Est, de 1989-1991), les Polonais sont unis dans une majorité anti-communiste et souhaitent désormais fonder une démocratie sur l'État de droit, le libre marché et sur l'équilibre des pouvoirs. Toutefois, la polarisation caractérise déjà cette société polonaise qui semble pourtant unie. Le démantèlement du parti communiste a entraîné dans sa chute la fin de *Solidarność* en tant que mouvement national fédérateur. Sans ennemi commun, la cohésion nationale s'est rapidement fissurée. Au même moment, le mouvement *Solidarność* s'est donc fragmenté et ses dirigeants se sont séparés et ont lancé de nouveaux partis politiques (créant par la même occasion, l'échiquier politique de la Pologne post-1989), en revendiquant tous l'héritage de Solidarność, avec des visions du passé différentes, mais surtout avec des idées pour le futur de la Pologne différentes et opposées les unes aux autres[94]. Depuis lors, la Pologne a été témoin d'une absence quasi-totale de coopération entre les partis politiques et d'une incapacité à faire des compromis et à trouver un consensus[95]. Aujourd'hui, près de trente ans après la disparition du communisme, les dirigeants des deux principales forces politiques polonaises, le parti au pouvoir (Droit et Justice – PiS) et le parti de l'opposition (Plateforme civique – PO), ne parviennent toujours pas à s'entendre, même si les deux formations

94 Pacześniak, Anna (2015). « Chapitre 21. La Pologne », in Brack, N., Pilet, J., & Waele, J. D. (2015). *Les démocraties européennes* - 3e éd. - Institutions, élections et partis politiques : (Collection U) (French Edition). ARMAND COLIN.

95 France Culture, « Solidarność, le creuset d'une Pologne très divisée », décembre 2020

politiques, pourtant opposées sur le plan des valeurs et des idées, revendiquent chacune à sa manière l'héritage du *Solidarność*[96]. Les militants du *Solidarność* sont d'ailleurs responsables d'une forme de polarisation de la société polonaise, puisqu'en voulant constituer une alternative politique au Parti Communiste polonais, en créant l'Union Démocratique en 1990, ils ont davantage polarisé la société et l'échiquier politique de la Pologne, comme l'écrit Anna Pacześniak : « *Les militants libéraux de « Solidarność » se sont rassemblés autour de Tadeusz Mazowiecki et de son gouvernement. Ils ont constitué une alternative politique à PC en créant en décembre 1990 l'Union Démocratique (UD). La polarisation était alors croissante. Les partis politiques créés après 1989 étaient faiblement enracinés dans la structure de la société, ne représentaient que faiblement des intérêts économiques et sociaux et ne sont pas parvenus à créer des liens forts avec les citoyens par un processus de polarisation »*[97].

La démocratisation de la Pologne, amorcée au cours de la décommunisation en 1989, a été le résultat d'une grande mobilisation sociale. En revanche, une fois la démocratie acquise, la société polonaise semble s'être démobilisée, quitte à sombrer dans l'apathie politique. La passivité électorale des Polonais s'expliquait par un faible engagement politique de la société civile[98], le sentiment d'impuissance politique est longtemps resté dominant chez les Polonais, au point que plus de 80 % d'entre-eux estimaient qu'ils n'avaient aucune influence sur le gouvernement[99]. Seules les élections de 2015 et de 2019-2020 ont montré une forte mobilisation électorale. En effet, la Pologne moderne a connu deux élections majeures en 2015 ; les élections présidentielles (en mai) et législatives (en octobre). La participation électorale fut historique et très forte : 48,9 % des électeurs se sont déplacés aux urnes (participation électorale la plus importante depuis l'élection présidentielle de 1995)[100]. Le parti Droit et Justice (*Prawo i Sprawiedliwość* – PiS) a remporté les deux élections avec une faible majorité : avec 51 % des voix, bien que seulement 18,6 % des électeurs éligibles (5,7 millions de personnes) aient voté pour le PiS. Cela a toutefois suffi pour obtenir une faible majorité de sièges dans les deux chambres du Parlement, à la chambre haute (*Sejm,* 235/460 voix) et à la chambre basse (*Diète,* 61/100 voix). Les élections suivantes, en 2019,

96 La Croix, « Solidarność : 40 ans de mue au fil du pouvoir en Pologne », août 2020

97 Pacześniak, Anna (2015). « Chapitre 21. La Pologne », in Brack, N., Pilet, J., & Waele, J. D. (2015). *Les démocraties européennes* - 3e éd. - Institutions, élections et partis politiques : (Collection U) (French Edition). ARMAND COLIN.

98 Jacobsson, K., & Korolczuk, E. (2021). *Civil Society Revisited : Lessons from Poland* (Studies on Civil Society, 9) (1re éd.). Berghahn Books.

99 Zick, Andreas, Beate Küpper, and Andreas Hövermann (2020). « Intolerance, Prejudice and Discrimination », *A European Report*, FriedrichEbert-Stiftung, (CBOS. 2020. (Report 43/2020). Zaufanie Społeczne. Warszawa: Centrum Badania Opinii Społecznej

100 comme l'écrit d'ailleurs Dorota Dakowsa : « *Cela dément les théories sur l'apathie des électeurs qui laisseraient élire le PiS dans l'indifférence générale* », in Dakowska Dorota (2020) « Ce scrutin dément les théories sur l'apathie des électeurs polonais », *Le Courrier d'Europe Centrale*

ont vu le PiS répéter son succès. Cette fois, le PiS, en coalition avec des partis de droite, a remporté le même nombre de mandats à la chambre basse et à la chambre haute, cependant, il a perdu sa majorité au Sénat, en ne remportant que 48 des 100 sièges[101]. La transformation politique et économique, qui a eu lieu en Pologne après 1989, a donc été un élément important dans la formation de deux systèmes de valeurs différents dans la conscience sociale des Polonais et sur la scène politique polonaise. Le processus de démocratisation post-1989 a entraîné de profonds changements dans les conditions de travail et de vie de la grande majorité des Polonais. Des mécanismes de marché ont été introduits, qui n'ont cependant pas été accompagnés de mécanismes de protection. Cette formule de transformation a transféré l'intégralité des coûts de transaction de la privatisation et de la déréglementation de la sphère économique sur la société[102]. Par conséquent, une adaptation plus ou moins réussie aux nouvelles conditions de la vie sociale a eu un impact significatif sur le niveau de revenu et la position sociale des individus et sur les catégories sociales. Le facteur clé de la transformation de l'économie polonaise a été le programme de privatisation des entreprises d'État, mis en œuvre dans la première moitié des années 1990 sous l'égide de la Commission européenne[103]. Les moyens de production sont devenus des marchandises disponibles sur le marché. Cette évolution a été suivie par l'émergence de propriétaires privés. Toutefois, ce processus de privatisation a entraîné la faillite de nombreuses entreprises et la réduction du niveau d'emploi par les nouveaux propriétaires (hausse du chômage). Le processus de changement politique, qui a impliqué l'introduction d'une économie de marché et d'institutions démocratiques et libérales, a conduit à des transformations très profondes dans tous les aspects de la vie sociale[104]. Le changement du système social et politique et la transformation de l'économie après 1989 ont entraîné la décomposition des anciennes structures et l'émergence de nouvelles, principalement au sein du secteur privé. Tous ces processus ont donc considérablement modifié les conditions sociales et économiques des Polonais, contribuant au renforcement pour les uns (les « gagnants ») et à l'affaiblissement pour les autres (les « perdants ») des positions sociales. Les conséquences sociales négatives du changement politique et économique de la Pologne après 1989, se sont accompagnées de critiques vis-à-vis de cette transformation, de cette démocratisation et de l'économie de marché, ce qui a conduit à une forme de rejet du système libéral et à l'augmentation de la sympathie pour les idées conservatrices[105]. D'ailleurs, le soutien populaire à l'orientation conservatrice a conduit en 2005-2006 à la prise du pouvoir législatif par une coalition de partis de droite dirigée par le PiS. Le

101 Kinowska-Mazaraki, Z. (2021). The Polish Paradox : From a Fight for Democracy to the Political Radicalization and Social Exclusion. *Social Sciences*, 10(3), 112

102 Kowalik T., *WWW.Polskatransformacja.pl*, Warszawa, Wydawnictwo Literackie Muza, 2009

103 Maciej, B. M. M. (2021). *Transformacja gospodarcza w Polsce*. Wydawnictwo Naukowe PWN.

104 *Ibid.*

105 Gardawski, Juliusz and L. Gilejko (eds.) (1997), *Between Hope and Fear. Social Effects of Privatisation*, Warsaw School of Economics, Warsaw

plan de reconstruction conservatrice, de « révolution conservatrice »[106], de la Pologne a atteint la maturité politique en 2015, lorsque le PiS a obtenu le pouvoir et a procédé à la mise en œuvre du projet qualifié de « Bon changement ». En octobre 2019, après quatre années de réforme du système politique et judiciaire, et la promotion des valeurs conservatrices dans les institutions publiques, le parti Droit et Justice en tant que leader de la coalition de la Droite Unie (comprenant *Solidarna* Pologne de Zbigniew Ziobra – SP –, et l'Alliance de Jarosław Gowin) a obtenu une fois de plus une majorité indépendante au Sejm de la République de Pologne, succès politique qui indique que la transformation conservatrice bénéficie d'un grand soutien populaire. Cependant, dans le même temps, le PiS doit faire face à une forte résistance populaire au changement. Dans le discours public, l'image d'une scène politique clairement polarisée[107] s'accompagne d'une croyance en une division analogue de la société, désunie et fragmentée, scindée entre militants progressistes et libéraux d'un côté, et militants conservateurs de l'autre.

« *Dobra Zmiana* » (le « Bon changement ») fut le slogan politique principal du PiS lors de l'élection de 2015, changement que s'est engagé de poursuivre le PiS en 2019 (et aux présidentielles de 2020). Ce slogan, qui est en fait un programme, prévoyait de démanteler l'ordre postcommuniste institué par l'élite post-1989, en réformant les institutions publiques et gouvernementales, afin de mieux servir les Polonais, surtout les plus pauvres et vulnérables, les « perdants » et exclus des avantages de la transition.

3) Le PiS, prédestiner à gouverner en Pologne ?

L'effondrement des structures étatiques communistes et des systèmes de parti unique en Europe orientale et de l'Est était considéré comme propice à la résurgence « *d'antagonismes séculaires, de racisme ethnique et de rivalités historiques* »[108] que les partis de la droite populiste pouvaient facilement exploiter. Une détérioration des conditions économiques exacerberait les tensions entre les groupes ethniques, ce qui conduirait les partis à formuler des appels politiques axés non seulement sur la politique identitaire du nationalisme ethnique mais aussi sur le « nationalisme financier »[109] et le chauvinisme social. La théorie du populisme en tant que pôle d'un clivage politique naissant en Europe centrale et orientale est cohérente avec les théories plus larges de la relation entre le populisme et le courant politique dominant. Kriesi[110] a placé la croissance de la

106 Le Monde, « La Pologne mène sa révolution conservatrice », décembre 2015
107 France Culture, « La Pologne déchirée par une présidentielle ultra-polarisée »(émission), juillet 2020
108 Hockenos Paul, *Free to Hate*, Londres : Routledge, 1993
109 Johnson, J., & Barnes, A. (2014). Financial nationalism and its international enablers : The Hungarian experience. *Review of International Political Economy*, 22(3), 535-569
110 Kriesi, H., Grande, E., Lachat, R., Dolezal, M., Bornschier, S., & Frey, T. (2006). Globalization and the transformation of the national political space : Six European countries compared. *European Journal of Political*

droite populiste d'Europe occidentale dans le contexte d'un clivage émergent « intégration contre démarcation », en faisant valoir que les changements sociaux de la mondialisation ont généré des cohortes distinctes de « gagnants » relatifs, qui ont bénéficié de l'ouverture économique, culturelle et politique, et de « perdants » relatifs, qui ont été exposés à un risque plus important. Les partis politiques traditionnels étaient censés formuler des programmes « intégrationnistes » pour les gagnants, combinant l'ouverture des marchés, le libéralisme culturel et le soutien à l'intégration politique supranationale. Les adversaires radicaux et populistes de gauche et de droite devaient formuler les demandes « démarcationnistes » des perdants, proposant de protéger l'économie nationale contre la concurrence mondiale, de préserver l'identité et les valeurs culturelles nationales et de s'opposer à l'intégration politique supranationale[111]. Le modèle dominant de transition post-communiste vers la démocratie exigeait la création d'une économie capitaliste pleinement fonctionnelle, la mise en place d'institutions libérales-démocratiques, ainsi que l'établissement et la protection des droits de l'individu. Comme ce modèle imitait le processus de mondialisation en Europe occidentale, il était logique de s'attendre à ce qu'il ait un impact similaire sur les divisions sociales et leur politisation par les élites. Kitschelt[112] a fait valoir que le choc des intérêts entre les gagnants et les perdants relatifs de la transition conduirait à l'alignement de l'axe principal de la concurrence entre les partis qui proposaient des politiques marquées, cosmopolites et internationalistes, et les partis qui proposaient des politiques particularistes, interventionnistes et anti-intégrationnistes. Comme l'intégration aux institutions internationales - en particulier à l'Union européenne - était l'un des éléments clés du modèle orthodoxe de transition post-communiste, les populistes seraient également incités à formuler des appels euro-sceptiques, se différenciant ainsi de l'acceptation générale de l'intégration (et de l'opposition également). Au cours de la première décennie de la transition, le parti populiste typique était un « purificateur » qui menait un combat isolé et le plus souvent infructueux contre un établissement postcommuniste prétendument illégitime, corrompu et collusoire, au nom d'un peuple ordinaire qui portait le poids des bouleversements de la transition. Pourtant, bien que le désenchantement à l'égard des résultats de la transition et des élites politiques traditionnelles ait persisté, les populistes radicaux qui ont maintenu un intérêt pour les difficultés de la transition ont eu tendance à avoir un attrait électoral limité. Dans certains pays, le populisme radical est resté en marge ou a complètement disparu ; dans d'autres, les partis traditionnels se sont appuyés sur la rhétorique anti-*establishment* de ces partis pour développer une critique radicale de la démocratie libérale qui a eu un attrait plus large. La deuxième

Research, 45(6), 921-956

111 Kriesi, H., Grande, E., Lachat, R., Dolezal, M., Bornschier, S., & Frey, T. (2008). *West European Politics in the Age of Globalization* (Illustrated éd.). Cambridge University Press.

112 Kitschelt, H. (1992). The Formation of Party Systems in East Central Europe. *Politics & Society*, 20(1), 7-50

décennie de transition a vu l'émergence d'une nouvelle vague de populistes radicaux qui ont bénéficié de la « fatigue de la transition », de la lassitude de l'électorat et de leur désenchantement vis-à-vis des partis traditionnels. À droite, la Ligue des familles polonaises (*Liga Polskich Rodzin*, LPR) a réussi là où ses prédécesseurs en Pologne avaient échoué, en exploitant le potentiel considérable des mouvements catholiques-nationalistes pour une critique politique de l'occidentalisation forcée et de son impact sur les traditions polonaises, en véhiculant par ailleurs, des valeurs conservatrices et traditionnelles.Les partis à succès tels que le PiS et le *Fidesz* ont mis en avant une nouvelle dynamique: la radicalisation des partis traditionnels (engendrée par la polarisation). Si les populistes n'ont pas réussi, dans une large mesure, à consolider leurs positions dans les systèmes de partis postcommunistes, ils ont néanmoins ouvert la voie à des partis qui avaient auparavant un caractère plus modéré et qui étaient considérés par l'électorat comme plus crédibles et plus dignes de confiance. De cette manière, le populisme est resté un élément important de nombreux systèmes de partis en Europe orientale et de l'Est.

*

Le populisme de droite est resté un élément bien établi dans le paysage politique des partis. À l'inverse, le populisme centriste et de gauche a été évincé en Pologne par la montée du populisme radical de droite, qui est devenu un élément central du système des partis depuis 2011 et a joué un rôle crucial dans la rotation des gouvernements. Le PiS, comme on a pu l'observer, a constitué un véritable tournant dans l'histoire politique de la Pologne. Ces réformes radicales et lois controversées ont entériné la transition du système libéral vers le système conservateur. Toutefois, le PiS ne semble pas être, *a priori*, responsable de la polarisation de la société polonaise. En effet, l'arrivée au pouvoir du parti Droit et Justice résulte à la fois des années de pouvoir de l'opposition (le PO), qui ont généré de la frustration et de la contestation à l'égard du système libéral, mais aussi d'une polarisation historique profonde de la société polonaise, héritage de l'histoire tumultueuse de la Pologne (communisme, post-communisme, démocratisation, etc.). En outre, il semblerait que l'effondrement de l'URSS ait précipité certains États d'Europe de l'Est dans le populisme de droite (détérioration des conditions économiques, exacerbation des tensions sociales, émergence du pluralisme politique, du nationalisme, de l'identité nationale, etc.). Par conséquent, de nombreuses conditions étaient réunies pour que le PiS accède au pouvoir en Pologne. La polarisation semble avoir été une cause de l'émergence du populisme en Pologne, mais aussi une conséquence du succès politique du PiS. En effet, le parti Droit et Justice a également contribué à polariser la société polonaise, il semble y avoir un effet polarisant du PiS.

**

II] L'effet polarisant du PiS

A) Campagnes, positionnement et réformes politiques du PiS clivantes

Pour justifier toutes ses mesures et ses réformes, le PiS a attisé les préjugés, la peur et l'aversion à l'égard de certains groupes sociaux, les présentant comme des ennemis publics. En 2015, la principale menace pour le bien-être et les valeurs polonaises venait de l'extérieur, selon le PiS, c'était les réfugiés musulmans (Syriens plus particulièrement)[113] [114]. En 2019 et 2020, le parti au pouvoir a présenté l' « idéologie LGBT » comme le nouvel ennemi public, menaçant directement les Polonais, l'identité nationale polonaise et les intérêts des Polonais[115]. La politique du PiS, notamment en ce qui concerne la crise de l'État de droit et la discrimination des minorités, reste très controversée, remettant en cause l'une des plus importantes réalisations polonaises depuis 1989, à savoir l'adhésion à l'Union européenne et à l'identification à ses valeurs. L'UE a exprimé ses préoccupations concernant l'indépendance de la justice et l'État de droit, ainsi que la question des droits des minorités en Pologne[116] [117]. Ces avertissements ont sciemment été ignorés par les autorités polonaises au cours des cinq dernières années, jugés comme étant une ingérence dans les affaires intérieures de la Pologne[118]. Le Parlement européen, en avril 2019, a publié une directive, qui a organisé la conditionnalité des versements de fonds européens au maintien de normes démocratique[119]. Les fonds de l'UE devaient donc être conditionnés au respect de l'État de droit. La Pologne étant le principal bénéficiaire de l'aide de l'UE, le coût de la perte des fonds européens serait donc très élevé. On remarque toutefois que, malgré les pressions européennes, les avertissements et les sanctions, la Pologne semble poursuivre inéluctablement ses réformes politiques controversées. La polarisation de la société polonaise et la tension sociale générées par les politiques gouvernementales du PiS se sont assurément intensifiées lors de la vague épidémique de COVID-19, apportant davantage d'incertitude et de contestation dans la société polonaise. Dans ce climat de pandémie et de surcharge sanitaire, le PiS en a profité pour accroître les restrictions sur

113 Euractiv, « La Pologne persiste sur la voie de l'Europe forteresse », mai 2018
114 Foreign Policy, « Deporting Muslim Immigrants Won't Make Poland Safer », octobre 2020
115 Libération, « En Pologne, le PiS attise la haine anti-LGBT », juin 2020
116 Le Monde, « Fonds européens et Etat de droit : la Pologne et la Hongrie saisissent la Cour de justice de l'UE », mars 2021
117 Parlement Européen (communiqué de presse), « Pologne : le Conseil doit 'enfin agir' pour protéger les minorités et l'État de droit », septembre 2020
118 Les Échos, « État de droit : la Pologne à nouveau montrée du doigt », novembre 2019
119 EU Directive. 2018/0136(COD), « Protection of the Union's Budget in Case of Generalised Deficiencies as Regards the Rule of Law in the Member States », 2018

la loi sur l'avortement[120], des protestations massives dans toute la Pologne se sont ainsi organisées et ont conduit à la formation d'un nouveau mouvement social appelé « grève des femmes ». Le gouvernement a réagi par davantage de restrictions et par la répression (policière notamment), en refusant le droit de protester en raison de la pandémie[121]. Le parti au pouvoir attise stratégiquement les tensions, que ce soit contre les minorités (religieuses, ethniques ou sexuelles) ou contre l'opposition. En effet, le PiS parvient à délégitimer l'action de ses opposants, ceux qui protestent contre sa politique, en les présentant comme des ennemis nationaux qui menaceraient dangereusement, en plus de la stabilité du pays, les intérêts des Polonais. Ainsi, le PiS contribue à élargir le fossé entre son électorat et ses opposants, renforçant davantage la division déjà tangible et croissante, dans la société polonaise. En effet, l'étiquette similaire de représentant d'intérêts étrangers et/ou anti-polonais a été apposée à toutes les manifestations contre la politique du PiS, y compris celles contre la réduction de l'indépendance du pouvoir judiciaire, contre la discrimination envers les communautés LGBTQ et, dernièrement, contre la modification de la loi sur l'avortement. Le discours du PiS associe la « *polonité* » au soutien de l'intérêt national polonais, tel que défini par le PiS; à travers la promotion des valeurs conservatrices et traditionnelles, y compris le catholicisme : « *Nous apprécions le rôle de la religion dans la vie sociale et l'importance particulière de la foi catholique pour les Polonais. Sans oublier que dans notre histoire, caractérisée par la religion, la contribution Rzeczpospolita, sa culture, son économie ou ses triomphes militaires ont rendu des représentants de différentes religions - évangéliques, catholiques grecs ou Tartares polonais - nous insistons sur le fait que l'Église catholique en Pologne a joué et joue un rôle unique, différent de celui joué dans l'histoire des autres nations. On peut être Polonais sans être catholique ou croyant, mais il est impossible de reconnaître que la polonité peut exister sans cet héritage. L'enseignement de l'Église catholique, la tradition polonaise et la culture polonaise ont été fortement liés les uns aux autres pour construire l'identité politique de la nation. La liberté est au centre de l'enseignement chrétien sur l'homme, l'essence même de notre histoire nationale, la liberté co-crée le sentiment d'être Polonais. Par conséquent, l'appartenance nationale polonaise, considérée comme un héritage de liberté, d'égalité et de respect de la vie humaine, a une signification universelle. La convergence entre les enseignements de l'Église catholique et la tradition nationale est clairement visible en ce qui concerne la famille. La famille a toujours été traitée par la tradition polonaise comme un bien particulier, et dans la période de la perte de l'indépendance, elle était dans de nombreux cas, le pilier de l'identité nationale* »[122]. En d'autres

120 Le Monde, « En Pologne, l'avortement devient quasiment illégal après une décision de justice », octobre 2020
121 Amnesty International, « Pologne. La répression contre le mouvement de la « grève des femmes » se poursuit avec la même intensité », novembre 2020
122 PiS, Dobry Czas Dla Polski: Program Prawa i Sprawiedliwości , 2019 p. 14

termes, selon le discours officiel du PiS, si vous n'êtes pas catholique et ne soutenez pas le parti au pouvoir, votre « *polonité* » est douteuse et discutable. Une telle définition de l'être « authentique » Polonais exclut les opposants politiques du PiS de la communauté nationale, de la nation polonaise. La politique menée par le PiS a d'une part indubitablement radicalisé les divergences et exacerbé les clivages sociaux, aggravant la polarisation de la société, et d'autre part, entraîné une polarisation politique croissante et une contestation sociale plus importante.

1) Décrédibilisation et critiques à l'égard de l'opposition politique

En critiquant et en blâmant publiquement le PO, l'accusant de tous les maux et comme étant à l'initiative de toutes les problématiques de la société polonaise, le PiS a radicalisé les opinions politiques et les divergences. En effet le PiS a eu un effet polarisant, tant sur la scène politique, que dans la société polonaise, et ce, bien avant ses succès électoraux. Le parti Plateforme civique (*Platforma Obywatelska*, PO), alors au pouvoir en Pologne, a accepté d'accueillir des migrants dans le cadre du programme de relocalisation de l'UE, mais négociait encore le quota de réfugiés à accepter[123]. Le PiS, s'est opposé, avec acharnement, à l'acceptation de tout réfugié musulman et vitupérait l'idée de quotas européens, jugés comme une menace pour les valeurs traditionnelles de la Pologne, son identité et sa sécurité nationale, car les réfugiés musulmans représentaient, selon le PiS, une menace terroriste (suggérant un lien de causalité entre flux de réfugiés et attentats terroristes islamistes)[124]. La question de l'accueil des migrants a été une des thématiques principales du PiS lors des campagnes pour les élections présidentielles et parlementaires de 2015.
Les déclarations de Jarosław Kaczynski illustrent bien le ton général du discours politique du PiS. Lors d'une réunion électorale, Kaczynski a déclaré que la décision du PO (alors au pouvoir) d'accepter les migrants dans le cadre du programme de relocalisation était très dangereuse pour la Pologne pour un certain nombre de raisons, notamment de graves problèmes de santé. En effet, selon lui il existerait des maladies liées à la position géographique et auxquelles les Polonais seront vulnérables (maladies qui seraient prétendument mortelles pour les Polonais car venus d'ailleurs), et que les porteurs de ces maladies sont les réfugiés[125]. Le PiS, en mettant en garde contre les soi-disant « parasites » que sont porteurs les réfugiés, puise, comme le rappel Dorota Dakowsa,dans un référentiel des mouvements fascistes de l'entre-deux-guerres[126]. Kaczynski n'hésite pas non plus à faire référence à un remplacement civilisationnel, ou du moins à une « invasion massive de

123 Les Échos, « Le double discours de la Pologne sur l'immigration », octobre 2018
124 Kotras, M. (2016). The discourse about immigrants. Argumentation strategies in Polish weekly magazines. *Acta Universitatis Lodziensis*. Folia Sociologica, 59, 59-80
125 Kaczyński, Jarosław. 2015. Wystąpienie Wyborcze, Maków Mazowiecki. Octobre 13
126 Dorota Dakowska (2017). L'Europe centrale à l'heure du repli souverainiste. *Études : revue de culture contemporaine*, SER, p 27

migrants », qui serait synonyme d'une islamisation de la Pologne[127] – « *Voulez-vous que nous arrêtions d'être des hôtes dans notre propre pays ? C'est ce que vous voulez ? Les Polonais ne veulent pas de ça et le PiS non plus* »[128].

2) Relations tendues avec l'Union Européenne

Le PiS n'a pas toujours été un parti eurosceptique, en 2004, le parti a d'ailleurs appelé les Polonais à voter lors d'un référendum en faveur de l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne ; de même, lorsque la Pologne avait un président du parti PiS entre 2005 et 2010 (gouvernement de Kazimierz Marcinkiewicz), le parti était également favorable à la signature du traité de Lisbonne. Toutefois lorsque la Plate-forme civique à gagner le pouvoir en 2010, le PiS a constaté que ses idées et engagements sur l'Union européenne et celle du PO convergeaient, raison pour laquelle le parti s'est dirigé dans une voie « eurosceptique » (pour marquer son opposition avec le PO notamment). En opposition au modèle libéral et au principal parti d'opposition politique, le PiS s'est progressivement montré hostile à l'UE. Effectivement, lorsque le parti Droit et Justice a gagné les élections présidentielles en 2015, la Pologne est tout de suite entrée en conflit avec l'Union Européenne. L'arrivée d'Andrzej Duda au pouvoir en Pologne à la présidence, a changé la situation en Pologne, sur les plans politique et sociétaux, ce qui est catastrophique au regard du fait qu'elle ne correspond en rien aux valeurs de l'Union européenne et aux modèles des situations politiques et sociales d'Europe de l'Ouest, à un tel point que l'extrême droite trouve sa place dans la société polonaise, et *a contrario*, l'opposition a du mal à convaincre et il semblerait qu'elle soit même muselée par le gouvernement et les médias sous son contrôle. La Pologne est en proie à un durcissement net du régime politique depuis 2015 et le parti au pouvoir multiplie les mesures, les directives et les lois en désaccord avec les valeurs démocratiques de l'Union européenne, notamment en ce qui concerne l'État de droit. Depuis son accession au pouvoir, le PiS a provoqué de nombreux scandales, et ses politiques et déclarations hostiles aux minorités ont conduit à une hausse des agressions envers ces dernières. Les premières victimes de ce régime sont en effet les réfugiés, puis plus récemment, les homosexuels. La propagande du régime incite à la xénophobie, l'homophobie et la haine raciale et favorise l'émergence de courants politiques extrêmes, comme en témoigne les rassemblements de la Marche de l'Indépendance (tous les 11 novembre) qui réunit des milliers de personnes (principalement d'extrême droite), qui s'opposent fermement (du plus jeune au plus vieux) aux politiques européennes, notamment en ce qui concerne le quotas de migrants sur le territoire polonais. Par ailleurs, le dossier migratoire vient mettre en opposition le groupe de

127 Kaczyński, Jarosław. 2015. Wystąpienie w Sejmie, Warszawa. Septembre 18
128 Kaczyński, Jarosław. 2015. Wystąpienie w Sejmie, Warszawa. Septembre 16

Visegrád, dont la Pologne fait partie[129], avec l'UE. En effet, leur opposition est surtout perceptible sur le dossier migratoire car ils refusent d'accueillir des migrants, qui représentent un risque sécuritaire (terroriste) et qui est susceptible d'altérer l'identité nationale. La Pologne, comme les autres pays de Visegrád, considère la souveraineté comme essentielle et fondamentale, raison pour laquelle elle cherche par tous les moyens à la protéger, interprétant la plupart des politiques européennes comme étant des ingérences. Ces pays du groupe de Visegrád sont ainsi entrés en tension avec l'UE. Cette attitude hostile aux valeurs et aux politiques européennes en matière d'accueil des migrants et du droit d'asile a provoqué la colère de l'UE, qui a menacé de diminuer les aides financières et économiques dont bénéficient les membres du groupe de Visegrád.

L'article 7 du Traité sur l'Union européenne doit permettre le respect des valeurs communes de l'Union européenne par tous les États, y compris le respect de l'État de droit. Il prévoit deux mécanismes : un mécanisme de prévention et un mécanisme de sanction. Après déclenchement du mécanisme de sanction, le Conseil doit constater l'existence d'une violation grave et persistante de l'état de droit et, avant cela, il doit inviter l'État concerné à présenter ses observations. Considérant que la Pologne viole l'État de droit, elle a fait l'objet de ce mécanisme de sanction (notamment sur la conditionnalité du versement des fonds européens, avec la Hongrie). Cependant, en réalité, l'article 7 est un outil de dissuasion qui en pratique n'est pas efficace. Ainsi, en principe le mécanisme de sanction ne peut aboutir car les fautifs se couvrent entre eux, comme nous l'avons vu avec la Pologne, le vote nécessitant l'unanimité du Conseil européen et la Hongrie défendant la Pologne. Andrezj Duda a, par ailleurs, plusieurs fois mis en garde par le passé, contre la désintégration de l'Union européenne. En effet, l'argument principal de son discours porte sur la désintégration européenne de la Pologne et sur le fait que l'Europe de l'Ouest réclame une cohérence parfaite entre les États-membres (contre une Europe à plusieurs vitesses, et les États de l'Europe de l'Est se sentent négligés face à cela). En parallèle de cette menace, le président polonais fait également souvent allusion à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, disant que le Brexit n'était qu'un début et que les États-membres d'Europe de l'Est sont traités comme des États de « seconde classe ». Néanmoins, outre ces menaces, une désintégration européenne si elle est possible, parait peu plausible. Rappelons que le président polonais n'a pas été élu avec la majorité des voix, qu'une grande partie de la société est profondément européenne (particulièrement chez les plus jeunes) et que la Pologne a besoin des fonds européens pour ses projets d'investissements et de progrès. Ainsi, les différentes sanctions et menaces de l'UE envers la Pologne ne semblent pas suffisantes pour sanctionner les dérives autoritaires et illibérales du PiS, ce qui a pour conséquence

129 Avec la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie

inéluctable de rendre les relations tendues entre l'UE et la Pologne du PiS. Jean-Yves Potel[130] résumait le fait que la Pologne entretienne différents rapports avec l'Union européenne, en écrivant : « *La Pologne est traversée par des champs politiques très divers. Ce que l'on peut dire, c'est que le gouvernement agite toutes sortes de thèmes xénophobes, anti-allemands, eurosceptiques, alors que pour une majorité écrasante de la population, l'appartenance européenne est une évidence. Le pouvoir est dans une crispation nationaliste, et l'issue de ce bras de fer avec Bruxelles va se jouer sur le plan intérieur : si les avis de la Commission confirment que les réformes sont contradictoires avec le traité d'adhésion, cela va nourrir la mobilisation sociale. Mais si le PiS parvient à écraser l'opposition, la Commission ne pourra plus rien faire contre cette dérive autoritaire* ». Cependant, le PiS ne parvient pas à écraser l'opposition, qui ne cesse d'ailleurs de croître et qui se décline en contestations populaires, manifestations urbaines ou formations politiques d'opposition. Même si le devenir de la relation entre l'UE et la Pologne semble incertain, il est peu probable que la Pologne se désintègre. Au contraire, il va dans son intérêt d'améliorer sa relation avec l'UE, puisqu'elle est le principal bénéficiaire des aides européennes. Il semblerait donc qu'il y ait une résistance de la Pologne du PiS vis-à-vis de l'UE, mais cette attitude est à relativiser, en raison de la dépendance de la Pologne envers les aides de l'Union européenne et de l'opposition grandissante qui laisse présager un autre futur pour la Pologne, et de ce fait, une autre relation avec l'UE.

3) Positionnement du PiS vis-à-vis des questions sociétales

- Aversion envers les migrants

Le problème imaginaire de « l'invasion massive de migrants » en Pologne est devenu un élément central des campagnes électorales présidentielles et parlementaires du PiS. Ces discours de haine ont des répercussions directes et néfastes dans la société polonaise : en plus de provoquer une augmentation de la haine envers les minorités, le PiS a aussi, à demi-mot, encouragé les actes de haine comme en témoigne la réelle augmentation des actes de haine et de discrimination envers les minorités ethniques en Pologne après les campagnes électorales et la victoire du PiS[131].

Le discours public haineux et xénophobe s'est développé et s'est banalisé pendant la campagne électorale, et la nouvelle politique gouvernementale a renforcé les sentiments de danger et d'hostilité envers les immigrants, en particulier musulmans. Les médias de droite, proches du parti au pouvoir, ont souvent publié des articles décrivant les musulmans comme des envahisseurs et de

130 Potel, Jean-Yves. (2019) « La Pologne, miroir de l'Europe ? », Esprit, vol. mars, no. 3, pp 41-49

131 Dudzinska, Agnieszka, and Michał Kotnarowski. (2019) « Imaginary Muslims: How the Polish Right Frames Islam ». *Working Paper Prepared as a Part of a Multi-Year Brookings Project, The One Percent Problem: Muslims in the West and the Rise of the New Populists.*

dangereux criminels (annexe 3)[132]. Ainsi, davantage de crimes haineux, et en particulier ceux à caractère anti-musulman ont été recensé en 2016, comme conséquences logiques de l'incitation à la haine et des campagnes de diabolisation répétées du PiS[133] (annexe 4). Le gouvernement, alors nouvellement élu, n'a pas abordé le problème, mais a plutôt commencé à démanteler les services de soutien aux minorités ethniques et religieuses : le soutien financier des ONG engagées dans ce domaine a été retiré par le gouvernement, alors que le Centre de défense des droits des chrétiens (*centrum Ochrony Praw Chrześcijan*), formé par la fondation *Lux Veritatis* de Rydzyk, a reçu un soutien s'élevant à plusieurs millions[134]. Le seul organe gouvernemental particulièrement engagé dans la lutte contre la discrimination raciale, le Conseil contre la discrimination raciale et la xénophobie, a été dissous en mai 2016, alors que les crimes haineux contre les minorités étaient en hausse[135]. Le Médiateur pour le droit des citoyens (*Rzecznik Praw Obywatelskich*) et les représentants de diverses organisations civiles ont lancé un appel au gouvernement pour qu'il réagisse à la multiplication des attaques racistes et xénophobes, mais en vain. Les ministères responsables ont ignoré ces événements et les ont traités comme du simple hooliganisme[136].

- « L'idéologie LGBT »

Les campagnes électorales de 2019 et 2020 ont vu le PiS créer le nouvel ennemi national : « l'idéologie LGBT+ ». Un nouvel ennemi imaginaire, mais une stratégie identique. Encore une fois, il s'agissait à nouveau de susciter de fortes émotions, en particulier la peur d'une menace à l'égard des valeurs les plus importantes. Cette fois, ce sont le bien-être des enfants polonais et la famille traditionnelle qui sont menacés, « *Ne touchez pas à nos enfants* », a d'ailleurs tonné Jarosław Kaczyński lors de la convention du PiS, le 16 mars 2019[137]. Les candidats du PiS aux élections au Parlement européen et au parlement polonais en octobre 2019 et à la présidentielle de 2020 ont promis qu'ils défendraient la famille chrétienne et les enfants polonais contre les « idéologies » dangereuses et immorales du « genre », les LGBT en particulier. Dans le discours du parti au pouvoir, le mouvement LGBT+ a été importé en Pologne et menace l'identité, la nation et l'État polonais. Le PiS se présente comme le seul protecteur de « la nation » contre ce plan idéologique qui détruit les valeurs, la culture, la religion et même la continuité biologique de la

132 Narkowicz, K. (2018). 'Refugees Not Welcome Here' : State, Church and Civil Society Responses to the Refugee Crisis in Poland. *International Journal of Politics, Culture, and Society*, 31(4), 357-373

133 Pedziwiatr, Konrad (2017). *Islamophobia in Poland: National Report* 2016, in Enes Bayralki & Farid Hafez, *European Islamophobia Report 2016*. Istanbul: SETA, pp. 411–43.

134 Klauziński, Sebastian (septembre 2020). « Miliony Złotych od Ziobry dla Rydzyka na "Ochron˛e Praw Chrze ´scijan »; *Warsaw: OKO Press*

135 Visegrad Post, « La Pologne supprime son Conseil anti-discrimination », mai 2016

136 Pedziwiatr, Konrad (2017). *Islamophobia in Poland: National Report* 2016, in Enes Bayralki & Farid Hafez, *European Islamophobia Report 2016*. Istanbul: SETA, pp. 411–43.

137 Kaczyński, Jarosław. 2019. Wyst ˛apienie na Regionalnej Konwencji PiS, Katowce. March 16

nation[138]. Le PiS a de nouveau réussi à susciter de fortes émotions, ainsi que des tension sociales, contribuant davantage à la polarisation de la société polonaise, et les questions LGBT+ ont d'ailleurs dominé le discours public et politique. Les médias publics contrôlés par le gouvernement ont facilité la participation à la campagne publique contre les LGBT+. Par exemple, un hebdomadaire national, *Gazeta Polska*, a imprimé des autocollants « Zone sans LGBT » que ses lecteurs pouvaient apposer sur leurs portes, fenêtres ou voitures (annexe 5). Cette initiative a marqué le début d'une action plus large de la part de certaines autorités locales polonaises, qui se sont déclarées « libres de toute idéologie LGBT »[139]. Cette initiative a suscité une vive réaction de l'UE : le Parlement européen a adopté, dans la foulée, une résolution condamnant tous les actes publics de discrimination et les discours de haine contre les personnes LGBT+ et, en particulier, le développement de « zones sans LGBT » en Pologne. Le Parlement européen a également demandé à la Commission européenne de veiller à ce que les fonds de l'UE ne soient pas « utilisés à des fins discriminatoires »[140]. Une propagande homophobe a été organisée par le PiS et a été diffusé par la télévision d'État. En octobre 2019, à peine quelques jours avant les élections législatives, la télévision d'État a présenté un documentaire intitulé *Invasion*, qui décrit le sois-disant « plan secret » des LGBT, soutenu par l'étranger, pour miner et corrompre la Pologne[141]. L'Église catholique polonaise est apparue comme l'alliée du PiS dans la lutte contre l'idéologie LGBT+. L'homélie de Marek Jędraszewski, l'archevêque de Cracovie, a décrit les homosexuels comme une « *peste arc-en-ciel* » qui a remplacé la « *peste rouge* » du communisme, et qui « *souhaite gouverner nos âmes, nos cœurs et nos esprits* », et a trouvé un large écho dans la communauté catholique polonaise[142]. La propagande homophobe, soutenue par le gouvernement, a logiquement entraîné une augmentation des cas de discrimination et d'agression contre les représentants de la communauté LGBT. En réponse aux accusations de diffusion de la haine à l'encontre des personnes LGBT+, les militants du PiS ont affirmé qu'ils n'étaient pas contre les gays et les lesbiennes en tant qu'individus, mais qu'ils s'opposent plutôt aux communautés LGBT+ importées de l'étranger et à l'idéologie qu'elles promeuvent. Joachim Brudziński (chef adjoint du PiS et député au Parlement européen) a toutefois posté sur Twitter que « *la Pologne sans LGBT est la plus belle* »[143] (annexe 6). En réponse au scandale que son tweet a provoqué, il a ensuite expliqué qu'il parlait de l'idéologie et

138 Kaczyński, Jarosław. 2019. TVP Info. October 6.
139 Ouest France, « Pologne. Un magazine, proche du gouvernement, diffuse des autocollants anti-gays », juillet 2019
140 European Parliament. « Resolution of 18 December 2019 on Public Discrimination and Hate Speech against LGBTI People, Including LGBTI Free Zones ». File 2019/2933(RSP), 2019
141 TVP Info, « Documentry: Invasion: Kulisy, Cele, Metody, Pieni ˛adze. Jak Działa Inwazja LGBT TVP INFO », October 2019
142 TVN 24, « Arcybiskup Jędraszewski o « tęczowej zarazie » », august 2019
143 *Joachim Brudzinski, député européen, a par exemple prétendu sur Twitter, le 11 juin, que la «Pologne serait plus belle sans les LGBT»* in Libération, « En Pologne, le PiS attise la haine anti-LGBT », juin 2020

non des personnes LGBT. Au cours de sa campagne de réélection, le président Andrzej Duda a accusé à plusieurs reprises le mouvement de défense des droits des LGBT de promouvoir un point de vue « *plus néfaste que le communisme* », a-t-il déclaré, avant d'ajouter que les homosexuels « *essaient de nous convaincre qu'ils sont des personnes, mais c'est une idéologie* »[144].

4) La question sensible du droit à l'avortement

En plus de diviser la société sur les questions brûlantes que sont celles relatives aux réfugiés et aux droits des homosexuels, le PiS divise davantage la société polonaise sur la législation quant à l'avortement. Le 22 octobre 2020, le TK (Tribunal Constitutionnel – *Trybunał Konstytucyjny* – réformé par le PiS) a statué que l'avortement était contraire à la Constitution polonaise, et par ce verdict, a restreint le droit à l'avortement. En réaction au verdict et en dépit des restrictions pandémiques, des centaines de milliers de personnes ont participé à des manifestations de masse dans toutes les grandes villes[145]. Cette manifestation a d'ailleurs été appelée la « grève des femmes », bien que les femmes n'aient pas été les seules à y participer[146]. Le PiS a de nouveau enfreint la loi, en ne publiant pas le verdict du Tribunal constitutionnel à la date requise, ce faisant, le PiS n'a pas réussi à mettre fin aux protestations, qui se sont poursuivies sous diverses formes (marches, protestations, piquets et actes de désobéissance civile) depuis lors.

Les campagnes électorales du PiS ont donc focalisé l'attention du public sur deux groupes minoritaires prétendument menaçants pour les Polonais, l'identité nationale polonaise et les intérêts polonais. Créer un sentiment de danger, identifier un ennemi et se présenter comme le défenseur et protecteur de la nation polonaise est une stratégie efficace lorsqu'il s'agit de construire un programme politique. La peur pousse généralement les gens à renoncer à leur liberté au nom de leur sécurité[147]. Pour y parvenir, la stratégie la plus appropriée est donc de lier la menace du danger aux valeurs les plus importantes, telles que la famille, la santé, l'éducation, l'identité nationale, etc. Le moyen le plus simple d'y parvenir est d'organiser un climat de peur et de haine envers une certaine forme d'altérité de la norme, de la culture, de l'histoire, de la nation ou de l'identité nationale. Le programme politique du PiS a facilité la diabolisation de ces groupes, appliquant ensuite avec habileté et succès cette stratégie clivante et qui divise la société polonaise lors de toutes ses campagnes électorales ; de 2015, 2019 et 2020[148].

144 Duda, Andrzej, Wystąpienie w Brzegu. June 13, 2020
145 Le Monde, « Nouvelles manifestations en Pologne contre la quasi-interdiction de l'avortement », janvier 2021
146 Le Monde, « En Pologne, une grève générale très suivie pour le droit à l'avortement », octobre 2020
147 Fromm, Erich (1995). *The Fear of Freedom*. London: Routledge
148 Paweł Cywiński, Filip Katner, Jarosław Ziółkowski (2019). *Zarządzanie strachem. Jak prawica wygrywa debatę publiczną w Polsce*, Warszawa: Fundacja Batorego

B) La polarisation comme stratégie politique du PiS

1) Le discours nationaliste populiste au service de la communication politique du PiS

Dans l'étude de la communication politique populiste en Pologne[149], il est important de reconnaître l'homogénéité ethnique et religieuse de sa population (95% déclarant la nationalité polonaise [150] et près de 92% se déclarent catholiques), la forte mémoire de la Seconde Guerre mondiale, la période de communisme dans l'histoire d'après-guerre de la Pologne, et les relations compliquées avec les pays voisins (en particulier la Russie et l'Allemagne), a entraîné un fort sentiment d'identité nationale, que le PiS a manifesté en ayant des tensions avec l'Ukraine et l'UE, ou par la détérioration des relations diplomatiques avec la Russie. Ces facteurs, qui constituent un point de référence important pour le débat politique, sont à l'origine de l'inclusion par P. Przyłęcki d'une attitude négative envers l'Allemagne, de l'anti-communisme et des références à la tradition, à l'histoire et à la religion comme indicateurs spécifiques du populisme polonais[151]. Un autre facteur essentiel dans l'étude de la communication politique populiste est la spécificité du système politique et des partis en Pologne. Depuis 2005, on a assisté à un net renforcement de deux grands partis, à un antagonisme sur la scène politique entre la *Platforma Obywatelska* (Plate-forme civique, PO) et le *Prawo i Sprawiedliwość* (Droit et Justice), plaçant de nombreux autres acteurs politiques (tels que *Samoobrona*, *Ruch Palikota*, *Kukiz '15*, *Wiosna*, et d'autres) en nette opposition, comparés au PiS et au PO qui ont déjà accédé au pouvoir. Non seulement les partis conservateurs détiennent le pouvoir en Pologne depuis 2005, mais ils ont également pleinement dominé le parlement polonais (entre 2015 et 2019, il n'y avait aucun représentant institutionnel de gauche). Cela introduit naturellement des éléments idéologiques et narratifs caractéristiques du populisme de droite dans le discours (éléments nationaux et xénophobes, racisme, arguments contre les groupes minoritaires). A.Lipiński et A. Stępińska[152] ont identifié plusieurs autres facteurs qui ont créé un « réservoir » politique, social et culturel à exploiter par les partis politiques de droite radicale et d'extrême droite, tels que : la volatilité des électeurs, les conditions socio-économiques et les opinions des électeurs concernant le gouvernement en place. Par exemple, ils montrent un faible niveau de cohérence dans le comportement des électeurs, ce qui entraîne un niveau élevé de volatilité et un faible niveau de

149 Stępińska, A., & Mickiewicza, U. I. A. (2020). *Populist Discourse in the Polish Media*. Amsterdam University Press.

150 Główny Urząd Statystyczny (GUS), Wyznania religijne w Polsce 2012–2014, 2016

151 Przyłęcki P. (2012), *Populizm w polskiej polityce. Analiza dyskursu polityki*, Warszawa: Wydawnic-two Sejmowe, pp. 119-120

152 Lipiński, A., & Stępińska, A. (2018). Polish Right-Wing Populism in the Era of Social Media. *Problems of Post-Communism*, 66(1), 71-82

loyauté envers les partis : des caractéristiques qui ont été observées parmi les électeurs polonais depuis les années 1990[153]. Ils affirment également que les électeurs polonais expriment leur méfiance et leur déception dès que possible, ne donnant que très rarement aux personnes au pouvoir l'occasion de faire avancer leur programme. Il n'est cependant pas surprenant que certains partis politiques changent d'étiquette assez fréquemment et s'empressent d'adapter leur politique aux attentes et aux besoins sociaux actuels, dans l'espoir d'une nouvelle opportunité politique[154] [155].
Outre les caractéristiques sociales, politiques et culturelles plus générales de la sphère publique polonaise, certains événements particuliers peuvent servir de déclencheurs à l'utilisation du discours populiste dans la couverture médiatique de la politique. La compilation d'une revue des événements auxquels les médias et l'opinion publique ont consacré leur attention au cours des années 2015-2017 a permis de faire une séparation des événements de la politique nationale ayant un potentiel populiste significatif : il s'agit notamment d'un programme gouvernemental « *Rodzina* 500 +» (Famille 500 plus), 500 PLN d'aide financière par enfant pour les familles ayant deux enfants ou plus ; de la « protestation noire » contre les projets gouvernementaux de durcissement des lois sur l'avortement ; des changements dans les lois concernant le système judiciaire, dans le système éducatif (démantèlement des collèges, licenciement des enseignants, question de l'Église dans l'éducation), dans les lois sur les médias (conduisant à la politisation des médias publics en Pologne), et dans les lois sur l'environnement (autorisation de couper les arbres). Les questions intensivement discutées par les médias et les politiciens en 2015-2017 comprenaient également le rôle du référendum dans le système de prise de décision (en raison des appels électoraux lancés par l'organisation politique *Kukiz*'15 et son leader Paweł Kukiz), l'abaissement de l'âge de la retraite, l'aide aux entrepreneurs, l'abattement fiscal, la conversion des prêts hypothécaires en francs suisses en zlotys et la protection des terres agricoles. La crise de l'immigration en Europe, qui a coïncidé dans une large mesure avec la campagne électorale législative de 2015, a également été importante pour déterminer la présence d'éléments du discours populiste dans les médias. Elle est devenue un sujet important de cette campagne, polarisant la scène politique entre la droite, clairement opposée à l'admission des immigrants, et les libéraux ayant une attitude plus ambiguë et moins tranchée envers l'immigration. Des études antérieures[156] ont montré qu'en 2016-2017, les journaux polonais n'ont pas accordé beaucoup d'attention à ce sujet, mais quand ils l'ont fait, la grande partie des rapports contenaient des éléments du discours populiste. Il convient de noter que, pendant la période

153 Cześnik M. (2009). *Partycypacja wyborcza Polaków*, Warszawa: Instytut Spraw Publicznych
154 Antoszewski, A., & Herbut, R. (1998). *Polityka w Polsce w latach 90*. Wydawn. Uniwersytetu Wrocławskiego.
155 Markowski R.(2010). *The Polish Political Party System and Democracy*, in: J. Kucharczyk, J. Zbie-ranek (Eds.), *In Democracy in Poland 1989–2009 Challenges For the Future,* Warsaw: Institute of Public Affairs, pp. 63–76.
156 Kamps, K. (2020). Reinemann, Carsten ; Stanyer, James ; Aalberg, Toril ; Esser, Frank ; de Vreese, Claes H. (eds.) : Communicating Populism. Comparing Actor Perceptions, Media Coverage, and Effects on Citizens in Europe. *Publizistik*, 65(2), 279-281

analysée (2015-2017), la question des réfugiés n'était qu'un des aspects du phénomène de l'immigration, un autre était la migration économique massive en provenance d'Ukraine résultant d'un accès facilité au marché du travail polonais et de la crise économique et politique dans le pays. Un autre facteur important dans le discours politique du PiS a été les relations tendues entre la Pologne et l'Union européenne, couvrant des questions telles que le conflit sur le Tribunal constitutionnel, les changements controversés dans les médias publics introduits par le gouvernement PiS, et les élections du président du Conseil européen, Donald Tusk (ancien premier ministre de la PO qui a remporté ces élections malgré la forte opposition du gouvernement PiS). Alors que l'UE a reproché au gouvernement PiS une politique illibérale et non démocratique, le gouvernement PiS a fait valoir qu'il se battait uniquement pour une plus grande autonomie au sein de l'Union européenne et pour le renforcement de la souveraineté de l'État et a reproché à l'UE de s'immiscer dans les questions intérieures d'un État souverain. Comme P. Przyłęcki l'a noté, le PiS utilise depuis des années un récit anti-européen, accusant les autorités de l'UE de manquer de mandat démocratique et d'imposer une bureaucratie coûteuse[157]. Enfin, il convient de noter un événement qui a laissé sa marque sur la politique contemporaine polonaise, à savoir le crash de l'avion polonais Tu-154M à Smolensk (Russie) le 10 avril 2010, tuant le couple présidentiel polonais et de nombreux politiciens nationaux et militaires de premier plan. Bien que cette question puisse être qualifiée d'historique, elle n'en constitue pas moins un élément important dans le conflit politique actuel sur les causes et les coupables. Les théories du complot prolifèrent, alimentant le conflit diplomatique entre la Pologne et la Russie au sujet de l'épave de l'avion qui n'a pas encore été remise, les procédures judiciaires en cours et le conflit sur la responsabilité de cet événement sont quelques-uns des principaux axes du conflit politique entre les partis PO et PiS. Depuis 2010, ce sujet a été mentionné à chaque occasion et il était donc possible de supposer que lors des campagnes électorales de 2015, le sujet de la catastrophe allait générer un nombre important de déclarations contenant des éléments du discours populiste, notamment l'anti-élitisme et la construction dialectique de l' « autre »[158].

2) Peuple populiste ou société démocratique ?[159]

Le PiS, dont l'accession au pouvoir s'est fondé sur de profonds clivages sociaux, a contribué à polariser davantage la société polonaise, afin d'accéder au pouvoir, de s'y maintenir et de consolider son électorat. Le PiS est responsable, en un sens, de la division actuelle de la société

157 Przyłęcki, P., & Sejmowe, W. (2012). *Populizm w polskiej polityce*. Wydawnictwo Sejmowe.

158 Torial Aalberg, Frank Esser, Carsten Reinemann, Jesper Strömbäck and Claes H de Vreese (eds), Populist Political Communication in Europe. (2019). *European Journal of Communication*, 34(4), 463-464

159 Selon l'expression de Ronsavallon Pierre, in Rosanvallon, P. (2020). *Le Siècle du populisme - Histoire, théorie, critique* (Les Livres du nouveau monde). SEUIL

polonaise, profitant d'une polarisation pré-existante à son entrée en politique, ce parti a exacerbé les tensions et a radicalisé les clivages sociaux. La polarisation de la société polonaise semble être une volonté du PiS, voire une stratégie politique. En effet, au cours des deux dernières campagnes électorales (2015 et 2019), le thème principal du PiS fut le rejet absolu du processus de transformation en Pologne[160], affirmant que cette période (post-1989) fut établie par des élites corrompues. Les années de modernisation et de démocratisation étaient considérées comme un échec pour le PiS, la Pologne fut, selon ce parti, sous l'influence d'un réseau postcommuniste corrompu[161]. Ainsi, la stratégie du PiS s'est mise en place : affirmant que la Pologne post-communiste fut favorable à l'émergence d'une « pseudo-élite » corrompue, désavantageant une majorité de la population polonaise, au profit d'une classe privilégiée, favorable aux intérêts étrangers (menaçant donc l'identité et la souveraineté de la Pologne). Cette rhétorique est caractéristique du populisme (l'antinomie « Eux contre nous »)[162]. Le populisme possède ainsi un effet polarisant, ne serait-ce que dans la communication et la rhétorique populiste. Le linguiste polonais J. Bralczyk explique cette absence de la deuxième personne du pluriel dans la communication qu'il qualifie de « communication de propagande »[163]. Les caractéristiques constitutives du discours politique populiste sont la référence et l'identification du locuteur au « peuple », en opposition à « l'élite » (souvent exprimée comme de l'anti-élitisme), et l'exclusion des « hors-groupes »[164] [165]. La communication politique, y compris populiste, reformule cette opposition et la simplifie en soulignant sa binarité[166], qui sépare clairement ces deux composantes qui existent sur deux pôles opposés, mais ne peuvent être distinguées que par la référence à l'autre. Dans le discours politique, les éléments constitutifs du populisme fournissent le contenu sémantique de la structure conceptuelle du « eux et nous »[167]. Elle doit non seulement contenir une construction de la communauté, caractérisée comme « le peuple », mais surtout impliquer le lien entre la communauté et le locuteur, à savoir un politicien populiste[168]. Le « peuple » est considéré comme une force positive, l'incarnation du bien et de la vertu, tandis que « l'élite » ou « les autres » personnifient le mal, la perversion et la corruption. « Le peuple » en polonais est généralement présenté avec les

160 PiS. 2014. Zdrowie, Praca, Rodzina: Program Prawa i Sprawiedliwości

161 Kinowska-Mazaraki, Z. (2021). The Polish Paradox : From a Fight for Democracy to the Political Radicalization and Social Exclusion. *Social Sciences*, 10(3), 112

162 Stępińska, A., & Mickiewicza, U. I. A. (2020). *Populist Discourse in the Polish Media*. Amsterdam University Press.

163 Bralczyk J. (2007). *O języku propagandy i polityki*, Warszawa: Trio., p. 151

164 Jagers, J., & Walgrave, S. (2007). Populism as political communication style : An empirical study of political parties' discourse in Belgium. *European Journal of Political Research*, 46(3), 319-345

165 Stanley, B. (2008). The thin ideology of populism. *Journal of Political Ideologies*, 13(1), 95-110

166 Mudde, C. (2016). *The Populist Radical Right : A Reader* (Routledge Studies in Extremism and Democracy) (1re éd.). Routledge.

167 Rosanvallon, P. (2020). *Le Siècle du populisme - Histoire, théorie, critique* (Les Livres du nouveau monde). SEUIL. Histoire, théorie, critique., Éditions du Seuil, 2020

168 Mudde, C. (2004). The Populist Zeitgeist. *Government and Opposition*, 39(4), 541-563

termes *naród* (la nation) ou *obywatele* (les citoyens), comme opposé à tout ce qui n'est pas « le peuple ». Ce mécanisme axiologique peut être vertical (« le peuple » contre « l'élite ») ou horizontal, lorsque des individus ou des institutions sont considérés comme une menace directe pour « le peuple » par l'émetteur populiste (par exemple, les réfugiés, les minorités ethniques ou religieuses, les capitaux étrangers)[169] [170]. Le discours populiste tire les fils de l'anti-pluralisme, de l'anti-élitisme[171] ou de l'anti-institutionnalisme, qui peuvent être considérés comme les composantes permanentes de la vision populiste du monde social . Dans le discours populiste, « le peuple » est présenté non seulement en opposition à tous les « hors-groupes »[172], mais aussi au statu quo général, grâce auquel « *les populistes peuvent se définir non seulement par ce qu'ils défendent, mais aussi par l'opposition à d'autres personnes* »[173]. Il est important de noter que cette relation antagoniste entre « le peuple » et « l'élite » ou « les autres », rend « le peuple » ambigu et équivoque[174], car il peut être défini en niant « les autres » ou « l'élite »[175]. « Le peuple » ne peut être ni la somme totale des citoyens, ni la liste complète de l'électorat démocratique. D'une part, les populistes reconnaissent que « le peuple » ne peut être unifié, mais ils utilisent le terme « peuple » comme une construction abstraite, qui fonde la légitimité de l'État démocratique par le biais d'une constitution. Le populisme et le nationalisme ont été étroitement liés conceptuellement. Dans le volume fondateur de Gellner et Ionescu sur le populisme, Stewart[176] va jusqu'à appeler le populisme « *une forme de nationalisme* ». Un exemple plus récent est l'argument selon lequel « le peuple » dans le populisme fait référence à « *l'ethnos plutôt qu'au demos* »[177] ou à la fois à *l'ethnos* et au *demos*[178]. Le nationalisme s'articule conceptuellement autour d'un groupe construit d'une manière nationaliste particulière. La nation est le « principe d'organisation »[179] qui fait de tous les différents nationalismes des nationalistes, ou en termes de théorie du discours, le point nodal autour duquel le discours nationaliste est structuré[180]. Dans le nationalisme, d'autres signifiants tels que l'État, la

169 Moroska, A. (2010). *Prawicowy populizm a eurosceptycyzm*. Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego, pp. 26-27

170 Mény Y., Surel Y., *The fundamental ambiguity of populism*, in Mény, Y., Surel, Y., Tame, C., de Sousa, L., Gąsior-Niemiec, A., & Szacki, J. (2007). *Demokracja w obliczu populizmu*. Oficyna Naukowa, p. 15

171 Mudde, C. (2016). *The Populist Radical Right : A Reader* (Routledge Studies in Extremism and Democracy) (1re éd.). Routledge.

172 Laclau, E., & Szkudlarek, T. (2009). *Rozum populistyczny*. Wydawnictwo Naukowe Dolnośląskiej Szkoły Wyższej.

173 Moroska, A. (2010). *Prawicowy populizm a eurosceptycyzm*. Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego, p 27

174 Mény Y., Surel Y., *The fundamental ambiguity of populism*, in Mény, Y., Surel, Y., Tame, C., de Sousa, L., Gąsior-Niemiec, A., & Szacki, J. (2007). *Demokracja w obliczu populizmu*. Oficyna Naukowa, p. 41

175 Bennett, W. L., & Pfetsch, B. (2018). Rethinking Political Communication in a Time of Disrupted Public Spheres. *Journal of Communication*, 68(2), p. 246

176 Stewart, Angus, « The social roots », in Gellner, G. E. A. E. I. (1969). *Populism : its meanings and national characteristics* ; (The Nature of human society series) (1st Edition). Macmillan.

177 Akkerman, T. (2003). Populism and Democracy : Challenge or Pathology ? *Acta Politica*, 38(2), 147-159

178 Taguieff, P. A. (1997). Le populisme et la science politique du mirage conceptuel aux vrais problèmes. *Vingtième Siècle*, revue d'histoire, 56(1), 4-33

179 Greenfeld, L. (1993). *Nationalism : Five Roads to Modernity* (2nd Edition). Harvard University Press.

180 Sutherland, C. (2005). Nation-building through discourse theory. *Nations and Nationalism*, 11(2), 185-202

terre, la liberté, la démocratie et la culture acquièrent un sens par rapport à la nation signifiante[181]. Le populisme est donc un discours centré sur les points nodaux que sont le « le peuple » et « l'élite », dans lequel le sens du « peuple » et de « l'élite » est construit à travers un antagonisme vertical entre « le peuple » en tant que grand groupe impuissant et « l'élite » en tant que petit groupe illégitimement puissant. Les populistes prétendent représenter « le peuple » contre une (certaine) « élite illégitime », et construisent leurs revendications politiques comme représentant la volonté du « peuple »[182]. Une définition théorique du discours se concentre sur la manière dont le populisme construit discursivement « le peuple » dans les définitions du populisme comme un style de communication ou de performance politique qui parle et/ou fait appel au « peuple »[183] [184]. Elle met également en évidence de manière plus explicite la construction du « peuple » comme un ensemble d'idées, sur le rôle que le peuple et l'élite devraient jouer en politique[185].

Le peuple est opposé aux migrants et aux autres groupes nationaux. En effet, les politiques populistes de droite, comme celles du PiS, interpellent les « gens ordinaires », les premières victimes de la société multiculturelle, en utilisant des arguments nationalistes d'exclusion. Ils vivent dans des zones urbaines pauvres où le taux d'immigration est élevé, ils ont des taux d'éducation plus faibles et perdent leur emploi au profit des immigrés, ou voient leurs pensions déjà faibles menacées par le coût de l'octroi de l'asile aux réfugiés. La dimension socio-économique joue ici un rôle crucial, mais elle est subordonnée au nationalisme et mise à son service. L'articulation du populisme et du nationalisme d'exclusion sert donc à légitimer les revendications nationalistes d'exclusion en tant que représentation de la volonté du peuple. Cela permet au parti au pouvoir de se défendre contre les critiques. En se présentant comme la voix du peuple et en légitimant leurs revendications nationalistes d'exclusion comme la volonté de la majorité (silencieuse), la démocratie se retourne contre les droits démocratiques libéraux des personnes d'origine étrangère[186] [187]. Le signifiant populiste « l'élite » acquiert lui aussi un sens par l'articulation avec le nationalisme d'exclusion. Le principal argument du populisme pour qualifier l'élite d'illégitime est un argument nationaliste. L'une des principales revendications est que l'élite politique a fait progresser les droits des étrangers

181 *Freeden, M. (1998).* Is Nationalism a Distinct Ideology ? Political Studies, 46(4), 748-765»
182 *On Populist Reason* (Phronesis) by Ernesto Laclau (2005–07-04). (2021). Verso Books.
183 Jagers, J., & Walgrave, S. (2007). Populism as political communication style : An empirical study of political parties' discourse in Belgium. *European Journal of Political Research*, 46(3), 319-345
184 Moffitt, B., & Tormey, S. (2013). Rethinking Populism : Politics, Mediatisation and Political Style. *Political Studies*, 62(2), 381-397
185 Canovan, Margaret, « Taking politics to the people : populism as the ideology of democracy », in Meny, Y., & Surel, Y. (2002). *Democracies and the Populist Challenge* (1st ed. 2002 éd.). Palgrave Macmillan.
186 Faludi, J. (2014). Democracy and populism : friend or foe ? A review of Cas Mudde and Cristóbal Rovira Kaltwasser (eds.) *Populism in Europe and the Americas. Threat or corrective for democracy ?* (Cambridge University Press 2012). Corvinus Journal of Sociology and Social Policy, 5(2), 151-157
187 Rydgren, J. (2007). The Sociology of the Radical Right. *Annual Review of Sociology*, 33(1), 241-262

et des immigrants au détriment des intérêts de sa propre nation[188]. « L'élite » ne représenterait pas le « peuple », au contraire, elle le trahirait (en tant que nation et en tant qu'opprimé) en raison de sa position sur l'immigration et la société multiculturelle. Cet argument n'est pas limité à l'élite politique, mais est également utilisé pour critiquer les artistes, les intellectuels, les journalistes, les universitaires et donc les opposants politiques. Dans le cadre de leur rejet de la société multiculturelle, les nationalistes populistes ont également rejeté avec acharnement les membres de l'élite de l'État-nation qui ne font pas partie de la nation. Les Juifs ont été rejetés de manière évidente en tant qu'élite étrangère et cosmopolite qui sape la forme de la nation au sein de l'État-nation, à un moment donné de l'Histoire. Au-delà de ces élites « étrangères » au niveau de l'État-nation, le PiS a critiqué avec acharnement les dirigeants d'autres pays et d'organisations supranationales en tant qu'élites illégitimes (la Russie, l'Allemagne, en particulier l'Union Européenne), pour leurs politiques multiculturalistes et mondialistes, pour leurs violations de la souveraineté de la nation sur son État et pour leur simple appartenance à une élite internationale et cosmopolite. Ces notions font généralement référence à l'inclusion ou à l'exclusion de classes sociales particulières, de groupes ethniques et culturels spécifiques, ainsi que de « l'élite »[189] [190]. Cependant, si seul l'antagonisme entre le peuple (en tant qu'opprimé) et l'élite (illégitime) est inhérent au populisme, alors l'exclusion de groupes socio-économiques ou ethnoculturels (ou autres) spécifiques n'est pas une question de populisme en soi. Elle est le résultat de l'articulation du populisme avec d'autres discours (le socialisme par exemple, ou le nationalisme pour le PiS). En Europe, non seulement les différents partis populistes de droite radicale partagent un nationalisme fort et d'exclusion, mais beaucoup d'entre-eux se présentent en même temps comme les défenseurs de l'identité et de la civilisation européennes contre l'immigration et l'islamisation (à travers les nouveaux immigrants musulmans et les populations musulmanes existantes). Cela s'articule avec un rejet populiste des élites européennes qui «favorise» l'immigration, le multiculturalisme et l'islamisation, ou avec une proximité politique et idéologique prononcée envers l'Église (comme le lien étroit entre Église et PiS).

3) Le PiS, à la fois pouvoir de la majorité et menace pour la démocratie

Lorsqu'un dirigeant tire son pouvoir de sa prétention à parler au nom du peuple sans contraintes institutionnelles, ce n'est qu'un pas de plus vers l'autoritarisme et l'empiétement sur les droits des

188 Mudde, C. (2016). *The Populist Radical Right : A Reader* (Routledge Studies in Extremism and Democracy) (1re éd.). Routledge.

189 Jagers, J., & Walgrave, S. (2007). Populism as political communication style : An empirical study of political parties' discourse in Belgium. *European Journal of Political Research*, 46(3), 319-345

190 Mudde, C., & Rovira Kaltwasser, C. (2012). Exclusionary vs. Inclusionary Populism : Comparing Contemporary Europe and Latin America. *Government and Opposition*, 48(2), 147-174

minorités[191]. Plus controversé encore, lorsque des individus politiquement mobilisés se rendent compte que leur groupe est indéterminé, les mouvements politiques ont tendance à rechercher un terrain d'unité populaire sous la forme d'une identité nationale, religieuse, ethnique ou raciale politisée[192]. Plutôt qu'un vague « peuple » , les partis populistes deviennent souvent un « nous » racial, religieux ou national, défini en partie par l'exclusion d'un « eux » différent sur le plan racial, religieux ou national[193]. Ainsi, dans tout appel au « peuple historique », il y a toujours un risque de se tourner vers la xénophobie et l'exclusion politique violente[194]. Selon Mudde, un peuple démocratique devrait être la totalité de l'électorat pluriel d'un pays. Mais si l'on considère le populisme avant tout comme une idéologie de parti, il faut aussi considérer que dans une démocratie, « le peuple » ne peut être le peuple envisagé par les populistes. Au contraire, le peuple démocratique doit être la totalité de l'électorat, qui comprend donc les autres partis, ainsi que les membres de l' « élite » que les populistes évitent. Le « peuple » des populistes n'est donc pas un groupe qui peut être objectivement décrit. Le groupe est plutôt le produit de performances politiques grâce auxquelles les dirigeants politiques établissent une relation avec ceux qui participent activement au processus politique. Ainsi, Moffit et Tormey expliquent que lorsqu'un leader prétend parler au nom du « peuple », il ne parle pas au nom de tous les citoyens. En fait, « le peuple » n'inclut pas - et ne peut pas, en réalité - inclure tous les citoyens au sein d'une communauté donnée. Cependant, lorsque les populistes prétendent parler au nom du « peuple », ils tentent « de faire naître un sujet appelé « le peuple » : ils produisent ce qu'ils prétendent représenter[195]. L'appel du populisme à l'autorité d'une volonté populaire unitaire a longtemps été dénoncé par les théoriciens de la démocratie libérale comme une dangereuse perversion de la démocratie, voire une « logique proto-totalitaire »[196]. La crise des réfugiés syriens à l'été 2014 et la perspective de quotas imposés pour la réinstallation des immigrants ont fourni un nouveau débouché aux partis populistes, tels que le PiS, pour donner libre cours au nativisme et à la xénophobie. La question de l'immigration, un élément de base du discours politique de la droite radicale d'Europe occidentale pendant de nombreuses années, était auparavant peu présente dans la politique des pays d'Europe centrale et de l'Est et donc peu susceptible d'être exploitée par les populistes. Cependant, au lendemain de la crise syrienne, les partis qui ont souligné leur opposition à l'immigration ont immédiatement récolté des bénéfices. À cela s'ajoute l'absence relative de populisme de gauche, ce

191 Urbinati Nadia (1998). « Democracy and populism », *Constellations*, 5(1) : 110-24
192 Abts, K., & Rummens, S. (2007). Populism versus Democracy. *Political Studies*, 55(2), 405-424
193 Mouffe, C. (2005). *On the Political (Thinking in Action)* (1st éd.). Routledge
194 McKean, B. L. (2016). Toward an Inclusive Populism ? On the Role of Race and Difference in Laclau's Politics. *Political Theory*, 44(6), 797-820
195 Moffitt, B., & Tormey, S. (2013). Rethinking Populism : Politics, Mediatisation and Political Style. *Political Studies*, 62(2), 381-397
196 Abts, K., & Rummens, S. (2007). Populism versus Democracy. *Political Studies*, 55(2), 405-424

qui reflète la compatibilité des attitudes nationalistes, traditionalistes et autoritaires avec les positions économiques anti-marché. Les populistes de droite ont pu exprimer sans difficulté cette combinaison de points de vue idéologiques. Effectivement, en Europe, des partis nationalistes de droite ayant un discours populiste anti-*establishment* ont émergé ou se sont renforcés ces dernières années en articulant des positions anti-immigrants et anti-intégration européenne qui ont trouvé une expression limitée dans les organisations des partis traditionnels[197] [198]. Ce faisant, ils ont déclenché de nouvelles formes de contestation démocratique sur des questions qui étaient auparavant ignorées ou réprimées, obligeant les partis traditionnels à prendre position sur des questions qui se situent souvent en dehors de leur zone de confort. La mobilisation populiste émerge et prospère lorsque les systèmes de partis établis sont incapables d'offrir une représentation efficace à la pluralité des intérêts que l'on trouve dans les sociétés modernes. À son niveau le plus élémentaire, le populisme offre donc un correctif à une représentation déficiente et se situe au mieux dans la sphère représentative de la politique démocratique, même lorsqu'il clame son hostilité aux institutions représentatives établies. Le populisme est donc, par essence, polarisant, en plus d'être parasitaire de la démocratie parce que la démocratie est le régime et la forme politique au nom duquel il revendique sa propre légitimité et conteste la légitimité des majorités existantes et des démocraties constitutionnelles ; de plus, il est parasitaire de la démocratie représentative parce qu'il la conteste au nom d'une représentation exclusive et indivisible du peuple. Le populisme remet donc principalement en cause l'identification de la démocratie avec la représentation politique pluraliste et la limitation constitutionnelle du pouvoir de la majorité, deux conditions conformes à une vision de l'autonomie politique qui a pour noyau les citoyens. Le populisme est parasitaire non pas tant sur la démocratie que sur la démocratie représentative ; il n'est pas extérieur à la démocratie représentative mais lui fait concurrence sur la signification et l'utilisation de la représentation comme moyen de revendiquer, d'affirmer et de gérer la volonté du peuple. La revendication représentative du populisme est à l'origine de la contestation radicale de la démocratie parlementaire par le populisme. Ainsi, le populisme est une politique à contre-courant car s'il partage avec la démocratie les deux principes fondamentaux du peuple et de la majorité, il n'offre pas la même réponse lorsqu'il prétend être le gouvernement du peuple.

**

197 Mudde, C. (2016). *The Populist Radical Right : A Reader* (Routledge Studies in Extremism and Democracy) (1re éd.). Routledge.

198 Art, D. (2011). *Inside the Radical Right : The Development of Anti-Immigrant Parties in Western Europe* (Illustrated éd.). Cambridge University Press.

Il semble donc que le PiS soit responsable de la polarisation actuelle de la société polonaise. De plus, il s'est alimenté des tensions avec le reste de la société polonaise. Le PiS semble avoir instrumentalisé la polarisation et l'avoir utilisé comme une stratégie politique. L'effet polarisant du PiS s'observe par la critique, la décrédibilisation et les accusations constantes du PiS envers l'opposition politique, ce qui a pour conséquence d'exacerber les tensions sociales et politiques (formation d'un antagonisme entre partisans et détracteurs du parti au pouvoir). Ensuite, le PiS polarise la société polonaise par ses campagnes politiques agressives (incriminations, campagne de diabolisation, etc.) et ses positions controversées, clivantes et contestées sur des questions sociales de premier plan (droit des homosexuels ou sur le droit à l'avortement). Enfin, le PiS renforce la division et la fragmentation de la société par son discours politique nationaliste (un nationalisme d'exclusion) et sa communication populiste (« eux » et « nous »). Le PiS apparaît alors comme cause de la polarisation de la société polonaise, phénomène qui la propulsé au pouvoir de l'État et qui a permis sa réélection en 2019. La percée, puis la réussite politique du parti au pouvoir démontre qu'il tire sa légitimité de la majorité. Toutefois, le PiS constitue une menace sérieuse pour l'État de droit et la démocratie en Pologne, comme le démontre l'orientation autoritaire et illibérale que semble prendre le parti au pouvoir (contrôle du pouvoir judiciaire par l'exécutif, contrôle des médias publics, menace sur l'État de droit, l'inexistence de l'égalité face à la loi, fragilisation de la séparation des pouvoirs, répression policière de la contestation populaire, volonté de rendre les manifestations illégales, etc.).

Les élections de 2019 se sont caractérisées par deux éléments distincts : la (courte) victoire du PiS et la grande mobilisation de l'opposition (en réaction aux années de pouvoir du PiS). La Pologne, dirigée par le parti Droit et Justice, semble se diriger lentement vers un régime autoritaire. Cependant, cette hypothèse est à nuancer car la contestation populaire gronde et une grande partie de la population polonaise n'accepte pas les lois et réformes adoptées par le gouvernement du PiS. La démocratie semble alors ne pas être en danger ; à mesure que les années au pouvoir du PiS s'accumulent, le nombre des mouvements d'oppositions et de manifestations augmentent et prolifèrent. En effet, les réformes et lois controversées adoptées par le gouvernement ont engendré le courroux, l'exaspération et l'animosité d'une partie de la population polonaise envers le PiS (particulièrement les plus libéraux). La polarisation semble avoir influencé péjorativement la popularité du PiS. Cela se manifeste concrètement par le mécontentement des Polonais, qui manifestent et protestent contre le gouvernement. Mais l'opposition, outre le PO qui peine à concurrencer sérieusement le PiS, se décline en plusieurs formations politiques distinctes, ce qui l'empêche de représenter une menace politique sérieuse pour le PiS.

***

III] La polarisation de la société polonaise entre partisans et opposants du PiS

A) Les raisons du succès électoral du PiS, révélatrices d'une société politiquement polarisée

1) Une campagne électorale mobilisatrice

Ces élections de 2019 furent particulières, en termes de participation et de mobilisation électorale. Effectivement, la mobilisation électorale fut forte, tant du côté de l'électorat du PiS que de l'opposition. L'opposition se composait de divers mouvements hétéroclites : de mouvements sociaux tels que le Comité de défense de la démocratie (*Komitet Obrony Demokracji*, KOD mouvement contestataire et d'opposition qui organisent des manifestations antigouvernementales dès 2015, protestant pour la défense de l'indépendance de la justice, de la démocratie et de l'État de droit en Pologne), le mouvement « grève des femmes » (revendications en faveur du droit à l'avortement, du respect des droits des femmes et des personnes LGBT, de la séparation de l'Église de l'État, de l'indépendance de la justice, de la défense de la démocratie)[199], mais aussi des membres de la « Marche des milles robes » notamment (mouvement social qui organisent des manifestations contre la politisation du système judiciaire par le PiS, dénonçant la nomination arbitraire de juges polonais par le nouveau Conseil national de la magistrature, contrôlé par le pouvoir)[200].
La mobilisation des électeurs du PiS fut aussi importante, tenus notamment par des liens « clientélistes » (attachés aux programmes sociaux, notamment le programme 500+) et grandement influencés par l'Église catholique qui s'est clairement positionné en faveur du PiS[201]. Cette campagne de 2019, plus que celle de 2015, a mis en exergue la polarisation de la société polonaise. La société polonaise se caractérisait déjà par une nette distinction d'opinions politiques (entre PO et PiS) et par des clivages sociaux en 2015, que la campagne de 2019 a considérablement renforcé. Le style et la forme de campagne adoptés par le PiS a nettement contribué à consolider les formations rivales et à radicaliser les oppositions. Andrzej Duda a organisé sa campagne politique autour de thématiques sensibles en Pologne, qui ont tendance à cliver la société polonaise, comme la problématique des réfugiés, le mariage homosexuel, l'avortement, la justice, etc.. Cette stratégie a orienté le débat politique, ce qui s'est avéré payant pour Duda, qui fut présenté comme le défenseur de la Pologne traditionnelle et catholique, alors que le PiS présentait le candidat de l'opposition, Rafal Trzaskowski, comme une menace, Dorota Dakowska écrit que « *cette orientation du débat visait à présenter Trzakowski comme une menace contre l'ordre traditionnel […] La campagne est*

199 Le Figaro, « Avortement : en Pologne, la « grève des femmes » prend de l'ampleur », novembre 2020
200 Iwaniuk Jakub, « En Pologne, archiver la contestation », *Le Monde*, février 2021
201 Dakowska Dorota (juillet 2020). « Ce scrutin dément les théories sur l'apathie des électeurs polonais », *Le Courrier d'Europe Centrale*

très polarisée. Le PiS présente Duda comme le défenseur des valeurs traditionnelles, de la famille, du catholicisme. Les militants pro-Trzaskowski présentent eux-mêmes leur candidat comme un défenseur de la constitution et de la démocratie, des libertés et comme dernier rempart avant l'autoritarisme »[202].

À la polarisation sociale, historique et politique, s'ajoute la polarisation géographie révélatrice de la mobilisation électorale et de la division géographique de l'électorat polonais. En effet, la géographie électorale est intéressante à analyser : hors mis la traditionnelle opposition « villes-villages » (urbain-rural), elle témoigne d'une polarisation du pays, d'une division géographique et politique de l'électorat polonais. L'Ouest, le Nord ainsi que les grandes villes de Pologne soutenaient le candidat libéral Rafal Trzaskowski, alors que la Silésie (Est et Sud-Est de la Pologne), les petites villes et les villages soutiennent massivement Andrzej Duda[203] (annexe 7 et 8). Le PiS, par ses politiques, ses mesures et ses lois, qui en plus de susciter la controverse et la contestation populaire, a profondément divisé une société qui était déjà fragilisée et en proie aux tensions sociales et politiques. Les politiques du PiS et leurs effets polarisants ont entraîné l'exclusion croissante et la non-intégration de plus en plus de groupes sociaux dans la communauté nationale (jugés comme n'étant pas de « vrais Polonais »). La discrimination ouverte à l'encontre des minorités et la privation de leurs droits civils ont suivi la crise majeure de l'État de droit. L'absence de contrôle de la pandémie par le gouvernement et la menace de perte des fonds de l'UE ont renforcé la résistance sociale, l'augmentation de la participation civile, mais aussi la polarisation et la division de la société. Cela se traduit concrètement par une mobilisation électorale et une participation accrue aux élections de 2019 et 2020. Le politologue polonais, spécialiste du comportement électoral Mikołaj Cześnik expliquent que la mobilisation électorale est liée à la polarisation politique croissante, à la compétitivité accrue des élections et à l'identification des partis politiques chez les électeurs[204]. L'augmentation de la participation politique, qui se traduit par une hausse significative de la participation électorale, semble être une bonne nouvelle pour la démocratie en Pologne. Cependant, la polarisation politique vient contraster ce constat. La polarisation rend plus difficile le compromis et la tolérance. L'influence de l'idéologie est plus forte avec la polarisation, qui alimente également les conflits et les tensions, ce qui rend tout accord ou consensus politique et/ou social plus difficile[205]. L'augmentation de la résistance sociale et de la participation civile peut être observée dans l'apparition de nouvelles initiatives civiques et de

202 *Ibid*., p6

203 Wyborcza.pl, « Wyborcza mapa Polski: wyspy opozycji i wysepki PiS » (trad. « Carte électorale de la Pologne : îlots de l'opposition et îlots du parti Droit et Justice »), juillet 2020 in Dakowska Dorota, « Ce scrutin dément les théories sur l'apathie des électeurs polonais », *Le Courrier d'Europe Centrale*, juillet 2020, p8

204 Cześnik, Mikołaj, Rafał Mista, and Marta Zerkowska-Balas. (2020). « Uczestnictwo i mobilizacja w wyborach parlamentarnych 2019 roku ». ˙ *Studia Socjologiczne*, 2020, 4: p. 91

205 Ibid., p. 97

nouveaux mouvements sociaux de contestation du pouvoir, par exemple la « Grève des femmes », la candidature d'opposition de Szymon Franciszek Hołownia (qui fonde un parti – « *Polska 2050* »–, dont le programme peut se résumer en un ras-le-bol de la politique actuelle et de la puissance du PiS et du PO, qui dominent la scène politique nationale[206]), et le Comité pour la défense de la démocratie (*Komitet Obrony Demokracji*), ils ont tous pour objectif commun de rétablir l'ordre démocratique en Pologne, de tenter de réunir les Polonais (en diminuant la polarisation de la société et de la politique) et de s'opposer au PiS. Les mouvements sociaux sont d'ailleurs le moteur du changement social[207], et ceux dirigés contre le gouvernement PiS sont de plus en plus nombreux. Le PiS, par les médias qu'il contrôle, par sa communication politique (qualifiée parfois de « propagande ») agressive envers l'opposition, par ses réformes controversées, par ses lois contestées et par ses programmes sociaux, a grandement contribué à la polarisation de la société et du paysage politique polonais, en radicalisant les oppositions et en renforçant les divergences. Incontestablement, les années au pouvoir du PiS ont eu un effet polarisant sur la société et sur l'échiquier politique de la Pologne, comme l'illustre le meurtre de Pawel Adamowicz, maire de Gdansk et membre du PO, assassiné en janvier 2019 (annexe 9), révélateur d'une société profondément divisée. L'opposition politique entre le PiS, les libéraux de la Plate-forme civique et de la gauche, *Lewica,* a entraîné un choc des valeurs conservatrices et libérales aboutissant à un assassinat symptomatique du contexte politique et social de la Pologne. Ce meurtre intervient dans un climat de « haine », alimenté par les responsables politiques et par les médias. Les deux grands quotidiens polonais *Gazeta Wyborcza* et *Rzeczpospolita* ont même qualifié cet assassinat de « crime politique ». Au cours des manifestations qui ont suivi, certains manifestants accusaient même le PiS d'avoir exacerbé les tensions et d'avoir plongé la Pologne dans un climat de haine, les tenants, en parti, pour responsable du meurtre du maire de Gdansk[208].

2)Le PiS et l'opposition à *l'establishment*

Si le populisme a constitué une force électorale importante, il n'a été décisif que dans une minorité de cas. Même dans les pays où les partis populistes ont connu un plus grand succès, la force du populisme a eu tendance à fluctuer plutôt qu'à s'accumuler, les partis populistes restant soumis aux lois normales de la concurrence entre partis, comme on l'a vu avec la courte victoire du PiS aux élections de 2019. Ce n'est qu'en Hongrie que les partis populistes ont réussi à accumuler suffisamment de pouvoir pour apporter des changements au système politique qui ne pouvaient pas

206 Le Petit Journal, « Élection présidentielle polonaise : portrait de Szymon Holownia », juin 2020

207 Kolasa-Nowak, A. (2016). Socjologia historyczna polskich zmian społecznych. Od powstania Solidarności do transformacji systemowej. *Annales Universitatis Mariae Curie-Sklodowska*, sectio I – Philosophia-Sociologia, 40(2), 19

208 Le Monde, « La Pologne en état de choc après l'assassinat au couteau du maire de Gdansk », janvier 2019

être facilement renversés par les partis concurrents. Le populisme est souvent, d'après l'oxymore de Schumpeter, une force de « destruction créatrice » pour les systèmes de partis nationaux[209]. L'espace politique pour le populisme est ouvert par l'incapacité des partis établis à représenter efficacement les intérêts ou les sentiments saillants dans le corps politique. Le populisme prospère là où les partis traditionnels sont en crise, ou du moins là où ils excluent ou ignorent les grands courants d'opinion qui se voient refuser les canaux d'expression institutionnalisés. La montée des alternatives populistes contribue donc à cristalliser ces échecs de représentation, à affaiblir ou à supplanter les organisations traditionnelles des partis. D'un autre côté, le populisme peut apporter une correction au moins partielle aux déficiences de représentation en offrant aux citoyens de nouveaux dirigeants, partis ou canaux plébiscitaires qui articulent les préférences et favorisent l'incorporation politique de secteurs précédemment exclus ou aliénés. Au minimum, donc, la montée d'une alternative populiste ajoute un nouveau prétendant à toute arène démocratique nationale ; au maximum, elle peut balayer les organisations traditionnelles des partis et reconfigurer fondamentalement les contours de la représentation et de la contestation démocratiques. Bien que le populisme ait été défini de multiples façons, pratiquement toutes les conceptualisations considèrent qu'une sorte d'appel à l'anti-*establishment* des masses électorales est au cœur du phénomène politique. Le populisme est, en bref, l'expression par excellence d'une politique anti-élite et anti-*establishment*. Des courants populistes émergent soit au sein d'un parti dominant et remettent en question les structures de direction traditionnelles, soit, plus généralement, ils émergent en dehors et contre les partis traditionnels et promettent au « peuple » un mode de représentation politique plus authentique. Le compte rendu sociologique de Lipset et Rokkan[210], par exemple, qui fait autorité sur l'origine des systèmes de partis, suggère que les systèmes de partis modernes sont fondés sur des clivages sociopolitiques historiques profonds qui "figent" les alignements concurrentiels en place une fois que le suffrage universel est atteint et que l'électorat a été entièrement mobilisé dans des camps de partis rivaux. De même, Bartolini et Mair[211] constatent que les partis établis, fondés sur de profonds clivages sociaux, peuvent fermer le marché électoral aux nouveaux venus. D'autres travaux soulignent la tendance des compétitions électorales régulières à "habituer" les électeurs et donc à forger des identités partisanes stables[212], ou les effets socialisants des réseaux familiaux et sociaux qui nourrissent des loyautés partisanes durables[213].

---

209 Roberts, Kenneth M., « Parties and populism in Latin America », in Torre, C. D. L. (2013). *Latin American Populism in the Twenty-First Century*. JHUP., p40

210 Lipset, Seymour Martin and Stein Rokkan, « Cleavage structures, party systems, and voter alignments : an introduction », in Lipset, S. M., & Rokkan, S. (1968). *Party Systems and Voter Alignments*. Free P. p50

211 Bartolini, S., & Mair, P. (2007). *Identity, Competition and Electoral Availability : The Stabilisation of European Electorates 1885–1985* (ECPR Classics Series). ECPR Press.

212 Converse, P. E. (1969). Of Time and Partisan Stability. *Comparative Political Studies*, 2(2), 139-171

Ces clivages sont censés ancrer les électeurs dans des camps partisans rivaux qui représentent des circonscriptions sociales distinctes avec des préférences programmatiques alternatives, limitant ainsi la mobilité individuelle des électeurs, réduisant la volatilité électorale et fermant le marché électoral à de nouveaux candidats partisans (comme on peut l'observer avec la domination de la scène politique par le PiS et le PO, les autres formations politiques alternatives peinent à exister, du moins à concurrencer sérieusement les deux parties dominants)[214]. Cette représentation politique gelée pose toutefois problème. En particulier, Katz et Mair[215] ont fait valoir que l'ancrage social des partis établis peut progressivement se flétrir au fil du temps à mesure qu'ils alternent les fonctions publiques et s'enracinent dans les institutions de l'État. Les organisations de parti peuvent se professionnaliser de plus en plus et dépendre des ressources de l'État, ce qui érode leurs branches de base et leurs liens avec les acteurs sociaux. C'est particulièrement le cas lorsque les clivages sociaux fondés sur la classe et la religion se sont eux-mêmes affaiblis et sont devenus plus fluides en raison de la mobilité sociale, de l'expansion des classes moyennes et de la laïcisation de la société[216].
Le populisme prospère donc dans des contextes d'échecs ou de carences de représentation, lorsque les partis politiques traditionnels ont perdu le contrôle du marché électoral en raison de la mobilisation de circonscriptions de masse auparavant non constituées en société, de la cartellisation organisationnelle, de l'échec des performances ou de la convergence des programmes et de la dérive électorale. Dans ces contextes, de grands blocs d'électeurs sont susceptibles de se prêter à des formes de mobilisation politique contre *l'establishment*. Le populisme est donc un phénomène politique intrinsèquement contestataire qui remet en question les organisations de partis et les institutions représentatives traditionnelles. Le positionnement de droite de ces partis est attribuable à leurs positions sur les questions nationalistes et culturelles, car elles ne sont pas définies par des engagements idéologiques en faveur de l'orthodoxie du marché ; bien que certains aient des racines néolibérales ou anti-fiscales, ils sont de plus en plus enclins à des formes de « chauvinisme social » qui défendent des États providence nationaux généreux contre les coûts de la prise en charge des populations immigrées (comme on peut le voir avec le discours politique du PiS)[217].
Paradoxalement, compte tenu de leurs propres tendances chauvines et illibérales[218], ils prétendent

213 Zuckerman, A. S., Dasovic, J., & Fitzgerald, J. (2007). *Partisan Families : The Social Logic of Bounded Partisanship in Germany and Britain* (Cambridge Studies in Public Opinion and Political Psychology). Cambridge University Press.
214 Bartolini, S., & Mair, P. (2007). *Identity, Competition and Electoral Availability : The Stabilisation of European Electorates 1885–1985* (ECPR Classics Series). ECPR Press.
215 Katz, R. S., & Mair, P. (1995). Changing Models of Party Organization and Party Democracy. *Party Politics*, 1(1), 5-28
216 Franklin, M., Mackie, T., & Valen, H. (2009). *Electoral Change : Responses to Evolving Social and Attitudinal Structures in Western Countries* (ECPR Classics Series) (2e éd.). ECPR Press.
217 Mudde, C. (2016). *The Populist Radical Right : A Reader* (Routledge Studies in Extremism and Democracy) (1re éd.). Routledge.
218 Kriesi, H. (2014). The Populist Challenge. *West European Politics*, 37(2), 361-378

également défendre les valeurs libérales occidentales contre les importations culturelles - l'Islam en particulier - qu'ils considèrent comme hostiles au droit des femmes et aux libertés individuelles, mais qu'ils conçoivent également comme une menace face au christianisme (instrumentalisation de ces questions de société). Néanmoins, comme le soutient Kriesi[219], les modèles à long terme de désalignement des systèmes de partis liés aux changements structurels tels que le post-industrialisme, la mondialisation et l'intégration européenne ont permis aux partis nationalistes et populistes de droite d'attirer des secteurs moins éduqués et de la classe ouvrière de la population qui étaient souvent en perte de vitesse dans la transformation structurelle. Les structures d'opportunité politique sont sans doute devenues encore plus favorables lorsque ces modèles de désalignement à long terme ont été renforcés par une série de facteurs plus conjoncturels, notamment les coûts politiques de la crise financière post-2008, la convergence des partis traditionnels sur des mesures d'austérité et la poussée de l'immigration en Europe. Cette combinaison de facteurs a affaibli l'emprise des partis traditionnels sur l'électorat et a créé des bases potentielles de soutien social pour les appels à l'anti-*establishment* et au chauvinisme social des partis populistes de droite. Le PiS a su tirer profit de cette crise de représentation politique et est parvenu à mobiliser un électorat important.

3) La réussite du programme sociale du PiS

Le PiS, par son programme et sa campagne politique, est très populaire et bénéficie d'une large partie de l'électorat polonais, surtout auprès des classes populaires[220]. En 2015, le PiS était un authentique gouvernement pour la majorité des Polonais, comme le démontre le programme social ambitieux (« famille 500+ » – « *Rodzina* +500 ») et les politiques redistributrices du PiS. En effet, le gouvernement a mis en place une généreuse politique sociale, qui prévoit une aide financière pour toutes les familles avec enfants (programme de versements d'allocations mensuels) de 500 zlotys (soit environ 112€) mensuels par enfants. Ce programme social est devenu le projet phare du PiS et a contribué de manière significative au succès et à la popularité du PiS, au point que le maire de Varsovie, principal opposant d'Andrzej Duda, a reconnu son efficacité et son succès, et a promis de ne pas remettre cette politique en question[221]. Le PiS présente cette aide comme un soutien à l'institution traditionnelle qu'est la famille, et la conçoit comme une réponse à l'injustice du

219 Kriesi, Hanspeter, « Contexts of party mobilization », in Hanspeter Kriesi, Egar Grande, Romain Lachat, Martin Dolezal, Simon Bornshier, and Timotheos Frey (eds), *West European Politics in the Age of Globalization*, New York : Cambridge University Press, 23-52, 2008

220 Dakowska Dorota, « Ce scrutin dément les théories sur l'apathie des électeurs polonais », *Le Courrier d'Europe Centrale*, juillet 2020

221 *Ibid.*, p2

postcommunisme[222], avec trois objectifs principaux ; améliorer la situation démographique, réduire la pauvreté des plus jeunes et investir dans la famille[223]. Autre programme social qui a connu un franc succès : le programme d'investissement « *Dobry Start* » (« Bon Départ ») dans l'éducation des enfants polonais, qui se matérialise par une aide ponctuelle, pour tous les élèves qui commencent l'année scolaire, de 300 zlotys (soit 66€), jusqu'à ce que l'enfant atteigne ses vingt ans[224]. La popularité du PiS s'explique notamment par ces aides sociales généreuses, garantes de son succès auprès d'une majorité des Polonais, des classes populaires aux classes moyennes. À ces aides s'ajoutent également différents programmes sociaux ; comme « *Mieszkanie* + » qui permet aux personnes à revenus modestes de louer un appartement[225] ; « *Opieka 75+* » qui est une politique sociale dont l'objectif est d'améliorer l'accès aux services de soins, y compris les services de soins spécialisés, pour les personnes âgées de 75 ans et plus[226] ; « *Mieszkanie na Start* » qui un programme gouvernemental de subvention des loyers[227] ; ou encore le programme « *Retraite* + » destiné aux retraités, qui leur verse une pension supplémentaire de 1100 PLN bruts (soit 240€)[228].

4) Un succès politique en demi-teinte

Toutefois, le succès du PiS est à relativiser, il semblerait même que le PiS soit en phase de déclin. En effet, un sondage de OKO.press de janvier 2021[229] (annexe 10) met en exergue le déclin relatif de la droite au cours des dernières mois en Pologne, au point qu'elle serait en retrait de la scène politique et des intentions de vote et que le potentiel de la gauche s'accroîtrait. Selon les auteurs de cette enquête, la Pologne tournerait progressivement à gauche, à mesure que les divergences se creuseraient. L'enquête montre que le nombre de personnes les plus à droite a chuté. Le centre, centre-droit, gauche et centre-gauche restent profondément divisés entre plusieurs partis, tandis que le PiS domine complètement à droite : le balancier politique polonais est déséquilibré et penche clairement vers la droite radicale et conservatrice. Ce succès de la droite radicale polonaise, du PiS, s'explique en parti par un pluralisme de gauche et de centre-droit et par la difficulté des

222 Kinowska-Mazaraki Z. « The Polish Paradox: From a Fight for Democracy to the Political Radicalization and Social Exclusion », *Social Sciences*. 2021

223 Programme « *Rodzina 500+* », selon le site officiel du Ministère polonais de la famille, du travail et de la politique sociale

224 Programme « *Dobry Start* », selon le site officiel du Ministère polonais de la famille, du travail et de la politique sociale

225 Programme national pour le logement « *Mieskanie* + »

226 Programme « *Mieszkanie na Start* », selon le site officiel de la Banque nationale pour le développement (Bank Gospodarstwa Krajowego)

227 *Ibid.*

228 Programme « Emerytura+ » (retraite +), selon le site officiel du Ministère polonais de la famille, du travail et de la politique sociale

229 OKO.press, « Prawicowców ubywa, Polska powoli skręca w lewo [SONDAŻ OKO.PRESS] » (trad. « Il y a moins de personnes de droite, la Pologne se tourne lentement vers la gauche »), janvier 2021

différentes formations politiques opposantes à s'unir. Au centre et plus à gauche, la scène politique est divisée entre trois formations d'opposition : l'extrême gauche et le centre-gauche libéral (KO et *Polska* 2050), qui va de la gauche au centre-droit. Toutefois le nombre de Polonais se déclarant de gauche continue à augmenter, cette tendance devrait même être bénéfique aux partis de gauche et serait susceptible de contre-balancer la domination du PiS sur le scène politique polonaise à l'avenir. Encore à l'été 2020, après la victoire d'Andrzej Duda à l'élection présidentielle, il semblait que la position de la droite en Pologne n'était pas menacée. Cependant, l'automne a apporté deux problématiques politiques préoccupantes. Premièrement, l'ampleur de la deuxième vague de l'épidémie de coronavirus a surpris tout le monde, et le gouvernement mené par le PiS n'a pas été à la hauteur du défi, selon un sondage Ipsos pour OKO.press, seuls 34 % des Polonais pensent que le gouvernement gère bien l'épidémie, et 64 % d'entre-eux pensent le contraire. Deuxièmement, le verdict du prétendu Tribunal constitutionnel du 22 octobre, interdisant l'avortement des fœtus endommagés ou atteints d'une maladie incurable, a non seulement provoqué les plus grandes manifestations de rue de la Troisième République de Pologne, mais a également mobilisé une grande partie de la société contre l'interdiction de l'avortement ; dans un autre sondage Ipsos pour OKO.press, pas moins de 66 % des personnes interrogées ont déclaré qu' « une femme devrait avoir le droit d'interrompre sa grossesse jusqu'à la 12e semaine », tandis que 26 % seulement étaient contre. Ainsi, l'épidémie de COVID-19 et la loi controversée sur le droit à l'avortement furent décisifs et ont amené une partie considérable des Polonais à se détourner du PiS, ainsi que de la droite en général. D'août 2018 à juillet 2020 - dans huit sondages Ipsos consécutifs pour OKO.press - les pourcentages de Polonais déclarant avoir des opinions de droite et de gauche sont restés stables ; en moyenne, 31 % des personnes interrogées ont déclaré des opinions de gauche et de centre-gauche, et 57 % des opinions de droite et de centre-droit. La chute ne s'est produite qu'à l'automne 2020, parallèlement à une baisse du soutien au PiS de plus d'une douzaine de points de pourcentage. Dans le sondage OKO.press de novembre 2020, pas moins de 59 % des personnes interrogées ont également exclu de voter pour le PiS lors des prochaines élections présidentielles (en 2023), tandis que 16 % seulement ont déclaré qu'elles le feraient. Dans une autre question, 80 % des personnes interrogées ont déclaré que « le moment est venu pour Jaroslaw Kaczynski de se retirer de la politique », même au sein de l'électorat du PiS, 42 % le pensent[230].

Ce déclin relatif de la droite s'accompagne d'un désintérêt croissant, voire d'une aversion des Polonais pour l'Église. Au cours des deux dernières années, les Polonais se sont détournés en masse de l'Église catholique, principalement en réaction à une vague de scandales d'abus sexuels

230 OKO.press, « Kaczyński na emeryturę. Tego chce 80 proc. [SONDAŻ Ipsos dla OKO.press] » (trad. « Kaczyński va prendre sa retraite. C'est ce que veulent 80 % des Polonais »), novembre 2020

impliquant le clergé. Dans le sondage Ipsos pour OKO.press, la question posée en février 2019 était la suivante : « où la religion doit-elle être enseignée ? », les réponses « dans la paroisse » (52%) l'emportaient sur « à l'école » (44 %). En décembre 2020, seuls 27 % veulent la religion à l'école, contre 68% des sondés qui la veulent dans une paroisse. Le sondage OKO.press est une preuve de plus de la crise et du déclin de l'institution ecclésiastique en tant qu'autorité sociale (annexe 11). La plus grande baisse de confiance dans l'Église jamais enregistrée par OKO.press[231]. L'image de la « mission éducative » de l'Église en Pologne (à travers la catéchèse scolaire et la forte présence et influence de l'Église dans la vie publique) s'est effondrée et est devenue anachronique. Le seul parti politique qui soutien encore la religion à l'école est le PiS. Le programme PiS ne mentionne pas la catéchèse, mais la prononciation est évidente: la morale doit être enseignée par des prêtres, des religieuses ou des catéchistes laïcs. Le catholicisme est l'idéologie officielle du gouvernement du PiS - Jaroslaw Kaczynski a d'ailleurs répété à plusieurs reprises après les programmes électoraux du PiS de 2015 et 2019 qu'« *en dehors de l'enseignement social catholique, seul le nihilisme est possible en Pologne* ». Par conséquent, l'effondrement de l'autorité de l'Église mine également la confiance dans le PiS et la droite en général, la chute de popularité de l'Église semble précéder la chute de la droite et du PiS. Bien que les Polonais soient encore légèrement plus nombreux à se considérer de droite que de gauche, la tendance à s'engager dans des mouvements ou des organisations sociales de gauche est aujourd'hui très répandue, alors qu'elle est marginale dans les mouvements de droite. Comme le montre le sondage Ipsos, les Polonais soutiendraient le plus volontiers la grève des femmes (24%) et les tribunaux libres (20%). Le PiS bénéficie toutefois d'un électorat solide et concentre les intentions de vote (comme le montre l'annexe 12, d'un sondage mené par OKO.press en février 2021).

Comme en 2015, le PiS doit son résultat aux élections de 2019, - qui reste le meilleur-, à deux grands groupes d'électeurs : ceux qui vivent à la campagne et les Polonais, et surtout les Polonaises, de plus de 60 ans[232] (annexe 13). En effet, le PiS gagne toujours dans les campagnes, mais y a perdu jusqu'à 1/4 des électeurs par rapport à l'élection de 2015. Il semble que le principal bénéficiaire soit un nouvel acteur, à savoir le groupement de Szymon Holownia, qui peut compter sur 15% des électeurs ruraux. La situation est différente dans les grandes villes, où Holownia se compose principalement de l'électorat du KO. Les pertes subies par le parti au pouvoir parmi les jeunes électeurs (âgés de 18 à 29 ans et de 30 à 39 ans) sont grandes. Les mauvais résultats du PiS sont

231 OKO.press, « NIE dla religii w szkole. Aż 68 proc. za odesłaniem katechezy do parafii [sondaż OKO.press] », (trad. «Contre la religion à l'école. Jusqu'à 68 pour cent des Polonais veulent renvoyer la catéchèse à la paroisse », décembre 2020

232 OKO.press, « PiS może zapomnieć o trzeciej kadencji. Opozycja łatwo tworzy rząd [SONDAŻ OKO.press] », (trad. « Le PiS peut oublier la possibilité d'un troisième terme. L'opposition pourrait facilement former un gouvernement »), février 2021

probablement dus, selon les auteurs de l'enquête, à un mélange de fondamentalisme religieux et de désagréments liés à la pandémie de COVID-19. La décision du tribunal de Przyłębska, qui interdit presque totalement l'avortement, a rejeté les plus jeunes électeurs du PiS - ce sont principalement ces derniers qui ont protesté dans les rues. En outre, les restrictions liées à l'épidémie, aussi justifiées soient-elles, frappent aussi les jeunes le plus durement, c'est leur mode de vie qui est le plus restreint, les jeunes employés ont une position de plus en plus faible sur le marché déjà instable du travail[233].

B) Division de la société polonaise sur des questions politiques et sociétales

1) La radicalisation et opposition des opinions politiques

Les enquêtes et sondages menés par OKO.press permettent d'observer la radicalisation des opinions politiques et les clivages qui traversent la société polonaise, sur différentes questions politiques et sociales de premier plan. S'agissant de l'avortement, selon une enquête de novembre 2020 menée par CATI Ipsos pour OKO.press, 66 % des Polonais et des Polonaises sont pour le droit à l'avortement[234] (annexe 14). Un tel niveau de soutien au droit à l'avortement est probablement dû en partie aux manifestations de rue déclenchées par l'arrêt du Tribunal constitutionnel. Ce sondage met également en lumière la forte augmentation du soutien des jeunes, l'augmentation de l'approbation du droit à l'avortement chez les personnes âgées de 18 à 29 ans s'élève à 79 %. *A contrario*, la partie de la population qui soutient le moins le droit à l'avortement est les personnes de 60 ans et plus. Ce sondage est d'autant plus intéressant qu'il souligne les divergences d'opinion selon les électorats, on y constate un accroissement des attitudes libérales et progressistes envers le droit à l'avortement et un soutien exponentiel de ce droit dans la gauche polonaise. En effet, selon ce sondage, 24 % des électeurs du PiS seraient favorable au droit à l'avortement et 60 % contre, à l'opposé, les électeurs du KO (la Coalition civique – Koalicja Obywatelska, composée de la Plate-forme civique et de .Nowoczesna) seraient à 91 % pour le droit à l'avortement et seulement 3% contre. Toutefois, en évitant de regarder ces résultats à travers le prisme politique des partis et des électorats, globalement, beaucoup de Polonais restent contre le droit à l'avortement (52 % des sondés) et sont favorables à une forme d'interdiction, tandis que 43 % des Polonais interrogés sont favorables à une solution pour l'interruption de la grossesse. Pour les auteurs de cette enquête, la différence de résultats s'explique par la politisation de cette question de l'avortement et par la

233 *Ibid*.

234 OKO.press, « 66 proc. Polaków za prawem do aborcji. Rekordowy wynik w sondażu Ipsos dla OKO.press » (trad. « 66 % des Polonais pour le droit à l'avortement. Résultats enregistrés dans le sondage Ipsos pour OKO.press »), décembre 2020

méthodologie employée pour sonder. Les auteurs avancent en effet l'hypothèse selon laquelle l'orientation du débat public sur l'avortement vers la droite radicale, à savoir la politisation de l'avortement par le PiS, a amené les Polonais à interpréter différemment la notion de droit à l'avortement et d'interruption de grossesse. Ensuite, la question de l'avortement reste sensible, dans la société polonaise et donc dans les sondages, le résultat d'un sondage sur l'avortement dépend grandement de la méthodologie utilisée, et plus précisément, de la façon dont la question a été posée. Les proportions changent selon que l'on interroge les répondants sur les solutions techniques, statutaires, le point de vue personnel, ou que l'on sature la question de langage idéologique (« enfant à naître », « vie conçue », etc.). On y voit donc clairement l'influence de l'Église.

D'autres sondages, de décembre 2020[235], montrent que le parti Droit et Justice perd significativement du soutien, avec seulement environ 30% des Polonais qui optent pour le parti au pouvoir : 29% selon IPSOS, 31% selon CBOS, 26% et 27% selon Kantar (dans tous ces sondages, le pourcentage d'électeurs du PiS qui sont sûrs de leur soutien dépasse 30%) C'est toujours plus que les électeurs de la Coalition civique ou de Polska 2050 de Szymon Hołownia. Cependant, lorsque les sondeurs ont demandé aux personnes interrogées de quelle initiative ou organisation socio-politique elles étaient le plus proches, la droite a perdu sa primauté et la prédominance des organisations d'opposition s'est avérée frappante. Indépendamment du sexe, de l'âge, de l'éducation ou du lieu de résidence, les Polonais déclarent soutenir les organisations et les mouvements d'opposition. Les jeunes Polonais (18-29 ans) sont les plus susceptibles de choisir la grève des femmes (38%) et la grève des jeunes pour le climat (17%) ; il est intéressant de noter que les tribunaux libres n'ont été indiqués que par 9% des plus jeunes, moins encore que la manifestation des agriculteurs (12%). Parmi les Polonais les plus âgés (60 ans et plus), le soutien à la grève des femmes est beaucoup plus faible (14%), dans ce groupe, la problématique liée aux tribunaux libres est toutefois plus importante (26%). L'enquête indique par ailleurs qu'une grande partie des Polonais sont prêts à s'engager dans des actions contre les autorités actuelles, tandis que pour les jeunes, la question la plus importante est celle des droits des femmes, y compris le droit à l'avortement ; les personnes plus âgées sont plus préoccupées par la violation des fondements de la démocratie et de l'État de droit, notamment l'indépendance du pouvoir judiciaire. Le potentiel de mobilisation des organisations de droite est environ deux fois plus faible. Le fait que ce soit la grève des femmes qui ait reçu le plus de soutien parmi les répondants de tous les mouvements et organisations montre que le verdict du Tribunal constitutionnel du 22 octobre a réellement mobilisé les Polonais et Polonaises contre le gouvernement du PiS. Parmi les femmes âgées de 18 à 39 ans, le soutien à la grève des

235 OKO.press, « Strajk Kobiet z największym poparciem, Wolne Sądy tuż za nim. Prawica traci rząd dusz [SONDAŻ] » (trad. « la Grève des femmes bénéficie d'un grand soutien populaire. La droite perd des électeurs »), décembre 2020

femmes a été mentionné par un pourcentage stupéfiant de 47 %. Parmi les résidents ruraux, le soutien à la grève des femmes et aux tribunaux libres est relativement élevé (19 % et 18 % respectivement), mais le plus grand nombre de personnes déclare participer à la manifestation des agriculteurs (21 %). Les manifestations défavorables au PiS se développent partout, même dans les campagnes. Si l'on ajoute les protestations des entrepreneurs, dont les entreprises s'effondrent à cause de la pandémie, ainsi que la conviction de la majorité des Polonais (environ 65 %) que le gouvernement gère mal la crise du coronavirus et a provoqué un conflit risqué - bien que finalement résolu - avec l'Union européenne, on peut dire que le parti Droit et Justice est sur plusieurs fronts à la fois. Il est clair que le gouvernement du PiS a incité les Polonais à devenir plus actifs politiquement. Cet effet est particulièrement visible chez les jeunes, qui, il y a trois ans, étaient le groupe le moins engagé, aujourd'hui, ils sont les plus engagés, particulièrement au sein de l'opposition. Dans la génération des 18-39 ans, le soutien au PiS était alors de 34 % (il y a trois ans); aujourd'hui, il n'est plus que de 16 %. Ces résultats sont un autre signe que l'opposition peut compter sur un électorat engagé et que le PiS perd sa capacité de mobilisation (une des principales forces électorales et politiques du PiS). Cela peut être lié à l'effondrement de la foi dans la mission et le programme du parti, qui affirmait auparavant se soucier des groupes les plus faibles, et qui est maintenant plongé dans des conflits internes et ne parvient pas à relever le défi de la pandémie.
Il y a trois ans, le soutien aux organisations de droite était proche du soutien aux organisations libérales et de gauche ; aujourd'hui, c'est le contraire. Par exemple : il y a trois ans, la « grève des femmes » était soutenue par 9 % des personnes interrogées, contre 24 % aujourd'hui. Ces changements d'opinion semblent indiqués une radicalisation des opinions politiques au sein de la société polonaise, les clivages devenant de plus en plus forts.

À la perte de soutien, s'ajoute une faible confiance des électeurs du PiS pour ce parti, ce qui indique une crise de confiance envers le système politique. À l'automne 2019, il semblait que le PiS pouvait stabiliser son pouvoir, il l'a d'ailleurs prouvé en remportant l'élection présidentielle de juin 2020. La politique contestée du gouvernement face à la pandémie, la provocation contre le droit des femmes qu'a été le verdict de la Cour constitutionnelle interdisant l'avortement, le durcissement du ton et la violence des forces de l'ordre dans les rues, en plus de l'hésitation du gouvernement (dans les mesures contre le COVID-19) et les frictions dans le camp du pouvoir - tout cela a fortement endommagé la légitimité du gouvernement actuel. En plus, le PiS semble dans la tourmente avec la crise de confiance galopante à l'égard de l'Église catholique, qui est fortement liée au pouvoir du parti, et un conflit avec l'UE résultant de la politique ouvertement eurosceptique du gouvernement, qui suscite des doutes même au sein de l'électorat de Droit et Justice. L'épidémie et ses conséquences ont donc sapé le récit de la poursuite de la croissance économique prôné par le PiS.

Le déclin de la confiance envers le parti au pouvoir pourrait annoncer un changement politique, dont on ne pourrait pas en définir ni la direction ni le cours. D'autant plus qu'il n'y a pas de croissance dans la confiance envers les leaders de l'opposition parlementaire, qui ont également perdu d'une année sur l'autre, bien que moins que les leaders du PiS. Ces sondages semblent donc être l'expression d'une désillusion générale à l'égard de la classe politique, et peut-être d'une frustration à l'égard de la gestion, contestée, de l'épidémie. À cela s'ajoute évidemment la loi sur l'avortement (qui est grandement contestée en Pologne, générant de nombreuses manifestations contre le pouvoir) et les réformes controversées du système judiciaire.

En 2017[236], avant même l'annonce des nouvelles lois sur le Conseil national de la magistrature, la Cour suprême et les tribunaux de droit commun, qui constituent l'épine dorsale des changements apportés par le PiS au système judiciaire en Pologne, 51 % des personnes estimaient que la politique du PiS constituait une attaque inacceptable contre les tribunaux, et 39 % ont estimé qu'il s'agissait d'une tentative de limiter les privilèges de la communauté judiciaire (annexe 15). Trois ans plus tard, après les remplacements et l'introduction d'un nouveau modèle de responsabilité disciplinaire des juges, couronné par l'adoption de la loi « muselière »[237], les partisans de l'opinion selon laquelle le PiS lutte contre les privilèges dont jouissent les juges a remarquablement diminué - en 2020, ce nombre a baissé de 8 % par rapport à 2017 (passant de 39 % à 31 %). En revanche, une majorité significative de 55 % - soit 4 % de plus qu'il y a trois ans - pense que le PiS est engagé dans une attaque inacceptable contre les tribunaux et que leurs réformes menacent sérieusement l'autonomie de la justice. Les jugements sur les changements apportés aux tribunaux par le parti au pouvoir restent fortement corrélés aux préférences électorales, c'est-à-dire au vote pour le PiS - et pour Andrzej Duda (aux élections présidentielles). Ce n'est que parmi les électeurs exprimant leur soutien à Andrzej Duda et à Krzysztof Bosak, le candidat d'extrême droite *Konfederacja*, que la conviction que le PiS s'approprie les privilèges de la caste judiciaire prévaut. Ils votent pour Duda en dépit - et non en raison - de son soutien aux changements du système judiciaire imposés par le parti au pouvoir, auxquels non seulement ils ne s'opposent pas, mais qu'ils soutiennent même publiquement. Les Polonais pensent globalement que les changements opérés par le PiS dans les tribunaux sont une affaire politique. Les différences d'opinion sur la nature de ces changements sont clairement visibles lorsque l'on examine les préférences des partis et le soutien aux candidats présidentiels ; 89% des électeurs soutenant *Koalicja Obywatelska* (Coalition civique) et *Lewica* (La Gauche) pensent que le PiS s'attaque ouvertement au système judiciaire et 69 % des électeurs du PSL (Parti paysan polonais) le pensent également. Les électeurs qui soutiennent la *Konfederacja*,

236 OKO.press, « PiS losing the propaganda war over courts in Poland [IPSOS POLL] » (trad. « Le PiS perd la guerre de propagande contre les tribunaux en Pologne »), mars 2020

237 Le Monde, « Réforme judiciaire en Pologne : le Parlement adopte la « loi muselière » », janvier 2020

(extrême droite) sont divisés : 43 % pensent que le PiS s'attaque aux tribunaux, mais 43 autres pour cent pensent que le parti au pouvoir s'attaque aux privilèges dont jouit la « caste judiciaire ». Ces réformes judiciaires sont contestées même au sein de l'électorat du PiS : 19 % de ses électeurs considèrent que les actions du parti au pouvoir constituent une attaque inacceptable contre les tribunaux, et 20 % n'ont pas d'opinion sur cette question, ce qui montre la faiblesse relative de la propagande du gouvernement contre les tribunaux et les juges, même au sein de l'électorat du parti au pouvoir. Toutefois, 62 % des électeurs du PiS pensent que le parti s'attaque légitimement aux privilèges des juges. Pour résumer, près d'un électeur sur cinq d'Andrzej Duda pense que le parti PiS s'attaque aux tribunaux.Le soutien au président Duda, comme le montrent d'autres enquêtes réalisées pour OKO.press, est fortement corrélé au soutien au PiS, le parti auquel il était initialement associé et dont il a ouvertement soutenu la politique à l'égard des tribunaux pendant la campagne. En dehors des électeurs de Duda, la majorité des électeurs soutenant Krzysztof Bosak (*Konfederacja*) pense que les changements dans les tribunaux constituent une répression des privilèges dont jouit le pouvoir judiciaire. Le plus grand nombre de personnes convaincues que le PiS s'attaque au système judiciaire se trouve parmi les électeurs soutenant Robert Biedroń (La Gauche) et Małgorzata Kidawa-Błońska (Coalition civique) - 9 personnes sur 10 estiment que c'est une attaque qui menace l'indépendance du système judiciaire. Les jeunes soutiennent majoritairement la liberté des tribunaux. Dans chaque groupe d'âge, l'opinion selon laquelle le PiS a mené une attaque inacceptable contre les tribunaux prédomine. Dans l'ensemble, un pourcentage légèrement plus élevé de femmes (58%) que d'hommes (52%) est convaincu que les changements dans le système judiciaire constituent une ingérence inacceptable de l'exécutif dans le système judiciaire. Le fait de vivre à la campagne, dans une petite ou moyenne ville, ou dans une grande ville (plus de 500 000 habitants) ne fait pas de différence significative dans les opinions sur la politique du PiS vis-à-vis des tribunaux. Au moins la moitié des personnes interrogées dans chacun de ces groupes pensent que le PiS s'est livré à une attaque inacceptable contre les tribunaux. Cette réponse est la plus fréquente chez les habitants des grandes villes (66 %) et des villes moyennes (63%), mais aussi dans les petites villes. En revanche, les habitants des villages sont deux fois plus souvent sans opinion sur cette question, comparés aux habitants des villes. Environ une personne sur trois vivant dans les villages et les petites villes estime que le parti Droit et Justice s'attaque aux privilèges des juges. C'est également l'opinion d'une personne sur quatre vivant dans les plus grandes villes de Pologne.

Ainsi, les jeunes semblent être les plus mobilisés et les plus engagés dans l'opposition au PiS. Toutefois, la polarisation de la société (entre partisans et détracteurs du PiS notamment), la direction

autoritaire que prend le gouvernement et les lois et réformes liberticides et illibérales ont fait naître chez les jeunes une volonté de quitter la Pologne et d'aller vivre à l'étranger. En effet, selon un sondage OKO.press[238], plus de trois jeunes sur cinq veulent partir à l'étranger (annexe 16), en particulier parmi les partisans de la gauche : 64 % des Polonais adultes les plus jeunes , âgés de 18 à 29 ans, préféreraient vivre et travailler en dehors de la Pologne. Les déclarations des jeunes Polonais et Polonaises sont révélatrices d'une sorte de vote de défiance à l'égard du parti au pouvoir, Droit et Justice. Les Polonais, surtout les Polonaises, peuvent se sentir menacés ou craindre pour leur avenir et celui de leurs enfants (surtout après le verdict anti-avortement du Tribunal de Julia Przyłębska). D'autres enquêtes, menées par Ipsos pour OKO.press corroborent cette interprétation et montrent que les femmes polonaises sont en général plus libérales que les hommes[239], et aussi plus instruites[240], et qu'elles ont donc des aspirations plus élevées, et qu'il serait donc plus difficile pour elles de trouver leur voie dans un pays dirigé par un parti de droite populiste et de plus en plus fondamentaliste. Cette enquête confirment le faible soutien au PiS dans ce segment de la population, les jeunes adultes Polonais, plus encore les Polonaises, qui sont lassés de la situation en Pologne et pensent quitter le pays à l'avenir[241].

2) <u>La fragmentation de l'électorat polonais</u>

La polarisation de la société a été démontrée par une rapport de recherche sociologique[242]. Le rapport a été publié en coopération avec la maison d'édition *Krytyka Polityczna* et l'Institut d'études avancées de Varsovie. La partie enquête a été réalisée du 2 au 8 juillet 2019 sur un échantillon représentatif de résidents adultes de Pologne. L'échantillon principal était composé de 800 interviews, et sa structure a été contrôlée pour le sexe, l'âge, la taille de la ville et la voïvodie de résidence des répondants. En outre, 400 entretiens supplémentaires ont été menés auprès d'habitants de villages et de villes comptant jusqu'à 50 000 habitants. L'entretien s'est fondé sur un questionnaire composé de 19 questions (dont deux contenant un ensemble de plusieurs affirmations évaluées sur une échelle de réponse à plusieurs points) et un questionnaire (de 12 questions). Neuf

238 OKO.press, « Sondaż, który szokuje: 64 proc. młodych „wolałoby żyć i pracować w innym kraju niż Polska" » (trad. « OKO.press MICHAŁ DANIELEWSKI9 DÉCEMBRE 2020 Une enquête qui choque: 64% les jeunes "préfèrent vivre et travailler dans un pays autre que la Pologne" »), décembre 2020

239 OKO.press, « Morawiecki: Polki murem dla „polskich wartości" przeciw „fanaberiom". Nieprawda, Polki kruszą ten mur! » (trad. « Morawiecki: Les femmes polonaises sont un rempart pour les «valeurs polonaises» »), août 2020

240 Statistiques officielles du gouvernement polonais, « Poziomy wykształcenia w 2017 r. » (trad.Niveaux d'éducation en 2017)

241 OKO.press, « Oto główny problem opozycji: większość Polaków nie wierzy, że będzie dobrze rządzić [SONDAŻ] » (trad. « C'est le principal problème de l'opposition: la plupart des Polonais croient qu'ils ne gouverneront pas correctement »), novembre 2020

242 Sadura Przemysław, Sierakowskl i Sławomir, *<u>Polityczny cynizm Polaków. Raport z badań socjologicznych</u>*, Stowarzyszenie im. Stanisław Brzozowski, Fondation Pole Dialogu i Autrzy (rapport de recherche sociologique intitulé « Cynisme politique des Polonais », qui s'est inspiré des résultats révélateurs des élections de 2019 au Parlement européen), septembre 2019

autres entretiens de groupe ont été menés au cours de deux périodes différentes. Du 8 au 11 juillet 2019, des groupes de discussion ont été organisés parmi les électeurs du PO et du PiS. Les 20 et 21 août 2019 avec les électeurs du PSL et de la gauche. Au total, 60 personnes ont été interrogées dans 4 lieux différents. Ce rapport vient nuancer la prétendue dualité de l'électorat polonais, profondément divisé et radicalement opposé entre partisans de gauche et de droite. En effet, il montre que les électeurs polonais sont capables de voir les défauts et les comportements des gouvernants, mais ils ne l'acceptent que si le parti qu'ils soutiennent satisfait leurs aspirations ou leurs intérêts : le PiS - quand il s'oppose à l'élite métropolitaine qui méprise la société, ou garantit des programmes sociaux généreux et des politiques redistributrices, le PO - quand il ne fait pas honte à l'Europe, se soucie de la croissance économique et des libertés démocratiques. Le PiS bénéficie d'un grand soutien et d'une grande mobilisation électorale, qui s'explique en partie par une forte identification des électeurs polonais à ce parti. À l'inverse, le manque d'identification des électeurs au PO est ce qui leur est préjudiciable et ce qui leur coûte de nombreuses voix électorales, le PO n'a pas tissé de lien fort avec ses électeurs, contrairement au PiS. De plus, la division politique et géographique, entre électeurs urbains et électeurs ruraux est néfaste et désavantageuse pour le principal parti d'opposition – le PO –, car cette division oppose un électorat libéral à un électorat conservateur des petites villes. Le PiS doit en parti sa victoire à sa capacité mobilisatrice de ses électeurs : les auteurs signalent qu'au cours des élections de 2019 et 2020, il y eut une mobilisation bien au-dessous de la moyenne des électeurs des villages et des petites villes. Le PiS a gagné parce qu'il a su plus largement mobilisé ses partisans traditionnels afin qu'ils participent aux élections. Dans cette recherche sociologique, les auteurs ont montré que les électeurs du PiS ne sont en rien des destinataires passifs et naïfs des messages du parti, des sermons de l'Église ou de la propagande télévisé ou médiatique. En effet, ils sont rationnel et connaissent la politique, quitte à faire preuve de cynisme, du moins quand la politique les concerne. Il semble qu'un grand potentiel du PiS réside dans la mobilisation des électeurs qui votent de manière sélective, c'est-à-dire seulement à certaines élections, ce qui n'est pas visible dans les données de participation. Les résultats de la recherche montrent que les électeurs peuvent être mobilisés par une vision de la Pologne alternative à celle formulée par Droit et Justice, par crainte que le parti atteigne la majorité constitutionnelle. Ce point de vue a été confirmé dans tous les sondages que les auteurs ont menés auprès de l'électorat du PiS. En outre, l'opposition peine à exister en tant qu'entité fédératrice : l'opposition, libérale ou de gauche, reste divisée et fragmentée. Les auteurs de cette recherche supposent ainsi que les électorats de la Gauche et de la Plate-forme civique s'interpénètrent dans une large mesure, et que les deux partis font aujourd'hui appel à un réservoir similaire d'électeurs et sont susceptibles de se concurrencer directement lors des élections au Sejm. Pour le « vieil

électorat », le noyau de l'électorat du PiS, ce n'est pas le programme social qui a la plus grande influence sur les décisions électorales, leur loyauté est plus ancienne que les promesses sociales du PiS. La motivation la plus forte semble être l'aversion, voire la haine, pour le PO et les partis de gauche considérés comme représentant les élites métropolitaines. Aversion que le PiS ne cesse d'exacerber, ce qui aboutit à un accroissement des tensions et des clivages entre partisans du PO et du PiS. Le nouvel électorat du PiS est clairement différent de l' « ancien ». En bref, le soutien au PiS parmi le nouvel électorat est conditionnel, ce ne sont pas des partisans loyaux. Ils sont pour la plupart des habitants des villages et des petites villes et sont modérément conservateurs, et ce n'est pas leur vision du monde ou de la Pologne qui les attire le plus vers le PiS. Ils peuvent même appartenir à l'électorat du PiS « dur », mais ils n'ont pas une confiance totale au parti. Aucune des personnes interrogées n'a réagi positivement à la vision d'une majorité constitutionnelle pour le parti Droit et Justice. Pis, les électeurs de Droit et Justice ne veulent pas d'un monopole pour leur parti, et en ont même peur. Ils se sentent plus en sécurité lorsque le parti de Jaroslaw Kaczynski a de la concurrence politique, conscients des éventuelles dérives autoritaristes et illibérales. En effet, si le PiS obtient une majorité constitutionnelle, alors il pourrait atteindre un statut similaire à celui du *Fidesz* en Hongrie, qui remporte régulièrement plus de 50 % des votes électoraux. La polarisation est si forte en Pologne qu'il existe deux circulations médiatiques différentes (médias contrôlés par l'État et médias d'opposition) et le sentiment qu'il existe deux mondes politiques est évident.

3) Les partisans du PiS

Deux raisons sont invoquées chez les électeurs du PiS : l'attachement à l'Église et le soutien financier et social de l'État. D'ailleurs, une condition préalable à toute compétition entre le PO et le PiS est d'atteindre les électeurs potentiels avec l'assurance de maintenir le programme social du PiS. Dans ce rapport, les témoignages et données montrent clairement que les scandales liés à l'Église ne nuisent qu'à l'Église, non pas au PiS. Ces problèmes qui gangrènent l'Église, ne pèsent en rien sur l'électorat du PiS. D'ailleurs, une grande partie des jeunes électeurs du parti est souvent laïque, voire anticléricale et différencie l'Église du PiS, malgré leur proximité.

Les auteurs de cette recherche émettent l'hypothèse selon laquelle le succès du PiS s'expliquerait par une stratégie politique efficace, la « légitimation par le scandale » (*Legitymizacja przez skandal*) : attaquer avec dédain l'élite et la fustiger, susciter l'indignation et provoquer la polémique dans les médias. Cette légitimité par le scandale est une méthode d'identification au peuple, en déclamant des discours anti-élitiste et populiste, en critiquant également l'opposition, en exacerbant les tensions sociales et politiques, le PiS renforce son électorat. Même si cette stratégie politique s'avère payante comme en témoigne les résultats électoraux, la plupart des électeurs du

PiS comprennent que c'est une stratégie visant à décrédibiliser les autres partis politiques et à « immuniser » le PiS, toutefois, d'autres facteurs, tels que les programmes sociaux du gouvernement et le programme de renforcement de l'appareil d'État, s'avèrent décisifs pour certains électeurs du PiS, qui sont souvent déroutés par le comportement du parti ou les médias qui lui sont rattachés. Si la plupart des programmes d'informations et médias favorables au PiS ont pour but de discréditer les opposants politiques du PiS, cette tactique n'est pas tellement efficace, puisque la grande partie de l'électorat du PiS a conscience de la relation étroite qu'entretient les médias publics et le parti au pouvoir, et ne prennent, en conséquence, pas au sérieux le contenu de ces médias. Ces médias sont conçus par le PiS comme une arme de communication politique, vectrice d'idéologie conservatrice. Paradoxalement, les préférences politiques sont corrélées avec le niveau de diversification (pluralisme) des sources d'information. En effet, comme le rapport l'indique, l'électorat du PiS n'est pas dupé par la propagande médiatique menée par le gouvernement, comme les partisans de l'opposition pourraient l'imaginer. Au contraire, cette propagande embarrasse même certains électeurs du PiS, qui ne croient plus en la télévision publique, alimentée par le parti au pouvoir. Ainsi, ils utilisent d'autres sources d'informations, plus diverses, contrairement aux partisans du PO qui ne suivent que quelques chaînes d'informations et quelques médias. Ce rapport indique donc que les électeurs du PiS ne sont pas des ruraux sans éducation et conservateurs, des illuminés ou encore des victimes passives de la propagande des médias publics (pour la majorité, sous le contrôle de l'État), près de la moitié des électeurs du PiS considèrent ces médias comme étant partiaux et biaisés. Les électeurs du PiS font preuve de cynisme, de pragmatisme et de recul vis-à-vis des problématiques sociales et de leurs articulations ou récupérations politiques. Les scandales sexuels (la pédophilie et autres abus) de l'Église catholique ont été remarqués par les électeurs du PiS, toutefois, ils estiment que ces crimes ne sont nuisibles qu'à l'Église en tant que tel, et n'affectent en rien leurs choix politiques. Les partisans du parti au pouvoir n'estiment pas décisif dans leur choix électoral, la proximité et le lien étroit qu'entretiennent l'Église et le PiS.

4) Les opposants au PiS

Dans cette recherche sociologique, l'ensemble de l'électorat du PO (principal parti d'opposition) se caractérise par un niveau d'éducation relativement élevé. De plus, l'électeur du PO est plus souvent un résident d'une grande ville. Le PO se différencie nettement du PiS d'un point de vue idéologique (l'attitude envers l'Église, les minorités sexuelles, l'IVG, l'indépendance de la justice, l'éducation sexuelle) et environ 1/3 des électeurs du PO rejettent les solutions sociales misent en place par le PiS (à savoir le programme 500+ ou la 13e pension de retraite) au profit d'investissements économiques en faveurs du développement économique du pays. Cette recherche

montre en outre, que l'électorat du PO reste reconnaissant des succès économiques et sociaux du PiS. La dynamique qui fédère les électeurs du PO est « l'anti-PiS » (comme l'anti-PO fédère les électeurs du PiS), *a contrario*, l'attitude « pro-PO » est faible et c'est dans cela que réside le principal problème de l'opposition ; le manque d'identification des électeurs du PO. C'est l'opposition au PiS qui unifie les électeurs du PO, et non pas l'idéologie politique, les valeurs ou les propositions, programmes du parti. L'identité de l'électorat du PO reposerait également sur une européanité plus élevé, à cet égard, l' « anti-PiS » est une attitude politique appréciée pour exprimer cette volonté et incarner cette identité. Les partisans de la Plate-forme civique ont une attitude dédaigneuse et méprisante envers les électeurs du PiS, ils n'hésitent pas à critiquer les liens clientélistes et les « assistanats » causées par ces programmes sociaux et pensent ainsi que ces programmes devraient être abandonnés. Plus encore que dans l'électorat du PiS, l'électorat du PO est traversé de différences et de contradictions. Le différend entre le PO et le PiS est souvent perçu comme un antagonisme entre la Pologne métropolitaine et la Pologne rurale. D'ailleurs, plus l'aversion entre ces deux groupes opposés augmente, plus l'électorat potentiel du PO est fragmenté. Le fait de rendre antagoniste deux parties de la Pologne est une stratégie politique et un moyen efficace de diviser les électeurs du PO, les empêchant ainsi de formuler un message politique cohérent et fédérateur. Les électeurs du PO ressemblent, selon les auteurs de cette étude, davantage aux nouveaux électeurs du PiS qu'à l'électorat des grandes villes de la Plate-forme civique, ils sont moins libéraux dans leur vision du monde, ne sont pas pro-écologiques, ni anticléricaux, et sont plus sensibles, voire bénéficiaires des programme sociaux et des services publics. Même si l'électorat « dur » du PO se caractérise par son libéralisme culturel et économique, par ses revendications progressistes, d'autres électeurs ont une proximité idéologique avec les électeurs du PiS, sur la justice (considérant que les changements dans le système judiciaire ne les concernent pas directement), mais aussi sur les minorités ethniques et sexuelles (manque de tolérance et de compréhension vis-à-vis des LGBT). Même si l'égalité des droits pour les femmes reste un engagement et une revendication pour la majorité des électeurs du PO, l'aversion envers les minorités ethniques est courante, principalement pour des raisons économiques (privilèges accordées aux minorités au détriment des Polonais). L'électorat potentiel (qui se caractérise par sa versatilité, opposé à l'électorat « dur ») du PO semble favorable aux droits des homosexuels, mais cette idée est à nuancer ; certes les homosexuels sont acceptés, mais l'obstacle principal à la reconnaissance de leurs droits est la crainte qu'ils aient le droit d'adopter des enfants. Contrairement à l'électorat « dur » de la Plate-forme civique, la prise de conscience des dangers liés à la pollution et à la destruction de l'environnement laissent les électeurs potentiels du PO indifférents. Il y a donc une nette différence et des contradictions idéologiques entre les électeurs

issus du noyau dur du PO et l'électorat labile des provinces (l'électorat « potentiel »). À mesure que l'opposition au sein de l'électorat du PO grandit, le PiS renforce son électorat et son pouvoir. Cette opposition au sein même de l'électorat du PO, bénéfique pour le PiS, est alimentée par la politique gouvernementale et pourrait avoir comme conséquence le démantèlement de l'électorat labile du PO en formation politique plus cohérentes, ainsi, les électeurs potentiels du PO se dirigeraient vers le PiS ou la gauche.

L'électorat de gauche en Pologne est quant à lui fortement anti-PiS : 80 % des électeurs des partis de gauche estiment que le PiS est une menace sérieuse pour l'État de droit et la démocratie en Pologne, et qu'il devrait être démocratiquement démis du pouvoir (à titre de comparaison, 68 % de l'électorat du PO partage cette idée). Les électeurs de gauche expriment leur soutien à l'idée d'égalité des droits des femmes et leur aversion pour l'Église catholique et son rôle dans la vie publique et politique (ils militent pour une séparation de l'Église et de l'État). Le manque de cohérence et de clarté les empêchent de voter pour le PO. Les jeunes issus des petites villes polonaises estiment que le PiS et le PO se valent et se ressemblent, et que cette dualité politique entre PO et PiS cristallise deux visions opposées de la société polonaise, mais empêchent de proposer une alternative susceptible d'attirer les Polonais (en particulier les jeunes). Cette division de la société entre la droite libérale et la droite radicale conservatrice (entre PO et PiS) favorise l'émergence d'autres formations politiques (tels que .Nowoczesna, Lewica, PSL – Polskie Stronnictwo Ludowe). Toutefois, le PO, principale force politique d'opposition, peine à fédérer les partisans de l'opposition au PiS, le parti étant traversé de contradictions, d'incohérences et étant incapable de mobiliser les opposants au gouvernement. De plus, l'opposition reste majoritairement fragmenté, a contrario, les électeurs du PiS s'identifient au parti et se mobilisent en masse pour le soutenir.

***

La société polonaise est donc polarisée entre partisans et opposants au PiS. Le parti au pouvoir, contrairement à l'opposition, bénéficie d'une grande mobilisation de ses électeurs, qui sont par ailleurs loyaux envers le parti. *A contrario*, les formations politiques opposantes semblent incapables de fédérer les opposants au PiS. Les années au pouvoir du PiS ont radicalisé les opinions politiques et ont renforcé davantage les clivages sociaux, ce qui a eu pour conséquence de fragmenter l'électorat polonais. Toutefois, contrairement aux partisans du PiS, l'électorat des formations politiques d'opposition est plus labile. De plus, la division de l'électorat polonais en

deux formations antagonistes (PO et PiS) empêche d'autres formations politiques d'éclore sur la scène politique nationale. En outre, la principale formation politique d'opposition (PO) peine à formuler un message politique cohérent et fédérateur, ce qui a pour conséquence potentiel de diriger l'électorat labile de l'opposition vers le PiS.

Mais le PiS est contestée et possède de nombreux rivaux politiques (PO, gauche polonaise, Nowoczesna, Lewica, PSL – Polskie Stronnictwo Ludowe, Szymon Holownia, etc..) et, selon les sondages d'OKO.press, la droite semble être en déclin en Pologne. Les jeunes Polonais se mobilisent et l'opposition, en plus d'être politique, est également populaire et se décline en mouvements de contestation et de manifestations. La colère gronde et une grande partie des Polonais semblent en avoir ras-le-bol du PiS. De plus, la pandémie de COVID-19, en plus de provoquer une crise politique , a généré plus de contestations dans une Pologne déjà divisée et en proie aux tensions politiques et sociales. Cette épidémie de coronavirus a révélé la faiblesse du gouvernement, incapable de gérer la crise sanitaire. Pis, il a utilisé les restrictions sanitaires pour empêcher les manifestations, qui se déroulaient malgré le contexte sanitaire. Le PiS poursuit toutefois son programme politique, indifféremment des manifestations et des protestations populaires. L'avenir de la Pologne semble donc incertain.

***

Conclusion

Limites

Les sondages OKO.press, tout comme le rapport de recherche sociologique sur les intentions de vote et les idéologies partisanes, même s'ils sont réalisés sur un échantillon représentatif et significatif de la société, présentent toutefois des limites. Les sondages ne sont représentatifs que si les personnes acceptent d'y répondre. À ce moment là, on peut légitimement se demander en quoi les chiffres donnés et recueillis sont représentatifs de la population (le reflet de la société), particulièrement concernant ceux qui ont décidé de ne pas répondre. De plus, une intention de vote, tout comme un avis, est par nature versatile et est susceptible de changer. Effectivement, il n'y a aucune certitude concernant la réponse des sondés sur leur intention de vote, rien ne nous affirme qu'ils vont votés pour le candidat ou le parti déclaré. De plus, le sondage, devenu un « *instrument de la démocratie* »[243], peut être biaisé selon la formulation de la question, susceptible d'influencer le sondé.

Cependant, les sondages d'OKO.press, ainsi que le rapport de recherche sociologique sur lequel je me suis appuyé, constituent un matériel empirique riche et fiable. *A priori*, il semblerait que le journal OKO.press défendrait des positions libérales et de centre-gauche, toutefois ce journal a fait de la vérification des faits sa priorité principale et, en tant que journal d'enquête, il possède un statut de neutralité et d'indépendance, il n'est lié à aucun parti politique et s'efforce d'être objectif (tant dans sa ligne éditoriale que dans ses enquêtes). Ainsi, que ce soit pour OKO.press ou pour le rapport de recherche sociologique, ils fournissent une grille de lecture pertinent et une vision globale des enjeux qui traversent la société polonaise, du rôle du PiS dans la polarisation de celle-ci, ou les opinions des Polonais sur les questions publiques les plus importantes (notamment les questions qui clivent la société, à savoir l'IVG, les droits des LGBT, le contrôle progressif de la justice par l'État, etc.).

Il faut par ailleurs, à mon sens, ne pas restreindre l'analyse, d'un point de vue sémantique. En effet, l'usage des termes « populiste » ou « eurosceptique » restent parfois vagues et présentent des limites, puisqu'ils ne parviennent pas à expliquer toute la complexité et les évolutions des positionnements du PiS (et du président de la République Polonaise Andrzej Duda). Même si le positionnement gauche-droite reste un axe symbolique et significatif, ce n'est en revanche pas une ligne de division pertinente en Pologne, puisque les fractures politiques dans la société polonaise

243 Vandercammen, Marc, et Gauthy-Sinéchal, Martine , « Sondages politiques et d'opinion publique », , *Recherche marketing. Outil fondamental du marketing*, sous la direction de Vandercammen Marc, Gauthy-Sinéchal Martine. *De Boeck Supérieur*, 1999, pp. 393-413

séparent les partisans d'une droite nationaliste et conservatrice (PiS), d'une autre plus modérée, centriste et libérale (PO)[244].

Quel avenir pour la Pologne ?

Le système politique polonais semble dominé par deux courants politiques antithétiques (incarnés par le PiS et l'opposition, le PO), cette bipolarisation de la vie politique est le reflet et la conséquence d'une polarisation de la société polonaise. Peut-être la crise liée à la pandémie de COVID-19 accélérera-t-elle le changement.

Les deux-cent dernières années de l'histoire polonaise sont celles de la lutte pour la liberté et l'indépendance contre des puissances étrangères. Paradoxalement, cette fois-ci, il n'y a pas d'ennemi extérieur, et la Pologne est sur la voie d'un changement démocratique inverse. La polarisation de la société rend indiscutablement la démocratie plus vulnérable et plus malléable pour le parti au pouvoir. En réduisant significativement les libertés, le PiS tend vers l'autoritarisme. La stratégie et la rhétorique populiste du PiS ont eu des effets déplorables sur la société, entraînant une polarisation de la société (une division en plusieurs pôles politiques opposés) qui a provoqué de profonds clivages entre les groupes sociaux et même au sein des familles polonaises. Cette polarisation, sans cesse alimentée par le PiS, par ses décisions politiques controversées et ses discours clivants, empêche logiquement le compromis, la tolérance, le consensus et la stabilité démocratique.

Le PiS a certes bénéficié d'une polarisation historique de la société polonaise pour accéder au pouvoir, mais il est également responsable de la polarisation actuelle de la société polonaise, en divisant l'opinion public polonais entre la gauche et la droite, mais dans leurs aspects radicaux, ce qui aboutit au succès politique, populaire et électoral de partis extrêmes ou populistes, au détriment de partis plus modérés et centristes (PO, KOD), comme le démontre sa réélection en 2019.
Le PiS a polarisé davantage la société, notamment en construisant l'image d'une société paralysée et divisée par des discours et des pratiques du pouvoir (lois, mesures, réformes controversées), en créant un antagonisme avec l'opposition et en discréditant tous ceux qui sont contre le parti (« eux » vs « nous »), en réagissant aux mouvements contestataires (par la répression ou par l'indifférence), et en contrôlant les médias publics. Le PiS est donc la cause de la polarisation de la société polonaise, et la polarisation, phénomène qui l'a propulsé au pouvoir de l'État et qui a permis sa réélection, est aussi une conséquence des années de pouvoir du PiS (de sa politique et de sa stratégie). Fondé sur de profonds clivages sociaux, l'accession au pouvoir du PiS a été synonyme

244 Dorota Dakowska (2017). L'Europe centrale à l'heure du repli souverainiste. *Études : revue de culture contemporaine*, SER, p 29

d’une division accrue de la société polonaise, d’une exacerbation des tensions sociales et des clivages sociaux, mais aussi d’une radicalisation des opinions politiques. Le PiS est un parti de droite radicale qui se caractérise par un conservatisme et un nationalisme populiste (un nationalisme d’exclusion plus précisément). La polarisation est par essence inhérente au populisme, le PiS se caractérise d’ailleurs par son effet polarisant sur la société polonaise. Ainsi, le PiS est responsable de la polarisation de la société polonaise, mais cette hypothèse peut être relativisée: le PiS a atteint le sommet de l’État grâce a la polarisation intrinsèque de la Pologne, héritage de son histoire et de sa construction politique tumultueuse. On pourrait donc penser que le PiS tire sa légitimité et son succès de cette polarisation, qu’il instrumentalise à des fins politiques. Le PiS ne ferait qu’alimenter cette polarisation, il n’en serait donc pas directement responsable, puisqu’il n’en tirerait que les bénéfices électorales.

Le PIS est-il amené à rester au pouvoir ? Les auteurs du rapport de recherche estiment que dans la situation actuelle, la Pologne est confrontée à trois scénarios potentiels : le scénario « hongrois », dans laquelle le PiS obtient une majorité constitutionnelle et bloque l'opposition pour l'empêcher de changer de pouvoir ; le scénario « slovaque », dans laquelle la réponse à la crise du gouvernement actuel serait un populisme de gauche fondé sur l'idée d'un État-providence élargi ; et enfin la variante « bavaroise », dans laquelle le PO dans une large coalition fait quelques concessions dans le domaine de l'égalité des femmes, de l’avortement, des droits des homosexuels, ou du rôle de l'Église dans la société, tout en préservant l'État-providence dans la variante plus conservatrice, afin de présenter une alternative démocratique au PiS. Le PiS est sur le point d'atteindre un pouvoir politique quasi-monopolistique, du jamais vu dans l'histoire de la Pologne post-1989, ressemblant à celui du *Fidesz* en Hongrie ou de *l'AKP* en Turquie. Grâce à ses promesses de programmes sociaux, le PiS s'assure un électorat solide et loyal, et peut par ailleurs gagner un grand nombre d'électeurs du PO et du PSL, en particulier dans les provinces. Le principal rival politique et qui peut mettre à mal le futur politique du PiS est le PO. Toutefois, le seul parti qui peut actuellement rivaliser avec le PiS en ce qui concerne les électeurs conservateurs des provinces est le PSL, mais ce parti reste en difficulté, comme le montre sa coalition avec le parti Kukiz. Toutefois, les électeurs Polonais (y compris ceux du PiS) refusent de voir s'appliquer le scénario hongrois en Pologne (quasi pleins pouvoirs du Fidesz). Ainsi, la société polonaise étant polarisée, les Polonais profondément divisés doivent négocier et décider eux-mêmes de la direction qu'ils vont prendre: vers une démocratie libérale, inclusive, membre de l'UE ou un vers une démocratie illibérale, conservatrice et eurosceptique, voire vers un régime autoritaire.

Glossaire

-*PiS* : *Prawo i Sprawiedliwość,* parti Droit et Justice

-*KOD* : *Komitet Obrony Demokracji*, parti du Comité de la Défense de la Démocratie

-*PO* : *Platforma Obywatelska*, parti la Plate-forme Civique

-*PSL* : *Polskie Stronnictwo Ludowe*, parti Paysan polonais

-*LPR* : *Liga Polskich Rodzin*, parti de la Ligue des familles polonaises

-*Lewica* : La Gauche polonaise

-*Kukiz'15* : parti de centre droit, fondé par Paweł Kukiz

-*Zjednoczona Prawica :* parti la Droite Unie de Pologne

-*SP* : *Solidarna Polska*, parti Pologne solidaire (extrême-droite)

-*L'Alliance* de Jarosław Gowin : *Porozumienie Jarosława Gowina* (parti politique de centre droit)

-*Samoobrona* : *Samoobrona Rzeczpospolitej Polskiej*, parti Autodéfense de la république de Pologne (syndicat agricole, de gauche)

-*Ruch Palikota* : mouvement Palikot

-*Wiosna* : parti politique *Printemps* (centre-gauche)

-*Polska 2050* : *Polska 2050 Szymona Hołowni*, parti de la Pologne 2050 de Szymon Hołownia (démocratie chrétienne, parti de centre-droit)

-.*Nowoczesna* : parti .Moderne (libéral)

-KO : *Koalicja Obywatelska*, la Coalition civique, composée du PO et de .*Nowoczesna*

-*Konfederacja* : *Konfederacja Wolność i Niepodległość*, Confédération Liberté et Indépendance, alliance politique (de droite à l'extrême-droite)

-OKO.press : journal d'enquête, réalisant des sondages et enquêtes d'opinion

-*Fidesz :* Fidesz-Union civique hongroise

-*TK* : *Trybunal Konstytucyjny*, le Tribunal Constitutionnel

-*KRS* : *Krajowa Rada Sądownicza* , Conseil national de la magistrature

-*SN* : *Sąd Najwyzszy,* la Cour suprême

-*EEE* : Espace économique européen

-*Zakład Ubezpieczeń Społecznych :* l'Institut d'assurance sociale

-*IPN* : *Zakład Ubezpieczeń Społecznych,* l'Institut du souvenir national

-*Krajowa* : Conseil national de la radiodiffusion

-*PAP* : *Polska Agencja Prasowa*, l'Agence de presse polonaise

-*Senat* : Senat Rzeczypospolitej Polskiej*,* Sénat polonais (chambre haute du parlement polonais)

- *Sejm/Diete : Sejm Rzeczypospolitej Polskiej* : chambre basse du parlement polonais

-« *Dobra Zmiana* » : le « Bon changement », slogan politique du PiS

-*Visegrád* : Hongrie, Pologne, République Tchèque, Slovaquie

-*UE* : Union Européenne

-Centre de défense des droits des chrétiens : *Centrum Ochrony Praw Chrześcijan*

-Le Médiateur pour le droit des citoyens : *Rzecznik Praw Obywatelskich*

-*Gazeta Polska* : journal (quotidien) polonais

Bibliographie

Ouvrages:

- Beauvois, D. (2010). *La Pologne des origines à nos jours,* Histoire H.C., Sciences humaines H.C. éd.. SEUIL.
- Jacobsson, K., & Korolczuk, E. (2021). *Civil Society Revisited : Lessons from Poland (Studies on Civil Society, 9)* (1re éd.). Berghahn Books.
- Kaltwasser, R. C., Taggart, P. A., Espejo, O. P., & Ostiguy, P. (2020). *The Oxford Handbook of Populism* (Illustrated éd.). Oxford University Press.
- Laclau, E., & Ricard, J. P. (2008). *La raison populiste*. Seuil.
- Lazar, M., Diamanti, I., & Mileschi, C. (2019). *Peuplecratie. La métamorphose de nos démocraties*. Éditions Gallimard.
- Mény, Y., & Surel, Y. (2000). *Par le peuple, pour le peuple : Le populisme et les démocraties*, Espace du politique, Éditions Fayard.
- Müller J.-W. (2016). *What is populism ?,* University of Pennsylvania Press, Political Studies
- Périès, G. & Taguieff P.-A. (1998). *Discours populistes*. Presses de Sciences Po.
- Rosanvallon, P. (2020). *Le Siècle du populisme - Histoire, théorie, critique*. Les Livres du nouveau monde, Éditions du Seuil
- Stępińska, A., & Mickiewicza, U. I. A. (2020). *Populist Discourse in the Polish Media*. Amsterdam University Press.
- Urbinati, N. (2014). Democracy Disfigured : Opinion, Truth, and the People. Harvard University Press.
- Urbinati, N. (2019). *Me the People : How Populism Transforms Democracy*. Harvard University Press.

Articles:

- Abts, K., & Rummens, S. (2007). Populism versus Democracy. *Political Studies*, 55(2), 405-424
- Amnesty International, « Pologne. La répression contre le mouvement de la « grève des femmes » se poursuit avec la même intensité », novembre 2020

- Bault Olivier (2019, février). *Comprendre la situation en Pologne. Comment la Pologne a basculé en 2015 dans le « Camp du Mal » (pour Bruxelles et les médias dominants)*
- Stanley, B. (2015). Confrontation by default and confrontation by design : strategic and institutional responses to Poland's populist coalition government. *Democratization*, 23(2), 263-282
- Bill, S. (2020). Counter-Elite Populism and Civil Society in Poland : PiS's Strategies of Elite Replacement. *East European Politics and Societies : and Cultures*
- Bill, S., & Stanley, B. (2020). Whose Poland is it to be ? PiS and the struggle between monism and pluralism. *East European Politics*, 36(3), 378-394
- Canovan, M. (1999). Trust the People ! Populism and the Two Faces of Democracy. *Political Studies*, 47(1), 2-16
- Dakowska Dorota (2020) « Ce scrutin dément les théories sur l'apathie des électeurs polonais », *Le Courrier d'Europe Centrale*
- Dorota Dakowska (2017). *L'Europe centrale à l'heure du repli souverainiste. Études : revue de culture contemporaine,* SER
- Faludi, J. (2014). Democracy and populism : friend or foe ? A review of Cas Mudde and Cristóbal Rovira Kaltwasser (eds.) *Populism in Europe and the Americas. Threat or corrective for democracy ?* (Cambridge University Press 2012). Corvinus Journal of Sociology and Social Policy, 5(2), 151-157
- Foreign Policy, « Why Poland's Populists Keep Winning », octobre 2019
- Foreign Policy, « Deporting Muslim Immigrants Won't Make Poland Safer », octobre 2020
- France 24, « Pologne : le « pays du charbon » à l'heure de la transition énergétique » (émission/focus), mars 2021
- France Culture, « Solidarność, le creuset d'une Pologne très divisée », décembre 2020
- Heinen, J. (1999). La question sociale en Pologne : un processus de polarisation qui modèle les rapports de genre. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 53(1), 41-52
- Iwaniuk Jakub, « En Pologne, archiver la contestation », *Le Monde*, février 2021
- Kinowska-Mazaraki, Z. (2021). The Polish Paradox : From a Fight for Democracy to the Political Radicalization and Social Exclusion. *Social Sciences*, 10(3), 112
- *La marche de l'extrême droite en Pologne* | ARTE Regards, 2021
- Le Courrier d'Europe Centrale, « En Pologne, « le fossé qui sépare les deux camps ne cesse de croître », avril 2019
- Les Échos, « Le double discours de la Pologne sur l'immigration », octobre 2018
- Les Échos, « La Pologne, le pays des extrêmes. L'assassinat du maire de Gdansk est un signe de - l'extrême polarisation de la vie politique polonaise, selon le « Financial Times » », janvier 2019

- Les Échos, « État de droit : la Pologne à nouveau montrée du doigt », novembre 2019
- Le Figaro, « Ce que contiennent les mesures controversées du gouvernement polonais », décembre 2017
- Le Figaro, « Pologne : manifestations contre un projet de loi visant les juges critiques des réformes judiciaires », janvier 2019
- Le Figaro, « Les conservateurs gardent la main en Pologne », octobre 2019
- Le Monde, « En Pologne, la justice s'exerce sous contrôle politique », décembre 2017
- Le Monde, « La Pologne en état de choc après l'assassinat au couteau du maire de Gdansk », janvier 2019
- Le Monde, « La communauté LGBT prise pour cible par les ultraconservateurs au pouvoir en Pologne », mai 2019
- Le Monde, « En campagne, la machine à propagande du gouvernement polonais tourne à plein régime », juin 2020
- Le Monde, « Pologne : le président sortant axe sa campagne sur le social pour faire oublier les sujets qui fâchent », juin 2020
- Le Monde, « En Pologne, le président sortant Andrzej Duda réélu à la tête d'un pays coupé en deux », juillet 2020
- Le Monde, « En Pologne, l'avortement devient quasiment illégal après une décision de justice », octobre 2020
- Le Monde diplomatique, « La Pologne s'accroche à son charbon », novembre 2020
- Le Monde, « Nouvelles manifestations en Pologne contre la quasi-interdiction de l'avortement », janvier 2021
- Le Monde, « Fonds européens et Etat de droit : la Pologne et la Hongrie saisissent la Cour de justice de l'UE », mars 2021
- Libération, « En Pologne, le social paie pour le PiS » (reportage), octobre 2019
- Libération, « En Pologne, le PiS attise la haine anti-LGBT », juin 2020
- Markowski R.(2010). *The Polish Political Party System and Democracy*, in: J. Kucharczyk, J. Zbie-ranek (Eds.), *In Democracy in Poland 1989–2009 Challenges For the Future,* Warsaw: Institute of Public Affairs, pp. 63–76.
- Moffitt, B., & Tormey, S. (2013). Rethinking Populism : Politics, Mediatisation and Political Style. *Political Studies*, 62(2), 381-397
- Mudde, C. (2004). The Populist Zeitgeist. *Government and Opposition*, 39(4), 541-563
- Mudde, C. (2016). *The Populist Radical Right : A Reader* (Routledge Studies in Extremism and Democracy) (1re éd.). Routledge.

- Narkowicz, K. (2018). ‘Refugees Not Welcome Here’ : State, Church and Civil Society Responses to the Refugee Crisis in Poland. *International Journal of Politics, Culture, and Society*, 31(4), 357-373
- Ouest France, « La réforme de la justice en Pologne « préoccupe profondément » la Commission européenne », janvier 2020
- Pacześniak, Anna (2015). « Chapitre 21. La Pologne », in Brack, N., Pilet, J., & Waele, J. D. (2015). *Les démocraties européennes* - 3e éd. - Institutions, élections et partis politiques : Collection U, Armand Colin
- Pacześniak, Anna (2018). « Pologne. « Droit et Justice, entre nationalisme et populisme » », *Nationalisme en Europe*
- Politico, « What Poland tells us about the fight against populism », juillet 2020
- Porter-Szucs, B. (2011). *Faith and Fatherland : Catholicism, Modernity, and Poland* (1re éd.). Oxford University Press.
- Potel, J. Y. (2019). La Pologne, miroir de l'Europe ? *Esprit*, Mars (3), 41
- Kaltwasser, C. R. (2012). The ambivalence of populism : threat and corrective for democracy. *Democratization*, 19(2), 184-208

- Sadurski, W. (2018). Polish Constitutional Tribunal Under PiS : From an Activist Court, to a Paralysed Tribunal, to a Governmental Enabler. *Hague Journal on the Rule of Law*, 11(1), 63-84
- Sadurski, W. (2019). *Poland’s Constitutional Breakdown* (Oxford Comparative Constitutionalism). Oxford University Press.
- Stepinska, Agnieska, Artur Lipinski, Agnieska Hess and Dorota Piontek (2016). « Research on populist political communication in Poland », in Toril Aalberg et al. (eds). *Populist Political Communication in Europe : A Cross-National Analysis of XX European Countries.* London : Routledge, pp 311-25
- Taguieff, P. A. (1997). Le populisme et la science politique du mirage conceptuel aux vrais problèmes. *Vingtième Siècle*, revue d’histoire, 56(1), 4-33
- The Economist, art. How Poland’s government is weakening democracy, juillet 2017
- The Economist, art. Poland’s government is putting the courts under its control, juillet 2017
- The Economist, Poland’s illiberal Law and Justice party is still on top, juillet 2017.
- The Guardian , « Polish writer charged for calling president a 'moron' », mars 2021
- The London School of Economics and Political Science, Hix, S., Lorimer, M., Feldman, M., (Podcast), *Should we fear the rise of the far right ?*, février 2019.

- Tworzecki, H. (2018). Poland : A Case of Top-Down Polarization. *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 681(1), 97-119.
- Zawadzki, P. (1998). Entre ethnos et dêmos : les populismes en Pologne. *Mots*, 55(1), 27-44

Rapports de recherche:

-Ruszkowski, Paweł (2020). *Polaryzacja światopoglądowa społeczeństwa polskiego a klasy i warstwy społeczne*. figshare. Book
-Sadura Przemysław, Sierakowskl i Sławomir (février 2019). *Polityczny cynizm Polaków. Raport z badań socjologicznych*, Stowarzyszenie im. Stanisław Brzozowski, Fondation Pole Dialogu i Autrzy (rapport de recherche sociologique intitulé « *Cynisme politique des Polonais* »)

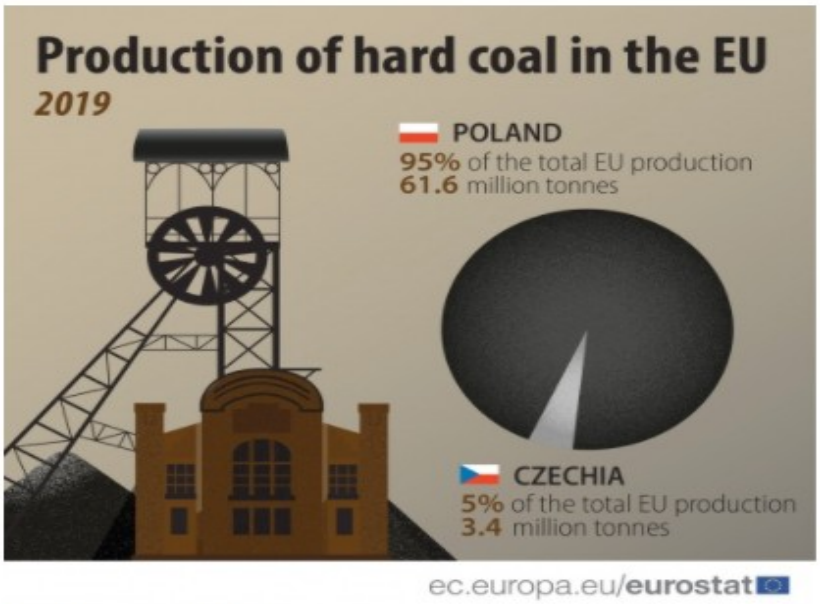
Annexes

Annexe 1

Le Père Tadeusz Rydzyk (arrière-plan) & Jarosław Kaczyński, Président du parti Droit et Justice (premier plan)

Annexe 2

Le charbon : ressource essentielle en Pologne



Hard coal production

Source: Eurostat

Annexe 3

Couvertures d'hebdomadaires : « *Ils arrivent !* » (*W Sieci*), « *Ce sont des envahisseurs et pas des réfugiés* » (*Do Rzeczy*), et le bimensuel *Polonia Christina*, titre « *Les immigrés – la cinquième colonne du califat* »[245]

Annexe 4

Couverture du magasine *W Sieci* (3 février 2016), qui a pour titre « *Le viol islamiste de l'Europe* »[246]

245 Pedziwiatr, Konrad (2017). *Islamophobia in Poland: National Report* 2016, in Enes Bayralki & Farid Hafez, *European Islamophobia Report 2016*. Istanbul: SETA, pp. 411–43.
246 *Ibid., p426*

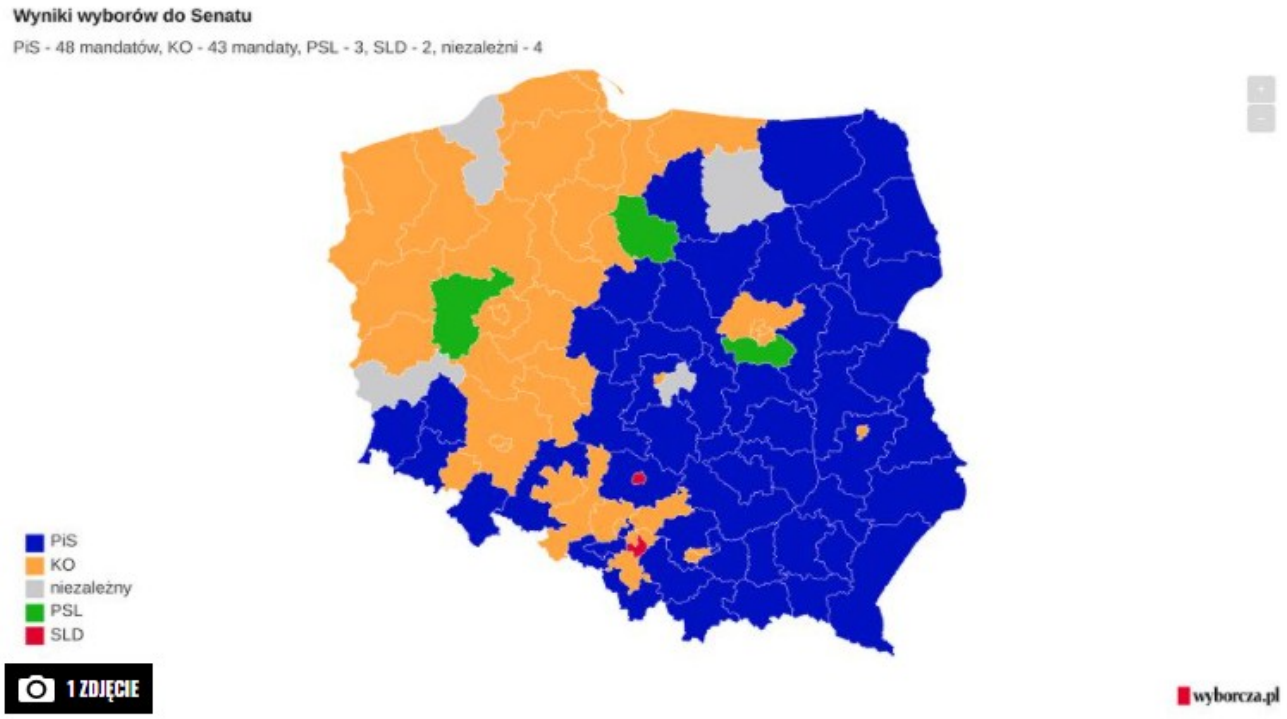
Annexe 5

L'hebdomadaire, *Gazeta Polska*, a imprimé des autocollants « Zone sans LGBT »

Annexe 6

Joachim Brudziński, chef adjoint du PiS et député au Parlement européen, postant sur Twitter que « *la Pologne sans LGBT est la plus belle* »

Annexe 7



Wyniki wyborów do Senatu (BIQdata)

Résultats significatifs des élections au Parlement, qui montre clairement une Pologne divisée en deux zones géographiques distinctes : bleu pour le PiS ; orange pour l'opposition KO (*Koalicja Obywatelska*, la Coalition civique, composée du PO et de .*Nowoczesna*).

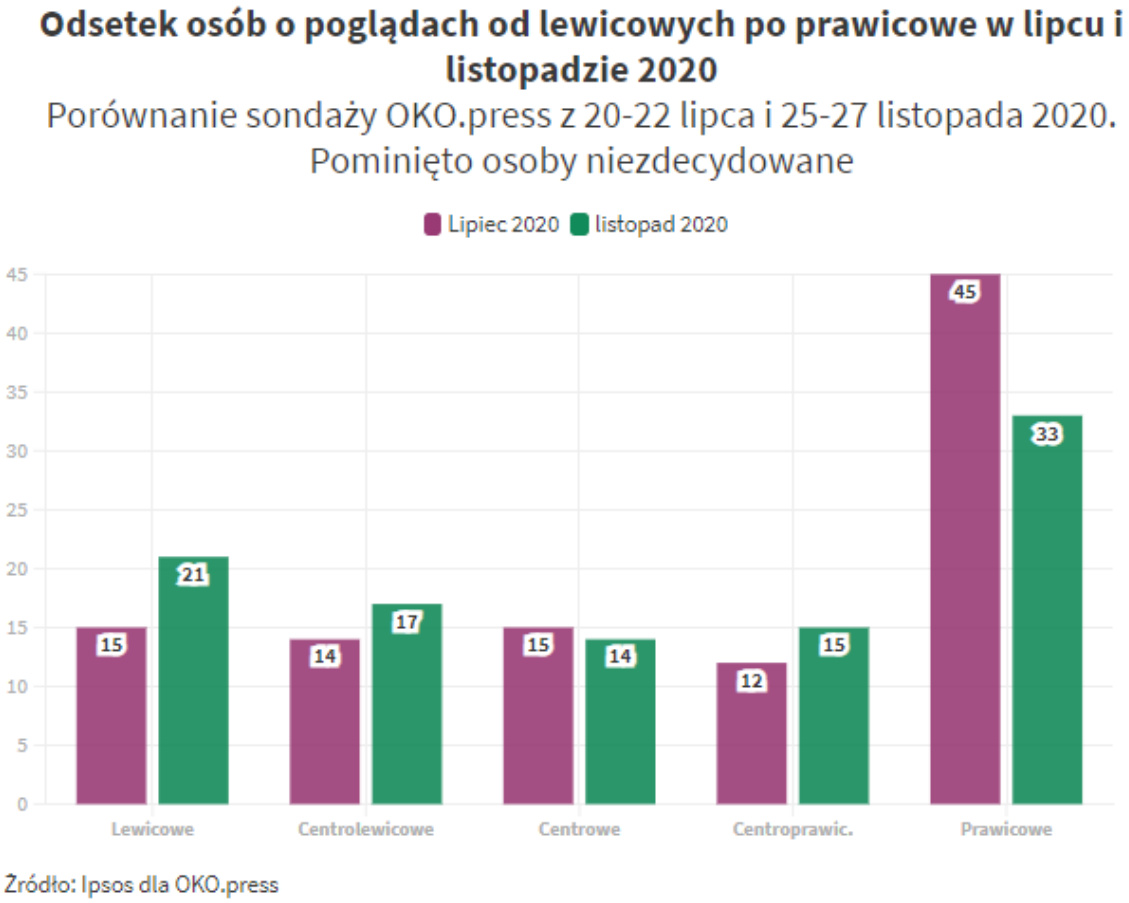
Annexe 8

Résultats officiels des élections au Sejm (chambre basse du parlement polonais)

Annexe 9

Maire de Gdansk, Paweł Adamowicz, assassiné le 14 janvier 2019

Annexe 10

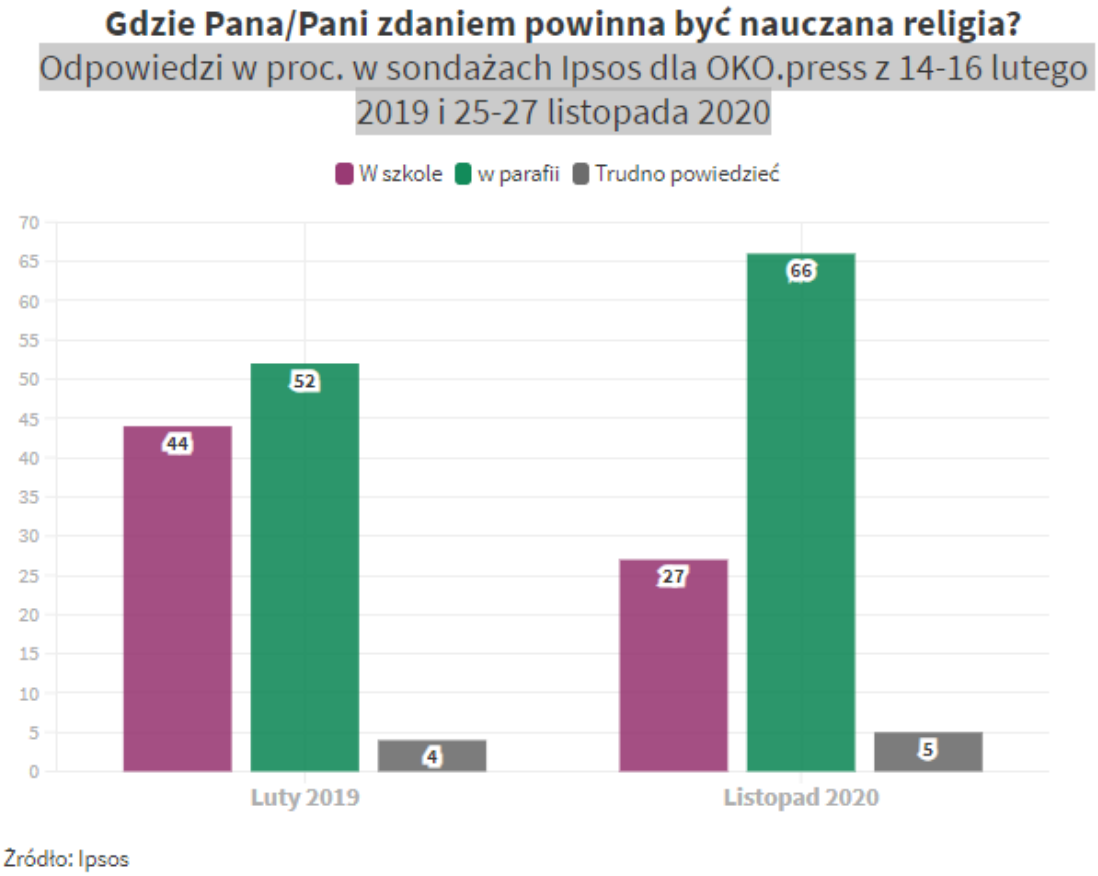


Pourcentage des opinions politiques, de gauche à droite

de juillet (en **violet**) à novembre (en **vert**) 2020

gauche – centre-gauche – centre – centre-droit – droite

Annexe 11

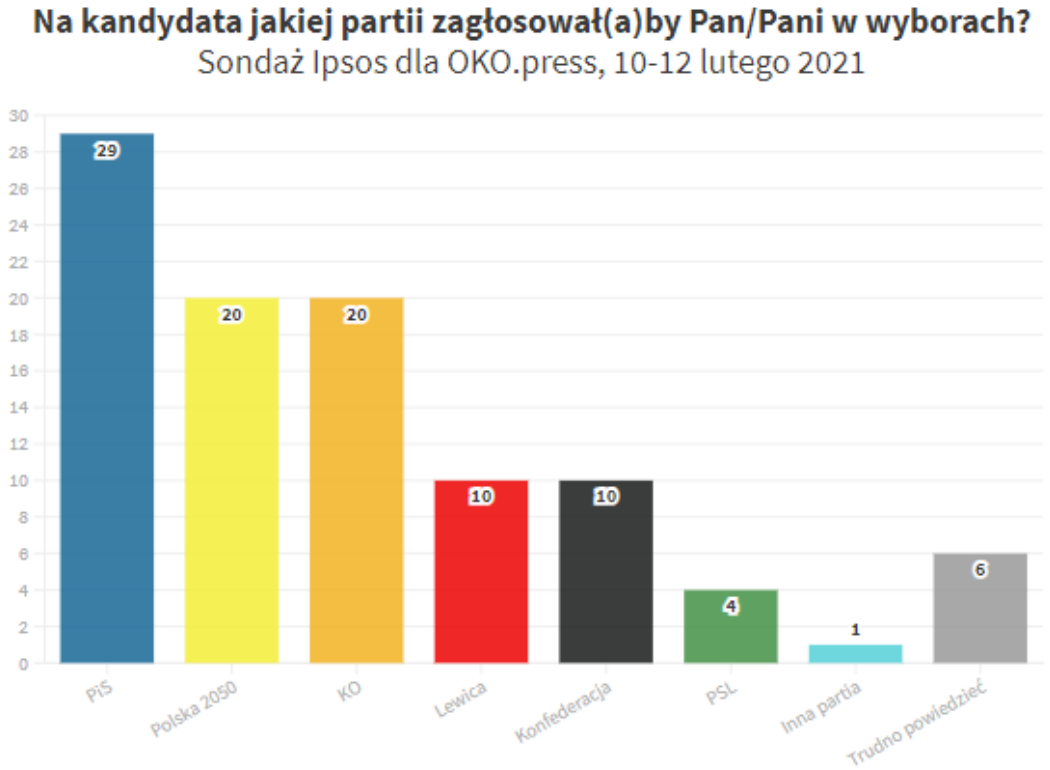


« *Où la religion devrait être enseignée selon vous ?* »

Févier 2019 - Novembre 2020

À l'école (en violet) ; à la paroisse (en vert) ; sans avis (en gris)

Annexe 12

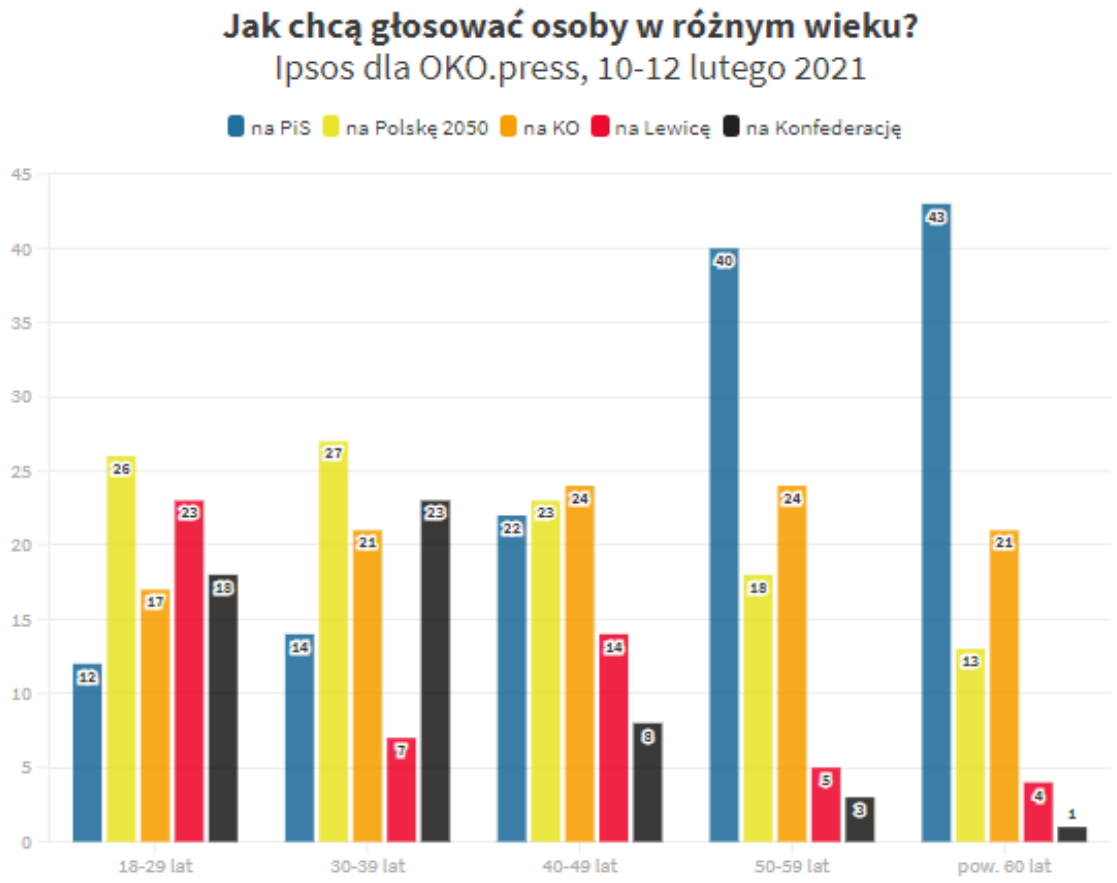


« *Pour le candidat de quel parti voteriez-vous ?* »

Février 2021

En tête, le PiS suivi de *Polska 2050*, du KO, *Lewica*, *Konfederacja*, PSL, un autre parti et « sans avis »

Annexe 13



« *Comment vote-on selon l'âge?* »

10-12 février 2021

en **bleu** = pour le PiS

en **jaune** = pour Polska 2050

en **orange** = pour le KO

en **rouge** = pour Lewice

en **noir** = pour *Konfederacja* (*Konfederacja Wolność i Niepodległość*) Confédération Liberté et Indépendance, alliance politique (de droite à l'extrême-droite)

---

premier groupe à droite : les 18-29 ans

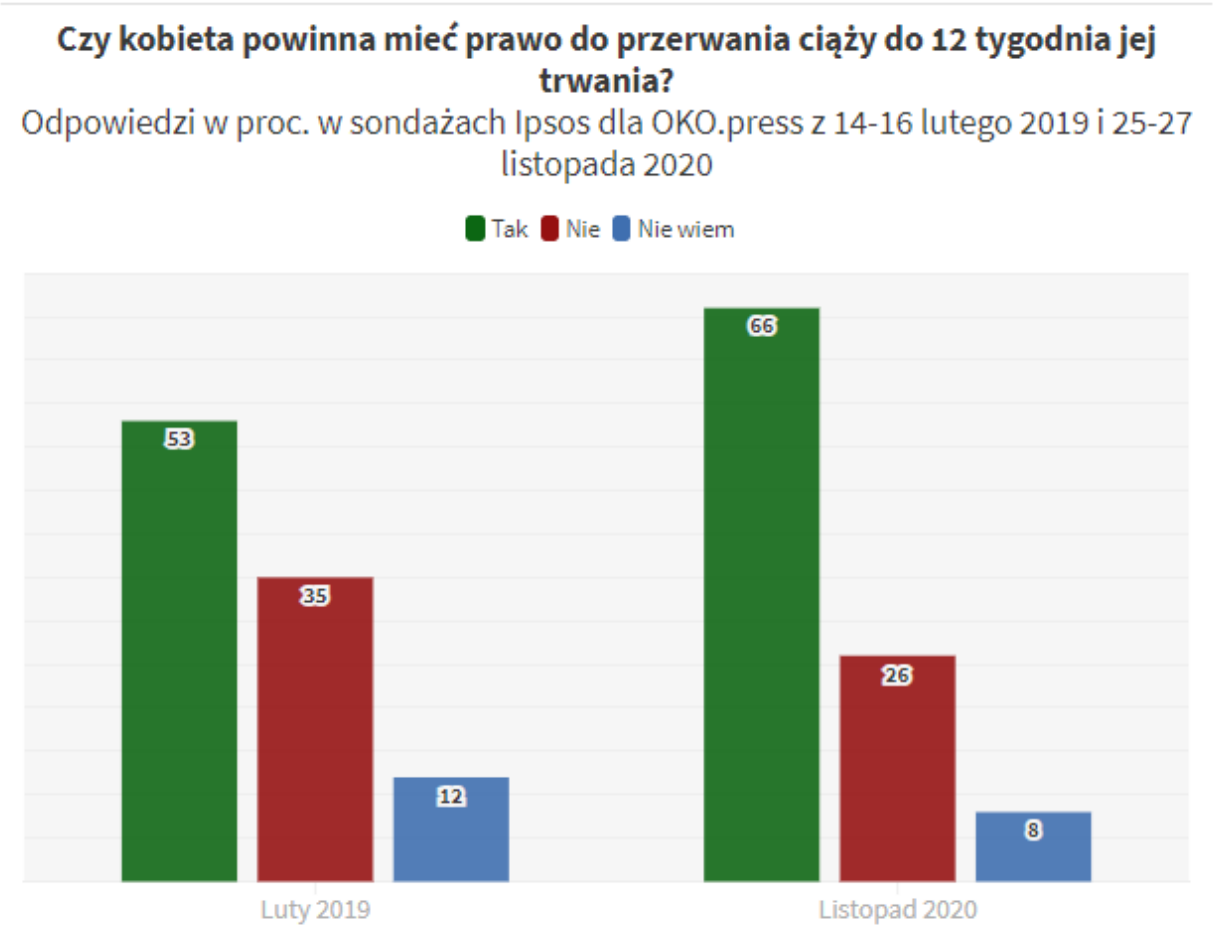
deuxième groupe : les 30-39 ans

troisième groupe : les 40-49 ans

quatrième groupe : les 50-59 ans

dernier groupe : + de 60 ans

Annexe 14



« *Selon vous, une femme devrait-elle avoir le droit d'interrompre une grossesse jusqu'à la 12e semaine ?* »

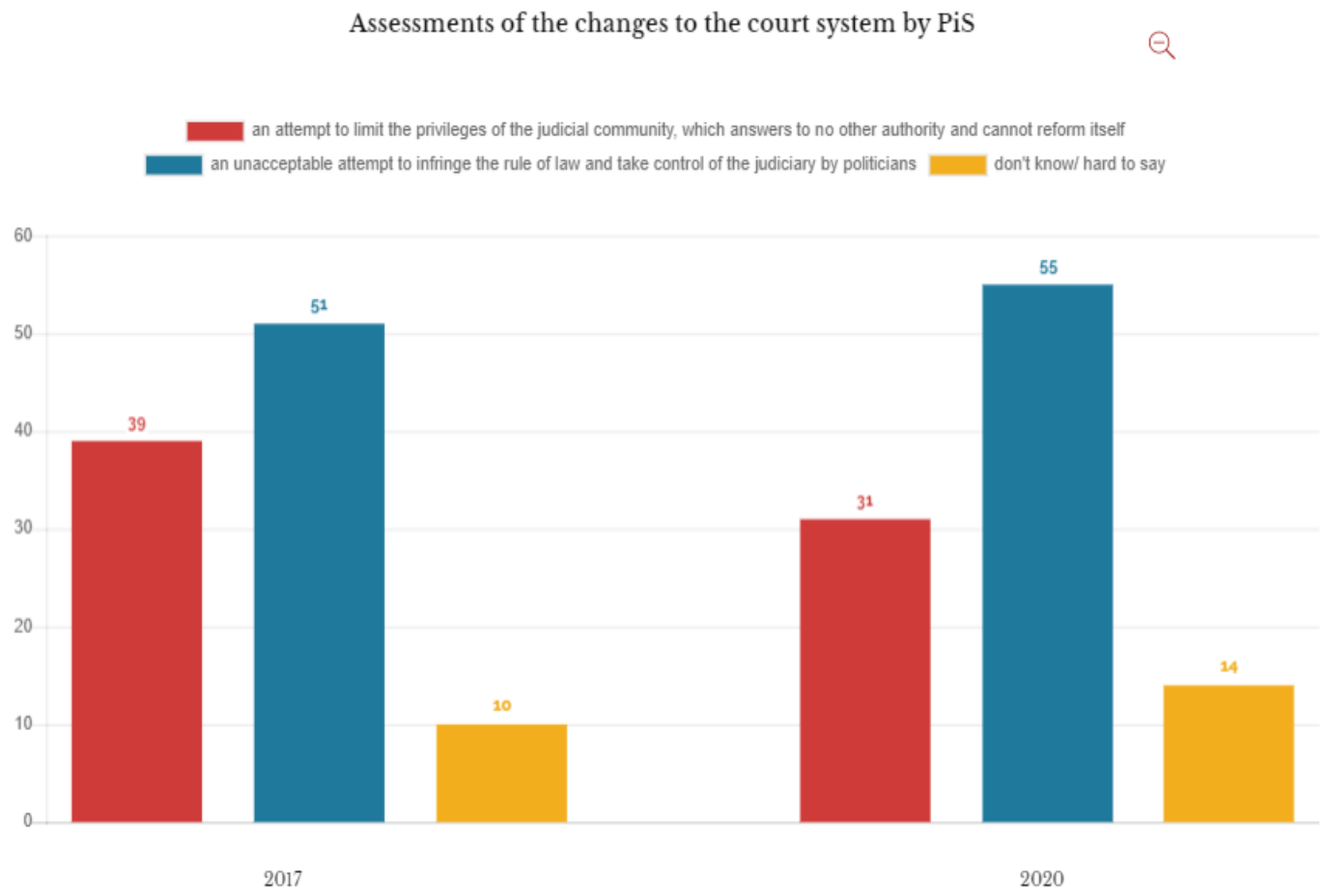
Evolution de février 2019 (à gauche) à novembre 2020 (à droite)

vert = oui

rouge = non

bleu = je ne sais pas

Annexe 15



« *Évaluations par les Polonais des modifications apportés au système judiciaire par le PiS* »

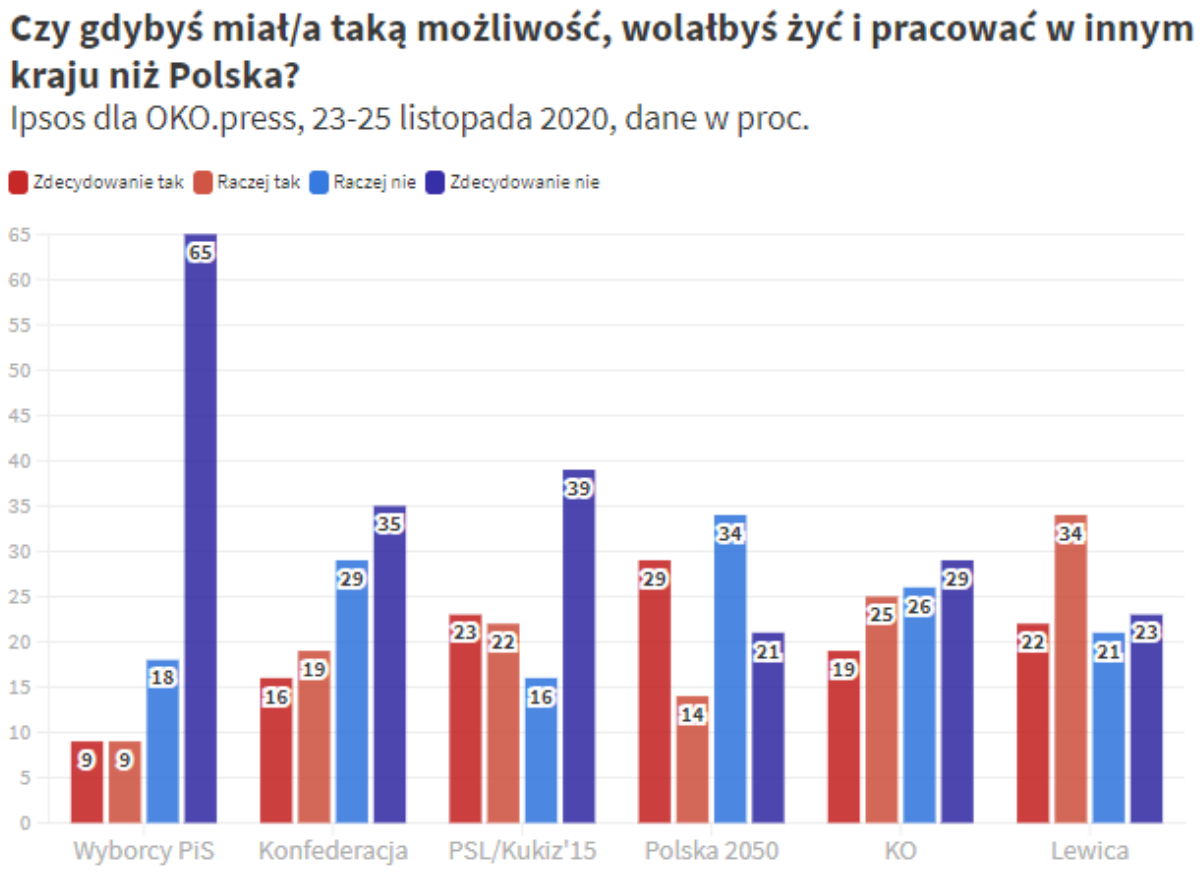
de 2017 à 2020

rouge = « *c'est une tentative de limiter les privilèges de la communauté judiciaire, qui ne répond à aucune autre autorité et ne peut se réformer elle-même* »

bleu = « *c'est une tentative inacceptable et honteuse de violation de l'État de droit et de prise de contrôle du système judiciaire par des politiciens* »

orange = « *sans réponse/difficile à dire* »

Annexe 16



« *Si vous en aviez la possibilité, préféreriez-vous vivre et travailler dans un autre pays que la Pologne ?* »

23-25 novembre 2020

rouge foncé = « *oui définitivement* »

rouge clair = « *plutôt favorable* »

bleu clair = « *plutôt défavorable* »

bleu foncé = « *absolument pas* »

(sondage concernant les électeurs des principales formations politiques)